

**ELEMENTS**

**FINANCIERS**

**2022**

# SOMMAIRE

|             |  |           |
|-------------|--|-----------|
| <b>A.</b>   | <b>PROFIL DU GROUPE</b>  | <b>3</b>  |
| <b>A.1.</b> | <b>Profil d'activité</b>   | <b>3</b>  |
| <b>A.2.</b> | <b>Structure du chiffre d'affaires</b>   | <b>4</b>  |
| A.2.1.      | Répartition par Lignes de Services   | 4         |
| A.2.2.      | Répartition par zone géographique  | 4         |
| <b>A.3.</b> | <b>Worldline en 2022</b>   | <b>5</b>  |
| A.3.1.      | Principaux graphiques  | 5         |
| A.3.2.      | Principales réalisations en 2022   | 6         |
| <b>B.</b>   | <b>ELÉMENTS FINANCIERS</b>   | <b>11</b> |
| <b>B.1.</b> | <b>Revue opérationnelle</b>  | <b>11</b> |
| B.1.1.      | Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants | 11        |
| B.1.2.      | Performance par Ligne de Services  | 12        |
| B.1.3.      | Ressources Humaines  | 15        |
| <b>B.2.</b> | <b>Objectifs 2023</b>  | <b>15</b> |
| <b>B.3.</b> | <b>Ambition 2024 pleinement réitérée</b>   | <b>15</b> |
| <b>B.4.</b> | <b>Revue financière</b>  | <b>16</b> |
| B.4.1.      | Etat du résultat global  | 16        |
| B.4.2.      | Tableau de flux de trésorerie  | 19        |
| B.4.3.      | Politique de financement   | 21        |
| <b>B.5.</b> | <b>Etats financiers consolidés</b>   | <b>23</b> |
| B.5.1.      | Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022     | 23        |
| B.5.2.      | Compte de résultat consolidé   | 24        |
| B.5.3.      | Etat du résultat global  | 24        |
| B.5.4.      | Etats consolidés de la situation financière  | 25        |
| B.5.5.      | Tableaux de flux de trésorerie consolidé   | 26        |
| B.5.6.      | Variation des capitaux propres consolidés  | 27        |
| B.5.7.      | Annexes aux comptes consolidés   | 28        |
| <b>C.</b>   | <b>ANNEXES</b>   | <b>77</b> |
| <b>C.1.</b> | <b>Contacts</b>  | <b>77</b> |
| C.1.1.      | Siège social   | 77        |
| C.1.2.      | Lignes de Services   | 77        |
| C.1.3.      | Fonctions Groupe   | 77        |
| C.1.4.      | Relations Investisseurs  | 77        |
| <b>C.2.</b> | <b>Agenda financier</b>  | <b>77</b> |

## A. PROFIL DU GROUPE

### A.1. Profil d'activité

Worldline est un leader européen des paiements et services transactionnels et le quatrième acteur mondial. Worldline est au premier plan de la révolution numérique qui bouleverse nos façons de payer, de vivre, d'exercer nos activités et de nouer des relations.

Les solutions de Worldline garantissent des paiements sécurisés et des services transactionnels fiables tout au long de la chaîne de valeur des paiements, favorisant ainsi une croissance économique durable. La Société fournit une gamme complète de solutions aux institutions financières, aux commerçants, aux entreprises et aux organismes gouvernementaux. Son portefeuille de solutions évolutif est respectueux de l'environnement, favorise la confiance et promeut la transformation sociale.

Worldline établit des partenariats à long terme avec ses clients pour leur fournir des solutions qui renforcent la confiance de leurs utilisateurs finaux. Ces services sont le plus souvent opérés dans le cadre de contrats de longue durée au titre desquels Worldline est rémunéré par une commission pour la mise en œuvre initiale de la solution, puis en fonction des volumes ou des valeurs de transactions pendant la durée du contrat. Worldline met à profit sa forte culture d'innovation pour aider ses clients à anticiper l'avenir, saisir de nouvelles opportunités et relever avec assurance les défis qui se présentent à eux.

Worldline est présent dans plus de 40 pays. Suite à l'acquisition d'Ingenico en 2020, Worldline a renforcé son impact en Europe continentale : déjà leader au Benelux, en Suisse et en Autriche, Worldline occupe désormais aussi une position de leader en Allemagne. La Société possède par ailleurs une forte présence dans les pays nordiques et dispose d'un accès inégalé aux banques et aux commerçants français. L'acquisition d'Ingenico a également étendu l'accès de Worldline au marché américain et accru sa visibilité auprès des commerçants d'Amérique latine et des pays d'Asie-Pacifique.

Au 31 décembre 2022, Worldline employait environ 18 000 personnes dans le monde. Au cours de l'année, le Groupe a généré un chiffre d'affaires total de 4,4 milliards d'euros, un EBO de 1 133 millions d'euros et un flux de trésorerie disponible de 520 millions d'euros.

L'objectif de Worldline est de permettre une croissance économique durable et de renforcer la confiance et la sécurité dans nos sociétés.

Ses Lignes de Services travaillent de concert à la transformation du secteur des paiements afin d'apporter une valeur durable à tous ses clients, investisseurs, employés et parties prenantes.

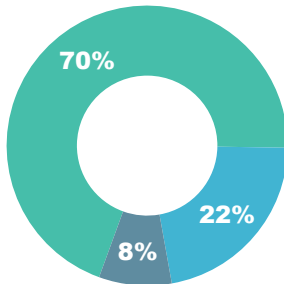
- La Ligne de Services « **Services aux Commerçants** » propose une expertise numérique et transactionnelle unique dans le secteur des paiements à travers une couverture paneuropéenne et mondiale exceptionnelle. Elle permet aux commerçants d'augmenter leurs ventes et d'améliorer l'expérience de leurs clients, dans un environnement sécurisé et de confiance. Couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur du commerce de détail, en ligne, en magasin et omnicanal, cette Ligne de Services accélère la transition mondiale vers une économie sans espèces ;
- La Ligne de Services « **Services Financiers** » est le leader paneuropéen du traitement des données financières. Les institutions financières s'appuient sur son expertise pour déployer des technologies transformatrices, gérer les risques et la fraude, optimiser les processus et assurer l'excellence opérationnelle. Investissant massivement dans des solutions de paiements et de transactions innovantes, cette Ligne de Services permet aux banques d'anticiper les évolutions réglementaires et de transformer leurs modèles d'affaires pour tirer le meilleur parti des opportunités de demain ;
- La Ligne de Services « **Mobilité & Services Web Transactionnels** » va au-delà du traitement des transactions de paiement classiques et apporte son expertise en matière de paiement et de réglementation sur de nouveaux marchés. Couvrant des produits et des services aussi divers que la dématérialisation sécurisée pour les secteurs réglementés, les objets connectés (IoT), la billettique et les centres de contact, cette Ligne de Services permet aux clients de se conformer à la réglementation, de sécuriser leurs transactions et de réinventer leur engagement client pour l'avenir numérique.

Worldline conduit ses activités en déployant une stratégie mondiale et unifiée d'exécution de ses contrats, destinée à tirer le maximum d'effets d'échelle grâce à une combinaison de processus et d'outils standardisés, au partage de meilleures pratiques et à un usage efficace des ressources globales, afin d'offrir des services de haute qualité à un prix compétitif.

## A.2. Structure du chiffre d'affaires

### A.2.1. Répartition par Lignes de Services

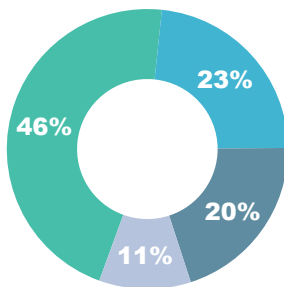
Suite aux acquisitions de SIX Payment Services fin 2018 et d'Ingenico fin 2020, les Services aux Commerçants sont la plus importante Ligne de Services du Groupe, représentant 70% du chiffre d'affaires du Groupe en 2022. 22% du chiffre d'affaires a été réalisé au travers des contrats de Services Financiers et 8% par les solutions de Mobilité & Services Web Transactionnels.



| (En millions d'euros)                   | Chiffre d'affaires 2022 |
|---|-------------------------|
| Services aux Commerçants                | 3 041                   |
| Services Financiers                     | 958                     |
| Mobilité & Services Web Transactionnels | 365                     |
| <b>Worldline</b>                        | <b>4 364</b>            |

### A.2.2. Répartition par zone géographique

L'Europe est la principale base opérationnelle du Groupe, générant environ 90% du chiffre d'affaires total en 2022.

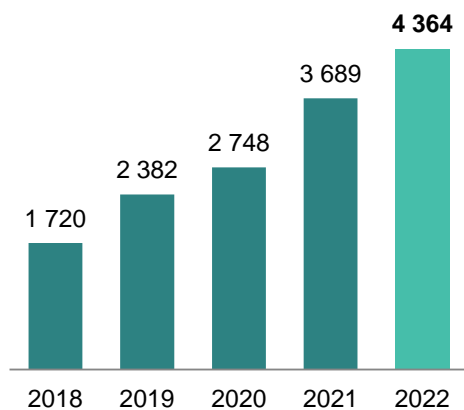


| (En millions d'euros)      | Chiffre d'affaires 2022 |
|----------------------------|-------------------------|
| Europe du Nord             | 2 012                   |
| Europe centrale & de l'Est | 1 014                   |
| Europe du Sud              | 878                     |
| Autres                     | 461                     |
| <b>Worldline</b>           | <b>4 364</b>            |

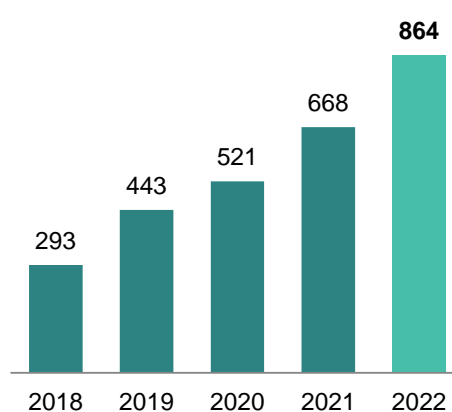
## A.3. Worldline en 2022

### A.3.1. Principaux graphiques

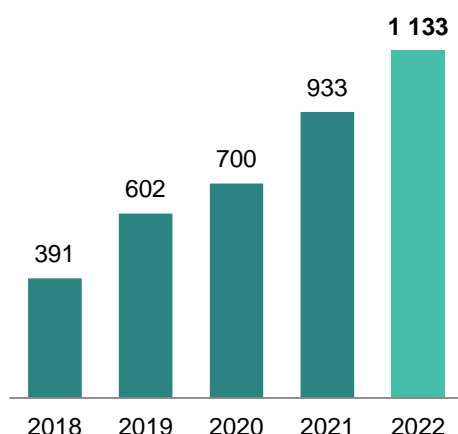
Evolution du chiffre d'affaires sur cinq ans  
(en millions d'euros)



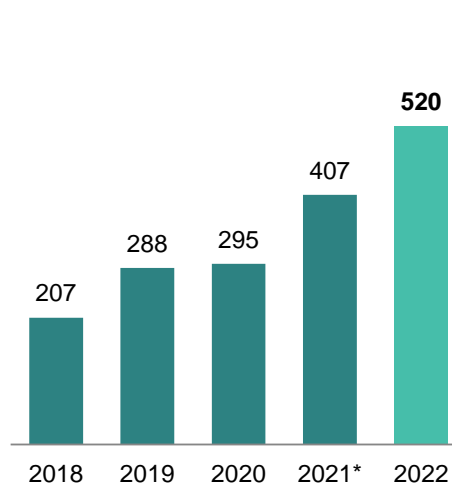
Evolution de la marge opérationnelle sur cinq ans  
(en millions d'euros)



Evolution de l'excédent brut opérationnel sur cinq ans  
(en millions d'euros)

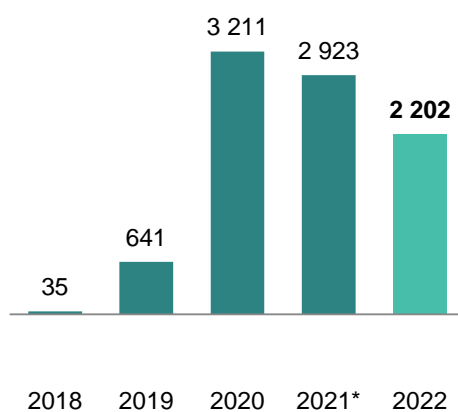


Evolution du flux de trésorerie disponible sur cinq ans  
(en millions d'euros)



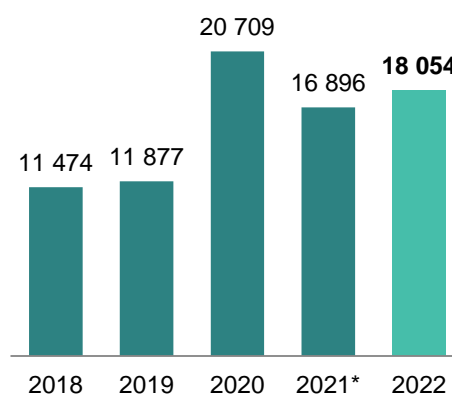
\* provient des opérations poursuivies

Evolution de la dette nette sur cinq ans  
(en millions d'euros)



\* avant IFRS 5

Evolution de l'effectif sur cinq ans



\* hors 3 815 salariés de TSS

## A.3.2. Principales réalisations en 2022

### Janvier

Le 4 janvier 2022, a annoncé avoir finalisé l'**acquisition d'Axepta Italie** dans le cadre de sa stratégie de consolidation européenne. L'acquisition de 80% d'Axepta Italie, un acquéreur bancaire important dans le pays, et la mise en œuvre d'une alliance stratégique dans les Services aux commerçants en Italie avec BNL s'inscrivent dans la stratégie de Worldline visant à étendre sa présence en Europe au travers de partenariats avec les grandes institutions financières. Cela fait suite à l'acquisition des activités d'acquisition cartes d'Handelsbanken dans les pays nordiques, ainsi que celle de Cardlink et la signature d'un accord portant sur l'acquisition des activités d'acquisition commerçant d'Eurobank en Grèce. Dans la continuité des partenariats existants de Worldline avec plus de 17 banques et fédérations bancaires (regroupant environ 100 adhérents) en Italie, la création d'une joint-venture avec la banque BNL (qui conserve une participation de 20% dans Axepta Italie) est conçue comme un véhicule ouvert pour accueillir les partenaires existants et d'autres banques italiennes souhaitant bénéficier de l'excellence en termes de qualité de service, combinée à une structure de coûts compétitive.

**Worldline a obtenu pour la seconde fois la prestigieuse certification « Top Employer Europe » 2022 du Top Employers Institute**, institut de renommée mondiale qui distingue l'excellence en matière de gestion des ressources humaines. Ceci récompense l'engagement et les efforts de long terme de Worldline pour instaurer des pratiques managériales et RH

### Février

A la suite d'une revue stratégique approfondie de ses activités Terminaux, Solutions et Services (« TSS ») avec pour objectif d'accompagner la transformation en cours de l'activité et d'accélérer son développement, **Worldline a annoncé être entré en négociations exclusives avec Apollo sur la base d'une offre ferme d'achat pour 100% des titres de TSS** pour un prix comprenant un montant de 1,7 milliard d'euros ainsi que des actions de préférence pouvant atteindre un montant allant jusqu'à 0,9 milliard d'euros sur la base de la création de valeur future de TSS. La transaction envisagée comprend également la signature d'un partenariat commercial entre Worldline et TSS renforçant ainsi la relation stratégique et commerciale de long terme entre les deux entités pour les 5 prochaines années.

Le 22 février 2022, **Worldline a annoncé ses résultats annuels 2021**. Tous les objectifs 2021 ont été atteints avec un chiffre d'affaires annuel de 3 689 millions d'euros, soit une solide croissance organique de +6,8% (dont +12,0% au T4) par rapport à l'objectif d'au moins 6%. Cet objectif a notamment été atteint grâce à la croissance soutenue dans les Services aux Commerçants et les Services Financiers, malgré la Covid-19. Cela reflète à la fois la transition rapide et généralisée vers les paiements numériques ainsi que le positionnement fort du Groupe suite à l'acquisition d'Ingenico. Le chiffre d'affaires en Mobilité & Services Web Transactionnels a également considérablement augmenté grâce à plusieurs grands projets et à la reprise du secteur des transports publics. Cette forte exécution

exemplaires dans l'entreprise. L'évaluation menée par l'Institut, couvrant tous les domaines RH de Worldline, a mesuré, au moyen d'enquêtes et d'audits de grande ampleur, les pratiques et politiques internes de la société en matière de rémunération et avantages sociaux, de formation et développement ainsi que de recrutement. De nombreuses parties prenantes de Worldline ont également été impliquées dans la conduite de l'étude.

Worldline a organisé la **quatrième édition de son hackathon, le « e-Payments Challenge »** sous un format entièrement virtuel. En ouverture de l'évènement, une conférence en ligne ouverte au public : « *Navigating Digital Payments in 2030 : APIs, partnerships and Customer experience* », a été diffusée en live depuis le tout nouveau Centre d'Innovation de Worldline. L'« e-Payments Challenge » est l'hackathon annuel de Worldline qui réunit les parties prenantes de l'écosystème mondial des paiements : fintechs, startups, banques, marchands, ainsi que des équipes d'experts de Worldline. Partant de défis concrets liés aux enjeux des paiements, les grands clients de Worldline invitent les startups à cocréer des solutions intelligentes pour y répondre, en tirant le meilleur parti de l'expertise et des solutions de paiement de Worldline. Worldline a sélectionné les fintechs participantes parmi des candidatures représentant l'ensemble des métiers des technologies de paiement et au-delà.

s'est également matérialisée par un EBO (Excédent Brut Opérationnel) du Groupe atteignant 933 millions d'euros en 2021 ; soit 25,3% du chiffre d'affaires, en amélioration de +220 points de base par rapport à 2020 à périmètre et taux de change constants. Cette solide performance par rapport à l'objectif de délivrer plus de 200 points de base d'amélioration reflète l'accélération de la croissance organique du chiffre d'affaires tout au long de l'année ainsi que la transformation en cours et les plans de synergie du Groupe. Le flux de trésorerie disponible des opérations poursuivies en 2021 a été de 407 millions d'euros, en hausse de +38,2% par rapport à 2020, représentant un taux de conversion de l'EBO de 43,6% (flux de trésorerie disponible divisé par l'EBO), supérieur à l'objectif annuel d'atteindre environ 42%.

**Worldline a annoncé avoir intégré Alipay+ à son portefeuille international**. Cette collaboration permet à Worldline d'enrichir l'offre des moyens de paiement en magasin et en ligne à destination des commerçants européens, qui pourront ainsi mieux répondre aux besoins de leurs clients grâce à un plus vaste choix de modes de paiement mobiles et autres solutions digitales. Worldline est le premier acquéreur à intégrer Alipay+ à grande échelle dans plusieurs pays simultanément. Cette solution de paiement enrichie fonctionne avec tous les terminaux et applications de Worldline, et fournit le même QR code pour chaque nouveau mode de paiement électronique, rendant l'acceptation transparente pour les commerçants grâce à un système automatique de reconnaissance du moyen de paiement. Des commerçants de tous les secteurs, notamment la

distribution, la restauration ou l'hôtellerie, situés dans toute l'Europe, peuvent en tirer tous les avantages simplement en choisissant d'ajouter Alipay+ à la solution totalement intégrée de paiement en magasin et en ligne

## Mars

Compte tenu du développement de la situation en Ukraine et du contexte géopolitique actuel, **Worldline a communiqué sur son exposition à la situation en Ukraine et en Russie.** Le Groupe Worldline, en accord avec ses politiques internes, a immédiatement appliqué les sanctions internationales relatives à la Russie et entend les poursuivre autant que nécessaire. Le Groupe a confirmé que les volumes d'activité liés à la Russie sont limités, représentant environ 1,5% du chiffre d'affaires annuel 2021 proforma estimé de Worldline sur les activités poursuivies. Ceci résulte principalement de ses activités d'acceptance opérées hors de Russie permettant aux consommateurs domestiques de réaliser des transactions en ligne auprès de marchands internationaux non Russes. Plus généralement, sachant que le Groupe n'a pas d'exposition à l'Ukraine, les autres pays d'Europe de l'Est limitrophes à la Russie et à l'Ukraine représentent environ 1,5% du chiffre d'affaires annuel 2021 proforma estimé du Groupe sur les activités poursuivies, dont environ la moitié sur les activités de traitements des transactions (Services Financiers) dans les pays Baltes. Ces activités ne sont pas impactées par le conflit en Ukraine. Par ailleurs, le Groupe n'a pas d'exposition significative à des solutions ou des sous-traitants Russes impactés par les sanctions ou qui pourraient l'être, du fait de sa politique de développement interne de ses propres solutions.

**Worldline a annoncé son arrivée au Japon** où le groupe propose des services de traitement des paiements par carte aux commerçants, partout dans le pays. Marché économiquement mature, très sécurisé et caractérisé par des habitudes de consommation conservatrices, le Japon présente un immense potentiel de croissance pour les paiements par carte. La proposition de valeur de Worldline pour le marché japonais s'appuie sur un solide partenariat avec Vesca, prestataire local de premier plan de services d'acceptation des paiements (NSP). Worldline prendra en charge le traitement des transactions, s'appuyant sur la force de frappe, la taille et la technologie de ses dispositifs de traitement des paiements à l'échelle mondiale, tandis que Vesca déploiera ses actifs technologiques pour faciliter l'acceptation des paiements au niveau local. Grâce à cette configuration,

## Avril

Le 1<sup>er</sup> avril 2022, **Worldline a annoncé avoir finalisé l'acquisition d'une participation de contrôle des activités de services aux marchands d'ANZ et la création d'une coentreprise contrôlée à 51% par Worldline pour gérer et développer les services aux marchands en Australie avec la banque ANZ,** l'une des plus grandes banques d'Asie-Pacifique et le troisième acquéreur en Australie, avec environ 20% de parts de marché sur les volumes de transactions opérés en Australie. La combinaison de la position d'ANZ, acteur largement reconnu sur son marché, et de celle de Worldline, leader mondial, doté d'un savoir-faire technologique et d'une expertise des paiements de

offerte par Worldline, au moyen d'une simple mise à jour du logiciel et sans aucun investissement supplémentaire.

l'acceptation des paiements par carte sera simplifiée et plus économique pour les commerçants.

**Worldline a obtenu la médaille Platine, la plus haute distinction décernée par EcoVadis, pour la deuxième année consécutive,** confirmant son engagement RSE et sa place de leader dans le Top 1% des entreprises les plus durables. La note globale de 86/100, nettement supérieure à la moyenne de 41,4/100 obtenue par les grandes entreprises évaluées par EcoVadis, reflète l'engagement constant de Worldline en faveur de la durabilité et son approche ambitieuse de la RSE au travers de son programme de transformation TRUST 2025. Confirmant son excellente performance dans chacun des quatre grands domaines de la RSE, Worldline démontre sa capacité à incarner les meilleures pratiques, et mettre en œuvre des plans d'action efficaces pour réaliser ses ambitions d'entreprise responsable.

**Worldline a annoncé le lancement officiel de son partenariat avec et Microsoft Dynamics 365 Fraud Protection.** Cette collaboration permettra aux entreprises clientes de Worldline de relever les défis toujours croissants de la fraude sur les paiements en ligne. Premier fournisseur de services de paiements à adopter et à intégrer pleinement cette solution de détection de fraude de Microsoft, Worldline est désormais en mesure d'offrir une nouvelle génération de solutions hybrides de lutte contre la fraude, beaucoup plus précises et efficaces que les seules règles traditionnelles ou le *machine learning* avancé. Dotée d'une technologie adaptative d'intelligence artificielle, cette solution est capable d'apprendre et de s'adapter à l'évolution constante des tendances en matière de fraude, ce qui permet aux commerçants partout dans le monde d'optimiser la détection de fraude et protéger leur chiffre d'affaires. La collaboration entre Worldline et Microsoft permet aux entreprises de profiter immédiatement de la solution technologique d'avant-garde Dynamics 365, sans consacrer plus de temps ou de ressources au déploiement ou à la prise en main. Il en résulte une intégration parfaitement fluide sans aucune incidence négative sur l'expérience client globale.

premier ordre, permettra à la joint-venture de faire croître son chiffre d'affaires à deux chiffres dans les années à venir. Ce taux de croissance accéléré pourra être atteint grâce aux opportunités de ventes croisées et de ventes additionnelles, générées par des solutions innovantes telles que l'*onboarding* digital, les méthodes de paiement alternatives (APM), la détection des fraudes ou les solutions en ligne et omnicanales, tout en développant le portefeuille de marchands existant. Avec un chiffre d'affaires annuel d'environ 180 millions d'euros avec un taux de croissance organique annuel à deux chiffres attendus au cours des cinq prochaines années et une marge d'EBO d'environ 20% attendue à la clôture de

l'opération, un solide programme d'intégration et de développement de plates-formes a été mis en œuvre avec pour objectif d'atteindre 25 millions d'euros d'EBO supplémentaire d'ici 2025. Le plan de synergies est principalement basé sur la réutilisation des modules de paiement propriétaires de Worldline associés à la mise en place d'une plateforme spécifique apportant à l'Australie des applications de paiement standard innovantes du marché européen.

Le 27 avril 2022, Worldline a annoncé son **chiffre d'affaires du premier trimestre 2022, reflétant un très bon début d'année**. Le chiffre d'affaires de Worldline au premier trimestre 2022 a atteint 939 millions d'euros, soit une solide croissance organique de +11,6%, notamment grâce à la croissance soutenue dans les Services aux Commerçants à +15,8% de croissance organique, bénéficiant de la forte hausse des volumes d'acquisition commerçants (+36% au T1 2022 par rapport à la même période l'année précédente). Mobilité & Services Web Transactionnels a également contribué à la croissance en délivrant au Q1 une forte croissance organique de +8,4%. Les Services Financiers ont cru de +2,5%, une bonne performance compte tenu de l'impact temporaire des concessions tarifaires accordées par le Groupe dans le cadre du renouvellement simultané des grands contrats historiques d'Equens au T4 2021. Le même jour, le Groupe a annoncé la nomination de Grégory Lambertie comme directeur financier du Groupe suite à la décision d'Éric Heurtaux de quitter l'entreprise. Grégory a pris ses fonctions le 16 mai 2022, succédant à Éric Heurtaux qui a contribué avec succès au cours des six dernières années au développement de Worldline et au renforcement de la fonction Finance et

## Mai

**Worldline déploie l'Open Payment sur le réseau de Transports en Commun Lyonnais (TCL)** pour SYTRAL Mobilités, 2<sup>ème</sup> autorité organisatrice de mobilité (AOM) française, pour simplifier le parcours d'achat et offrir plus de liberté aux voyageurs sur les 73 communes desservies. Déployé en 2018 pour la première fois en France par Worldline pour l'agglomération de Dijon, l'Open Payment révolutionne les habitudes de voyage en transports en commun dans de nombreuses villes du monde proposant ce service qui permet d'utiliser la carte bancaire comme titre de transport. Ce nouveau mode s'adapte parfaitement aux nouvelles tendances liées à l'usage du paiement « sans contact », avec une augmentation de son utilisation de plus de 50% en France en 2021.

## Juin

Le 9 juin, **Worldline a tenu son Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires**, présidée par Monsieur Bernard Bourigeaud en sa qualité de Président du Conseil d'administration. L'Assemblée Générale s'est tenue physiquement et a réuni un large quorum de 80,67%. Elle était retransmise en direct et est disponible pour un visionnage en différé sur le site internet de la Société. **L'ensemble des résolutions a été approuvé**. A l'issue de l'Assemblée Générale, le Conseil d'administration compte ainsi 19 administrateurs, dont deux administrateurs représentant les salariés (Madame Marie-Christine Lebert renouvelée et Monsieur Olivier Lorieau nouvellement désigné) ainsi qu'un censeur et

décidé de rejoindre une entreprise technologique non cotée. La passation entre Éric et Grégory a été soigneusement préparée et a duré jusqu'au départ d'Éric.

**Worldline a été choisi par Monoprix** pour déployer sa plateforme de paiement dans l'ensemble de ses 700 magasins répartis dans 250 villes en France, sur ses 6 enseignes : Monoprix, monop', monop'daily, monop'beauty, monop'station et Naturalia. Afin d'offrir à ses clients l'expérience de paiement la plus fluide sur l'ensemble de ses points de contact, Monoprix a sélectionné la plateforme omnicanale de Worldline. La solution omnicanale de Worldline, combinant l'acceptation de paiement en magasin et en mobilité, adossées à sa plateforme évolutive permet d'unifier l'ensemble des paiements et de répondre aux nouveaux usages omnicanaux des consommateurs, au travers de solutions innovantes.

**UniCredit, l'une des principales banques paneuropéennes, renouvelle son partenariat d'Open Banking avec Worldline**. Le partenariat avec Worldline permet aux clients d'UniCredit de connecter leurs comptes à d'autres banques à travers l'Europe via une interface de programmation d'application (API) unique. UniCredit est ainsi en mesure d'offrir des services d'initiation de paiement et d'information sur les comptes, ouvrant à la banque et à ses clients l'accès à un large choix d'opportunités commerciales. UniCredit utilise les services de prestation de Worldline dans l'Open Banking depuis 2020 et le partenariat est reconduit pour deux nouvelles années.

**Worldline compte parmi les premières entreprises de son secteur à se lancer dans le Metaverse** avec un showroom virtuel dédié. Worldline ambitionne de faire le lien entre mondes virtuel et réel pour les acteurs du commerce en ligne, leur donnant ainsi accès à l'immense potentiel du Metaverse. Le showroom Worldline Metaverse, inauguré en mars 2022, constitue un pilier clef de la stratégie de déploiement de Worldline dans le Metaverse, considéré comme le nouveau canal des interactions sociales et commerciales innovantes en ligne, et appelé à se développer toujours plus avec l'essor du Web 3.0. Le showroom Worldline est intégré à Decentraland, dans la Crypto Valley. S'appuyant sur cette localisation centrale et très fréquentée, Worldline permettra ainsi à son réseau de commerçants de se lancer dans le Metaverse grâce à sa plate-forme, tout en leur apportant valeur ajoutée et visibilité.

une représentante du Comité Social et Économique. Avec 70% d'administrateurs indépendants, la composition du Conseil est équilibrée et intègre une représentation adéquate de ses principaux actionnaires et partenaires stratégiques. Le Conseil comprend 41% de femmes et des profils diversifiés le faisant bénéficier de compétences solides et complémentaires.

Le 30 juin 2022, **Worldline a annoncé avoir finalisé l'acquisition des activités d'acquisition commerçant d'Eurobank** dans le cadre de sa stratégie de consolidation européenne. Eurobank Merchant Acquiring (EBMA) est un acquéreur de cartes important



sur le très dynamique marché grec, avec une part de 21% des volumes de transactions traitées dans le pays. EBMA gère environ 219 millions de transactions par an, soit un volume de paiement d'environ 7 milliards d'euros, à partir d'un réseau d'environ 190 000 points de vente opérés par Cardlink. La société sert un portefeuille diversifié et de grande qualité de 123 000 marchands, dont plus de 50 % sont des PME en termes de MSV. Cette acquisition représente pour Worldline une opportunité de développement important de ses activités de Services aux Commerçants sur ce marché dynamique du sud de l'Europe, toujours tiré par le passage de l'argent liquide à la carte avec un taux d'adoption des paiements électroniques important et un

## Juillet

**Worldline et Casio concluent un partenariat stratégique pour simplifier l'acceptance des cartes pour les commerçants au Japon** et faciliter les paiements par carte et le *shopping* numérique au Japon, un marché au potentiel de modernisation du commerce de détail très important. Grâce à cet accord, qui implique également le fournisseur local de services de réseaux Vesca, les commerçants japonais peuvent bénéficier d'une solution d'acceptance rapide et à compétitive et offrir à leurs clients une expérience utilisateur moderne.

Le 27 juillet 2022, **Worldline a annoncé ses résultats du premier semestre 2022**. Le chiffre d'affaires de Worldline au premier semestre 2022 a atteint 2 020 millions d'euros, soit une solide croissance organique de +12,6% atteinte notamment grâce à l'accélération continue de la croissance dans les Services aux Commerçants (+17,6% en organique) reflétant à la fois la transition rapide et généralisée vers les paiements numériques ainsi que le positionnement fort du Groupe suite à l'acquisition d'Ingenico. La Ligne de Service Mobilité & Services Web Transactionnels a

## Septembre

**Worldline a été retenu par la Banque centrale européenne (BCE) pour créer un prototype d'interface utilisateur pour l'euro numérique**. Worldline développera le cas d'usage des paiements hors ligne *peer-to-peer*. Worldline s'appuie sur son expertise et ses ressources pour constituer un portefeuille électronique en vue du stockage physique de fonds pouvant être transférés sans connexion. Les exercices de prototypage visent à tester la capacité de la technologie utilisée pour l'euro numérique à s'intégrer aux divers cas d'usage. Worldline partage l'objectif commun de la BCE et de ses partenaires et entend prendre une part active à l'évolution de l'industrie des paiements en contribuant à des projets stratégiques et transformants comme l'euro numérique. L'ensemble de son portefeuille produits peut être mis à profit pour fournir des pilotes, et faciliter le déploiement des monnaies numériques de banques centrales (CBDC). L'exercice de prototypage constitue une composante importante de la phase exploratoire en cours d'une durée de deux ans du projet d'euro numérique.

**Worldline a annoncé un accord pour l'acquisition d'une participation de 40% dans Online Payment**

fort développement du commerce en ligne. Par ailleurs, l'exposition à l'économie grecque, soutenue par l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie, offre des opportunités de croissance supplémentaires. Dans le cadre de la transaction, Worldline et Eurobank s'engagent dans un partenariat commercial à long terme permettant de tirer parti du solide réseau bancaire d'Eurobank en tant que canal commercial de premier plan afin de distribuer aux commerçants physiques et en ligne les meilleurs produits et services de paiement de Worldline et d'EBMA.

également contribué à l'accélération avec une solide croissance organique de +10,3% au T2 après avoir délivré +8,4% au T1. Les Services Financiers ont cru de +3,0% au T2 (+2,5% au T1) malgré l'impact temporaire des concessions tarifaires accordées par le Groupe dans le cadre du renouvellement simultané des grands contrats historiques d'Equens au T4 2021. Cette forte exécution s'est également matérialisée par un Excédent Brut Opérationnel (EBO) du Groupe atteignant 468 millions d'euros au premier semestre 2022, soit 23,2% du chiffre d'affaires, en amélioration de +80 points de base portée par les Services aux Commerçants qui ont affiché +310 points de base grâce à l'accélération de la croissance du chiffre d'affaires permettant la matérialisation du levier opérationnel, les synergies résultant des programmes d'intégration d'Ingenico et les effets des actions transversales d'amélioration de la productivité. Le résultat net normalisé part du Groupe des opérations poursuivies (hors éléments exceptionnels, part du Groupe, net d'impôt) a atteint 213 millions d'euros, en hausse de +26,2%.

**Platform B.V., un prestataire de services de paiement en ligne offrant une solution de paiement dédiée aux marketplaces et aux plateformes**. Fondée en 2011, Online Payment Platform (OPP) est un PSP en ligne néerlandais qui se concentre sur les paiements numériques pour les places de marché et les plateformes et sur le segment C2C en particulier avec une forte expertise en matière de support client pour les places de marché, y compris en matière d'*onboarding* rapide des commerçants et de gestion des litiges. OPP fournit ses services à plus d'une centaine de places de marché et de plateformes, telles que e-Bay Kleinanzeigen, Marktplaats (qui font toutes deux partie d'Adevinta), Gumtree, Royal FloraHolland (une des plus grandes maisons de vente de fleurs aux enchères au monde) et PayPal. La transaction enrichit le profil de croissance de Worldline et permet de réaliser des synergies pour les deux parties impliquées grâce à l'organisation commerciale de Worldline. Cette transaction est parfaitement en ligne avec la feuille de route stratégique de Worldline qui étend ainsi son exposition au e-commerce et apporte une brique technologique éprouvée avec une solution unique conçue de toutes pièces.

## Octobre

**Worldline a annoncé la finalisation de la cession de sa ligne d'activité Terminaux, Solutions & Services (« TSS ») aux fonds Apollo.** Cette transaction a pour but de soutenir l'entreprise autonome opérant désormais exclusivement sous le nom Ingenico. Elle marque aussi une importante nouvelle étape dans la stratégie de Worldline. Elle simplifie la structure du Groupe et lui permet de se concentrer davantage sur ses activités de services de paiement. Le produit de cette cession permettra à Worldline d'accélérer sa prochaine phase de développement et d'ancrer le leadership du Groupe dans les services de paiement. Selon les termes de la transaction, Worldline restera associé, via la détention d'actions de préférence, à la création de valeur future de l'activité d'Ingenico. Enfin, cette transaction comprend également l'entrée en vigueur d'un accord de partenariat consolidant la relation stratégique et à long terme entre Worldline et Ingenico pour les 5 prochaines années.

Worldline a annoncé son **chiffre d'affaires du troisième trimestre 2022** qui a atteint 1 158 millions d'euros avec une solide croissance organique de +10,0%. Cette performance a notamment été réalisée grâce à une forte dynamique commerciale dans les Services aux Commerçants délivrant une croissance organique de +13,6% alimentée par des gains de parts de marché et la hausse des volumes d'acquisition commerçants.

## Novembre

Worldline a annoncé la signature d'un accord ferme concernant **l'acquisition des activités d'acquisition commerçants de Banco Desio** et la mise en place d'un partenariat commercial visant à tirer parti du réseau bancaire de Banco Desio pour distribuer les produits et services de paiement de Worldline aux commerçants clients de la banque en Italie. Suite à l'acquisition d'Axepta Italie début 2022 et à la création de la coentreprise Worldline MS Italie, cette transaction s'inscrit pleinement dans la stratégie de Worldline visant à renforcer sa présence en Italie, un marché stratégique et particulièrement attractif pour Worldline.

Selon la dernière évaluation de Moody's ESG Solutions, **Worldline a renforcé ses performances en matière de RSE et a confirmé son leadership en matière de**

## Décembre

**Worldline a été choisi comme partenaire et fournisseur de paiements pour Wizz Air**, la compagnie aérienne à la croissance la plus rapide d'Europe et la plus respectueuse de l'environnement au niveau mondial. S'appuyant sur son solide héritage dans le secteur des compagnies aériennes et des voyages, Worldline déploiera sa solution complète de services de paiement pour répondre aux exigences spécifiques de Wizz Air, comme elle l'a fait pour de nombreuses compagnies aériennes parmi les plus grandes et les plus polyvalentes du secteur.

Mobilité & Services Web Transactionnels a également contribué à la croissance avec une bonne tendance commerciale appliquée à une base de comparaison élevée. Les Services Financiers ont cru de +1,5%, en phase avec la trajectoire prévue pour l'ensemble de l'année.

Worldline a annoncé **l'acquisition d'une participation de 55% dans la fintech SoftPos.eu et le lancement d'un nouveau produit pour les commerçants : Worldline Tap on Mobile.** SoftPos.eu, une fintech basée à Varsovie qui convertit les appareils Android en terminaux de paiement sécurisés. Cette acquisition s'inscrit pleinement dans la stratégie de Worldline de fournir des solutions de paiement adaptées à toutes les formes de commerce et servir les ambitions commerciales de ses clients. Fondé sur le savoir-faire de SoftPos.eu, Worldline lance un nouveau produit à l'international : *Worldline Tap on Mobile*, une solution unique et de bout-en-bout basée sur le système Android et permettant aux commerçants de toutes tailles d'accepter facilement les paiements à l'aide d'un smartphone ou d'une tablette. La solution est conçue pour accepter de petits montants par simple contact mais aussi des montants plus importants avec la saisie d'un code PIN sur l'écran.

**durabilité.** Worldline, qui améliore d'un point sa note globale par rapport à l'année dernière, poursuit graduellement son ambition de faire face aux défis RSE les plus critiques dans les domaines des ressources humaines, de l'éthique, de la chaîne d'approvisionnement, de l'environnement et des communautés locales. Grâce à son approche d'amélioration continue, au cœur même de son ambitieux programme de transformation Trust 2025, Worldline gagne une place dans le classement et devient 4<sup>e</sup> au rang du Top 5 des entreprises de services informatiques et logiciels en Europe. Selon Moody's, les notes ESG de Worldline sont significativement supérieures à la moyenne du secteur sur les trois domaines.

**Worldline déploie le mode Apple Pay Express sur le plus vaste réseau d'Open Payment français.** Pour la première fois, les usagers des Transports en Commun Lyonnais vont bénéficier du mode Apple Pay Express. A partir d'aujourd'hui, les passagers n'ont qu'à poser leur iPhone ou leur montre connectée Apple Watch sur les valideurs pour voyager en un seul « tap ».

**Worldline a lancé le service "Buy Now Pay Later" pour les paiements de voyages.** Ce nouveau service permet de satisfaire la demande croissante des clients dans le secteur du voyage pour les paiements "Buy Now Pay Later" (BNPL). La société s'est associée au principal fournisseur de paiements de voyage Fly Now Pay Later et l'offre conjointe est disponible via la solution de paiement *TravelHub* existante de Worldline.

## B. ELÉMENTS FINANCIERS

### B.1. Revue opérationnelle

En 2022, bien que confrontée à des difficultés importantes et imprévisibles sur le plan international et géopolitique, Worldline a atteint ou dépassé tous ses objectifs annuels.

Le chiffre d'affaires 2022 de Worldline a atteint 4 364 millions d'euros, en croissance organique de +10,7%, au-dessus de l'objectif annuel de 8% à 10% de croissance organique du chiffre d'affaires. Cette performance a été réalisée grâce à la croissance soutenue dans les Services aux Commerçants qui reflète à la fois la transition rapide et généralisée vers les paiements numériques ainsi que le positionnement fort du Groupe suite à l'acquisition d'Ingenico. La Ligne de Services a représenté 70 % du revenu total du groupe en 2022. Le chiffre d'affaires en Mobilité & Services Web Transactionnels (8% du chiffre d'affaires du Groupe en

2022) a également contribué à la croissance, affichant une forte croissance organique de +7,3% sur l'année grâce à plusieurs grands projets et à la reprise du secteur des transports publics. Les Services Financiers (22% du chiffre d'affaires du Groupe en 2022) ont crû de +2,5% en 2022 avec une tendance de chiffre d'affaires solide compensant l'impact temporaire de la baisse de prix concédée par le Groupe pour les renouvellements des grands contrats historiques d'Equens fin 2021.

Atteignant 1 133 millions d'euros en 2022, l'EBO (Excédent Brut Opérationnel) du Groupe a augmenté de +15,7% à périmètre et taux de change constants. Il a ainsi représenté 26,0% du chiffre d'affaires, en amélioration organique de +110 points de base, en ligne avec l'objectif annuel.

#### B.1.1. Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants

Pour l'analyse de la performance du Groupe, le chiffre d'affaires et l'Excédent Brut Opérationnel (EBO) 2022 sont comparés avec le chiffre d'affaires et l'EBO 2021 à périmètre et taux de change constants. La réconciliation

du chiffre d'affaires et de l'EBO statutaires 2021 avec le chiffre d'affaires et l'EBO 2021 à périmètre et taux de change constants est présentée ci-dessous par Ligne de Services :

|   | Chiffre d'affaires |                      |                          |              |
|---|--------------------|----------------------|--------------------------|--------------|
|   | 2021               | Effet de périmètre** | Effet des taux de change | 2021*        |
| <i>En millions d'euros</i>              |                    |                      |                          |              |
| Services aux Commerçants                | 2 416              | +234,0               | +17,0                    | 2 667        |
| Services Financiers                     | 927                | -0,0                 | +8,1                     | 935          |
| Mobilité & Services Web Transactionnels | 347                | -2,6                 | -4,2                     | 340          |
| <b>Worldline</b>                        | <b>3 689</b>       | <b>+231,3</b>        | <b>+20,8</b>             | <b>3 942</b> |

|   | EBO          |                      |                          |              |
|---|--------------|----------------------|--------------------------|--------------|
|   | 2021         | Effet de périmètre** | Effet des taux de change | 2021*        |
| <i>En millions d'euros</i>              |              |                      |                          |              |
| Services aux Commerçants                | 629          | +41,8                | +0,5                     | 672          |
| Services Financiers                     | 291          | +0,0                 | +4,6                     | 296          |
| Mobilité & Services Web Transactionnels | 52           | -0,6                 | -0,7                     | 51           |
| Coûts centraux                          | -39          | -0,0                 | -0,2                     | -39          |
| <b>Worldline</b>                        | <b>933</b>   | <b>+41,2</b>         | <b>+4,3</b>              | <b>979</b>   |
| <b>en % du chiffre d'affaires</b>       | <b>25,3%</b> |                      |                          | <b>24,8%</b> |

\* à périmètre constant et taux de change moyens de décembre 2022

En 2022, les effets de change ont principalement été liés à :

- la dépréciation de l'euro par rapport au franc suisse et dans une moindre mesure par rapport à la roupie indienne, aux monnaies liées au dollar (AUD, CAD, SGD, NZD) et à la livre sterling, d'une part ; et
- à l'appréciation de l'euro par rapport à la livre turque et à la couronne suédoise d'autre part.

\*\* aux taux de change moyens de décembre 2021

Les effets de périmètre sont liés :

- aux acquisitions d'ANZ, Axepta Italie, Eurobank, Handelsbanken, et Cardlink d'une part, et
- aux cessions effectuées dans le cadre de l'autorisation de la Commission européenne pour l'acquisition d'Ingenico et la cession des activités de Mobilité & Services Web Transactionnels en Amérique latine d'autre part.

## B.1.2. Performance par Ligne de Services

| En millions d'euros                     | Chiffre d'affaires |              |                     | EBO          |            |                     | EBO %        |              |                     |
|---|--------------------|--------------|---------------------|--------------|------------|---------------------|--------------|--------------|---------------------|
|   | 2022               | 2021*        | Variation organique | 2022         | 2021*      | Variation organique | 2022         | 2021*        | Variation organique |
| Services aux Commerçants                | 3 041              | 2 667        | +14,0%              | 869          | 672        | +29,4%              | 28,6%        | 25,2%        | +340 bps            |
| Services Financiers                     | 958                | 935          | +2,5%               | 272          | 296        | -8,0%               | 28,4%        | 31,6%        | -320 bps            |
| Mobilité & Services Web Transactionnels | 365                | 340          | +7,3%               | 53           | 51         | +4,9%               | 14,5%        | 14,9%        | -30 bps             |
| Coûts centraux                          |                    |              |                     | -61          | -39        | +57,9%              | -1,4%        | -1,0%        | -40 bps             |
| <b>Worldline</b>                        | <b>4 364</b>       | <b>3 942</b> | <b>+10,7%</b>       | <b>1 133</b> | <b>979</b> | <b>+15,7%</b>       | <b>26,0%</b> | <b>24,8%</b> | <b>+110 bps</b>     |

\* à périmètre et taux de change constants

### B.1.2.1. Services aux Commerçants

Bénéficiant de la croissance régulière de l'accélération de la MSV et des gains de nouveaux commerçants, le chiffre d'affaires des Services aux Commerçants a atteint 3 041 millions d'euros en 2022, en croissance organique de +14,0%. L'Acquisition Commerçants a affiché une forte croissance à deux chiffres dans presque toutes les zones géographiques et tous les segments de clientèle, avec une forte dynamique et une bonne tendance de conversion vers les paiements numériques. Malgré l'impact de l'arrêt des activités en Russie, les activités d'Acceptance de Paiement ont également contribué à la croissance des Services aux Commerçants avec une croissance à un chiffre tirée par des volumes de transactions beaucoup plus importants chez les petits commerçants et dans la grande distribution, dans tous les pays et plus particulièrement en Allemagne avec Payone, ainsi que de forts volumes liés à la reprise de l'industrie du voyage bénéficiant au commerce en ligne. Enfin, la croissance à un chiffre des Services Numériques a été tirée par une forte reprise en Allemagne, compensant comme prévu certains retards limités dans l'approvisionnement des terminaux de paiement.

La performance des Services aux Commerçants reflète un très fort développement de ses positions de marché tout au long de l'année, notamment dans le domaine de l'acquisition commerçant, comme l'illustrent les indicateurs de performance opérationnels suivants :

- En 2022, la base de commerçants de Worldline pour l'acquisition de transactions a connu une croissance régulière avec environ 85 000 nouveaux commerçants sur sa plateforme, pour atteindre 1,25 million de commerçants fin 2022 (hors acquisitions récentes). Cela représente une augmentation nette d'environ 200 000 nouveaux commerçants par rapport à fin 2020.
- Le montant total des transactions acquises (MSV) en 2022 a atteint environ 320 milliards d'euros, en hausse de +22% par rapport à 2021 et de +29% par rapport à 2019. Cette performance a été permise par des gains de parts de marché à la fois dans le commerce physique (MSV c. +21% par rapport à 2021) et en ligne (c. +27%).

Tout au long de l'année, Worldline s'est tenu aux côtés des commerçants pour continuer d'accompagner ses clients afin d'accélérer leurs plans de digitalisation. Cela s'est matérialisé au T1 2022 avec de nombreux contrats gagnés pour de nouveaux clients ainsi que pour des ventes additionnelles auprès de clients existants tel que But, Vinfast, Monoprix, Pearson, Chronopost ou Norse. Au T2, les Services aux Commerçants ont signé avec de

nombreux commerçants tels que Myra, Eram, Alpiq, Icelandair, TUI Croisiers, Iberostar, ou Milanoo. Worldline a continué au T3 à gagner de nombreux contrats dans l'Acquisition Commerçants et l'Acceptance de Paiement, dans le commerce physique et en ligne, avec de nouveaux clients ainsi que pour des ventes additionnelles auprès de clients existants tel que, entre autres, Lufthansa, MSC Croisiers, FIVE, Webhallen.com, ou Eurowag. Enfin, au T4, Worldline a signé avec des commerçants tels que, entre autres, Wizz, Voidu, Rebteel, WEAT, Système U, Joom, Club Med, ou encore Olimpia Parking.

Tout au long de l'année, Worldline a joué activement son rôle d'orchestrateur de l'industrie des paiements avec de nombreuses signatures de partenariats tels que :

- Microsoft avec la solution antifraude Next Gen pour les paiements en ligne basée sur Dynamics 365 ;
- Alipay pour l'intégration d'Alipay+ visant à améliorer les paiements en magasin et en ligne avec une large gamme de portefeuilles électroniques et d'applications bancaires asiatiques ;
- Oracle par le biais de l'accord d'intégration comprenant une suite complète de services de paiement pour les marchés verticaux de l'hôtellerie, de la restauration et de la vente au détail ;
- Vesca pour l'acquisition de cartes de crédit et l'acceptation et le traitement des cartes au point de vente au Japon pour les marchands en magasin et en ligne ;
- SoftPos enrichissant l'offre de Worldline avec une nouvelle proposition de valeur pour les micro-marchands avec la solution de paiement mobile Tap & Pay sur les appareils mobiles Android ;
- Casio pour la simplification de l'acceptance des cartes au Japon en tirant parti du positionnement de Casio sur le marché ECR (Electronic Cash Registers - Caisses Enregistreuses Electroniques) tout en le combinant avec le positionnement NSP (Network Service Provider - Fournisseur de Services Réseau) de Vesca ;
- Planet au travers d'une offre commune fournissant une solution de paiement intégrée et de bout-en-bout pour l'hôtellerie, avec des capacités omnicanales et des services conversion dynamique des devises (DCC).
- Zebra, pour la certification de l'application de paiement Worldline Tap on Mobile permettant

aux intégrateurs et partenaires spécialisés d'ajouter le paiement sur leurs appareils Android ;

- UpStream Pay pour l'intégration de l'API unique dédiée aux e-commerçants autorisant la connexion à une gamme de méthodes de paiement très complète et permettant une forte augmentation du taux de conversion ; et
- BigCommerce, une solution SaaS de gestion des paniers d'achat en ligne qui intégrera nativement les solutions e-commerce de Worldline sur sa plateforme. Ce partenariat permettra à tous les commerçants de BigCommerce, qu'il s'agisse de start-ups ou de

très grands commerçants, d'avoir accès aux services paneuropéens d'acceptance et acquisition commerçant de Worldline.

L'EBO des Services aux Commerçants en 2022 s'est élevé à 869 millions d'euros, soit 28,6% du chiffre d'affaires, représentant une amélioration de +340 points de base, malgré l'impact de la Covid-19, en particulier au premier semestre. L'EBO a été positivement stimulé par la forte performance commerciale et par les synergies d'intégration d'Ingenico qui se sont matérialisées conformément au plan.

### B.1.2.2. Services Financiers

Le chiffre d'affaires des Services Financiers a atteint 958 millions d'euros en 2022, en croissance organique de +2,5% avec de solides flux de chiffre d'affaires compensant en partie l'impact temporaire de la concession tarifaire concédée par le Groupe pour le renouvellement des grands contrats historiques d'Equens au T4 2021. Les activités de traitement des transactions par carte (*Traitement Emetteurs et Traitement Acquéreurs*) ont enregistré une croissance organique modérée grâce à l'amélioration des tendances en matière de volume et du niveau d'activité des projets qui a permis de compenser l'impact des concessions sur les prix des grands contrats renouvelés. Les Services Bancaires Numériques ont affiché une faible croissance à un chiffre tandis que les *Paiements Non-cartes* ont enregistré une forte croissance à un chiffre grâce à une forte activité de projets et des en hausse continue en Allemagne et aux Pays-Bas.

Les Services Financiers ont continué à étendre leur activité en 2022 et notamment au cours du premier trimestre avec notamment la signature d'un partenariat avec UniCredit pour permettre aux clients de la banque de connecter leurs comptes à d'autres banques Européenne via une interface de programmation d'application (API) unique. Cela permet à UniCredit d'offrir efficacement des services d'information sur les comptes (Account Information Services - AIS) et des services d'initiation de paiement (Payment Initiation Services - PIS) avec des opportunités commerciales à la fois pour UniCredit et ses clients. UniCredit utilise le service Open Banking TPP de Worldline depuis 2020. Le partenariat a été prolongé de deux ans. Toujours au premier trimestre, un partenariat a été conclu avec Mainsys Financial Software, une société informatique belge qui propose des solutions bancaires complètes. La solution commune vient d'être déployée pour la première fois pour gérer les cartes co-badgées Visa Débit-Bancontact.

Au cours du deuxième trimestre, de nombreux contrats de Services Financiers ont été signés ou renouvelés et en particulier avec DFM, un partenaire financier pour les entreprises du secteur de la mobilité, qui a choisi

Worldline comme partenaire pour les paiements instantanés et le mécanisme de compensation et de règlement, et avec Aegon Bank N.V. pour le traitement back-office des paiements instantanés, des paiements SEPA et des paiements multidevises. Worldline a également renouvelé pour 5 ans son contrat avec Crédit Agricole Payment Services pour la gestion du service ACS (Access Control Server), permettant aux banques émettrices de gérer les processus 3DSecure et d'authentifier les porteurs de cartes lors des paiements en ligne. Enfin, Worldline a conclu des partenariats avec deux fintechs dans le domaine des Services Financiers ; manager.one pour offrir aux détenteurs de cartes d'entreprise une expérience simplifiée pour la gestion de leurs notes de frais, et Algoan pour offrir aux prêteurs et aux prestataires de services une solution d'évaluation de crédit de nouvelle génération.

Au T4, l'activité commerciale des Services Financiers a été marquée par le renouvellement et l'extension d'un partenariat avec la banque internationale néerlandaise ING. Suite à la signature de cet accord pluriannuel, Worldline gère l'émission et le traitement des cartes de débit et de crédit pour ING aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne. En s'appuyant sur sa technologie et son savoir-faire, Worldline aide ING à se concentrer sur son expertise principale, soutenant ainsi les ambitions de croissance de la banque. En s'associant avec Worldline, ING peut compter sur des services d'émission de cartes de qualité supérieure, soutenus par une technologie de pointe et des coûts d'exploitation réduits. Cela permet à ING de fournir à ses clients une gamme de solutions d'émission améliorée, entièrement conforme à toutes les réglementations, au niveau local et mondial.

L'EBO des Services Financiers a atteint 272 millions d'euros, représentant 28,4% du chiffre d'affaires. La rentabilité des Services financiers est restée élevée dans son ensemble malgré le renouvellement des contrats Equens à un prix inférieur et l'inflation des coûts qui n'a pas encore été compensée par le plein impact des mesures déjà lancées en termes de contrôle de la base de coûts et de gestion des effectifs.

### B.1.2.3. Mobilité & Services Web Transactionnels

Le chiffre d'affaires de Mobilité & Services Web Transactionnels a atteint 365 millions d'euros, en croissance organique de +7,3% grâce à plusieurs grands projets et à la reprise du secteur des transports publics. La *Billetterie Electronique* a crû d'un taux à deux chiffres, tirée par une reprise solide dans les transports en Europe conjuguée à plusieurs projets au Royaume-Uni et en France. Les *Services Numériques de Confiance* ont également affiché une croissance à deux chiffres grâce à de nouveaux projets et à la hausse des volumes en France, à des volumes plus élevés dans le domaine du recouvrement des impôts et de la santé numérique, et à une bonne dynamique, tant au niveau du support que des projets, dans les solutions de santé et d'archivage numériques en Allemagne. Enfin, *e-Consommateur & Mobilité* est resté stable sur l'année avec une augmentation des projets et des volumes compensant tout juste l'effet de la ré-internalisation d'un contrat Contact avec un grand opérateur télécom.

L'activité commerciale en Mobilité & Services Web Transactionnels au cours du premier trimestre a été forte avec la signature avec le département du Nord (plus grand département de France) a choisi Worldline pour utiliser la solution SaaS Worldline Parcours RSA afin d'équiper ses 1 400 agents sociaux. Il permettra au département de rationaliser le processus d'accompagnement des bénéficiaires d'indemnité chômage et d'aides sociales et les centaines de parties-prenantes impliquées, afin de les ramener plus rapidement dans l'emploi. Également au T1, Worldline a été retenue pour fournir un système de contrôle dans le Cloud à une société d'exploitation ferroviaire en Grande-Bretagne afin d'améliorer l'intégration informatique et les flux de données des systèmes de planification et de maintenance.

Au T2, Mobilité & Services Web Transactionnels a signé un accord de 6 ans avec GTR, le plus grand opérateur ferroviaire du Royaume-Uni qui assure 24% de tous les trajets ferroviaires de passagers et qui a confié à Worldline le maintien de ses systèmes de réservation et d'émission de billets à bord. Worldline a également été sélectionnée par une grande métropole française pour

construire et exploiter le premier projet en France visant à inciter les conducteurs à utiliser un mode de transport plus écologique et vertueux, avec pour objectif de réduire jusqu'à 7% le trafic aux heures de pointe, de soulager la circulation et d'améliorer la qualité de l'air. Dans les Services Numériques de Confiance, GIE Sesam Vitale, l'opérateur public français en charge de la numérisation des remboursements de l'Assurance Maladie a choisi Worldline pour mettre en place à grande échelle un projet de cloud sécurisé pour l'hébergement et l'exploitation de l'application mobile remplaçant le système existant basé sur les cartes.

Au troisième trimestre, la dynamique de la solution WL Contact observée au cours des périodes précédente est restée forte, comme illustré par le gain de l'appel d'offres public de la CNAF (Caisse Nationale des Allocations Familiales) pour la fourniture d'une solution de centre d'appels. Worldline va mettre en place et déployer la solution Contact pour la gestion des appels entrants et sortants de l'organisme national d'aide sociale pour une période de 8 ans. Le service améliorera le traitement des appels grâce à une infrastructure robuste et évolutive grâce à des interfaces plus conviviales.

L'activité commerciale de Mobilité & Services Web Transactionnels au quatrième trimestre 2022 s'est matérialisé par la signature de nombreux contrats comme celui avec *West of England Combined Authority* pour le développement et l'exploitation de la solution de Mobilité de la région, tandis que *Compañía Española de Petróleos* a renouvelé son contrat avec Worldline jusqu'en 2024 pour la maintenance de ses applications de moyens de paiement.

L'EBO de Mobilité & Services Web Transactionnels a atteint 53 millions d'euros, représentant 14,5% du chiffre d'affaires. La Ligne de Services a pu améliorer de 2 millions d'euros sa profitabilité grâce à la tendance positive de l'activité et les plans d'optimisation des coûts, tant fixes que variables, permettant de compenser l'inflation globale des coûts.

### B.1.2.4. Coûts centraux

Les coûts centraux se sont élevés à 61 millions d'euros en 2022, représentant 1,4% du chiffre d'affaires total du Groupe, contre 1,0% en 2021 à périmètre et taux de

change constants. Cette augmentation reflète la mise en place d'un modèle d'organisation plus centralisé suite aux récentes acquisitions.

## B.1.3. Ressources Humaines

### B.1.3.1. Évolution des effectifs

Le **nombre total de salariés** était de **18 054** fin 2022, en baisse de 2 657 salariés (-12,8%) par rapport à l'effectif total de 20 711 salariés de fin 2021. Cette baisse est principalement liée à la cession de TSS (environ 3 700 salariés) ainsi qu'à l'embauche (nettes de l'attrition)

d'environ 1 500 personnes au cours de l'année afin de répondre à la croissance du Groupe. Les mouvements des effectifs par zone géographique en 2022 sont détaillés ci-dessous :

| Effectif                   | Fin 2021      | Cession TSS   | Effet de périmètre | Embauches    | Départs       | Démissions et réorg. | Autres      | Fin 2022      |
|----------------------------|---------------|---------------|--------------------|--------------|---------------|----------------------|-------------|---------------|
| Europe du Sud              | 5 987         | -418          | +124               | +1 046       | -467          | -42                  | -508        | 5 722         |
| Europe Centrale & de l'Est | 4 983         | -153          | -81                | +895         | -497          | -18                  | -107        | 5 022         |
| Europe du nord             | 4 324         | -816          |                    | +943         | -496          | -12                  | +189        | 4 132         |
| Asie Pacifique             | 4 059         | -1 478        | +139               | +1 050       | -710          | -73                  | -35         | 2 952         |
| Amériques                  | 1 358         | -808          | -209               | +269         | -318          | -27                  | -39         | 226           |
| <b>Worldline</b>           | <b>20 711</b> | <b>-3 673</b> | <b>-27</b>         | <b>4 203</b> | <b>-2 488</b> | <b>-172</b>          | <b>-500</b> | <b>18 054</b> |

## B.2. Objectifs 2023

Les objectifs 2023 sont :

- Croissance organique du chiffre d'affaires : 8% à 10%
- Marge d'EBO : plus de 100 points de base d'amélioration par rapport au pro forma 2022 estimé (25,4%)
- Flux de trésorerie disponible : 46% à 48% de taux de conversion de l'EBO

Les objectifs pour 2023 sont basés sur une situation macro-économique inchangée.

## B.3. Ambition 2024 pleinement réitérée

L'ambition du Groupe est de délivrer :

- Croissance organique du chiffre d'affaires : 9% à 11% TCAC
- Marge d'EBO : amélioration de plus de 400 points de base sur la période 2022-2024, tendant vers 30% du chiffre d'affaires en 2024
- Flux de trésorerie disponible : taux de conversion de l'EBO de l'ordre de 50% en 2024

## B.4. Revue financière

### B.4.1. Etat du résultat global

Le Groupe a enregistré un résultat net (attribuable aux propriétaires de la société mère Worldline S.A.) de 299,2 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice 2022 (-751,4 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice 2021). Le résultat net normalisé attribuable aux activités

poursuivies avant éléments exceptionnels et peu fréquents (net d'impôts) de l'exercice 2022 s'est élevé à 544,9 millions d'euros, soit 12,5% du chiffre d'affaires contre 440,0 millions d'euros en 2021.

#### B.4.1.1. Etat de passage de la marge opérationnelle au résultat net

| (En millions d'euros)  | Exercice 2022 | %            | Exercice 2021  | %             |
|--|---------------|--------------|----------------|---------------|
| <b>Marge opérationnelle</b>  | <b>864,1</b>  | <b>19,8%</b> | <b>668,1</b>   | <b>18,1%</b>  |
| Autres produits et charges opérationnels   | (529,0)       |              | (363,9)        |               |
| <b>Résultat opérationnel</b>   | <b>335,0</b>  | <b>7,7%</b>  | <b>304,2</b>   | <b>8,2%</b>   |
| Résultat financier   | (40,9)        |              | (38,0)         |               |
| Charge d'impôt   | (78,8)        |              | (64,0)         |               |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence   | (0,5)         |              | (1,1)          |               |
| Part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | (4,1)         |              | (10,3)         |               |
| <b>Résultat net - attribuable aux activités poursuivies</b>  | <b>210,7</b>  | <b>4,8%</b>  | <b>191,1</b>   | <b>5,2%</b>   |
| Résultat net - attribuable aux activités non poursuivies   | 88,5          |              | (942,5)        |               |
| <b>Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>   | <b>299,2</b>  | <b>6,9%</b>  | <b>(751,4)</b> | <b>-20,4%</b> |
| <b>Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>                                   | <b>544,9</b>  | <b>12,5%</b> | <b>440,0</b>   | <b>11,9%</b>  |

#### B.4.1.2. Excédent Brut Opérationnel

L'Excédent Brut Opérationnel (EBO) représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliqué dans la revue opérationnelle.

| (En millions d'euros)  | Exercice 2022  | Exercice 2021 | Variation    |
|--|----------------|---------------|--------------|
| <b>Marge opérationnelle</b>                                      | <b>864,1</b>   | <b>668,1</b>  | <b>196,0</b> |
| + Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles | 256,7          | 242,1         | 14,6         |
| + Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut         | 4,7            | 11,6          | (6,9)        |
| +/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite     | 7,2            | 7,3           | (0,1)        |
| +/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions                   | (0,2)          | 4,5           | (4,7)        |
| <b>EBO</b>   | <b>1 132,5</b> | <b>933,5</b>  | <b>199,0</b> |

#### B.4.1.3. Autres produits et charges

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels et peu fréquents et a représenté une charge nette de 529,0 millions d'euros sur l'exercice 2022. Le détail par nature de ce poste est le suivant :

| (En millions d'euros)   | Exercice 2022  | Exercice 2021  |
|---|----------------|----------------|
| Réorganisation des effectifs  | (28,5)         | (11,4)         |
| Rationalisation et frais associés   | (8,8)          | (26,7)         |
| Coûts d'intégration et d'acquisition                                      | (155,0)        | (86,0)         |
| Charges relatives à des paiements fondés sur des actions & coûts associés | (37,3)         | (51,5)         |
| Amortissement de la relation clients et des brevets                       | (237,6)        | (188,7)        |
| Autres  | (61,8)         | 0,4            |
| <b>Total</b>  | <b>(529,0)</b> | <b>(363,9)</b> |

Les **frais de réorganisation du personnel** de 28,5 millions d'euros ont augmenté de 17,1 millions d'euros par rapport à l'année dernière et correspondent principalement aux synergies et aux coûts induits par les récentes acquisitions et les nouveaux objectifs de modèle opérationnel du Groupe.

Les 8,8 millions d'euros de **rationalisation et les frais associés** ont baissé de 17,9 millions d'euros. En 2021, la charge de 26,7 millions d'euros était principalement liée au déménagement du siège.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** ont atteint 155,0 millions d'euros, soit une augmentation de 69,0 millions d'euros, et sont principalement liés à l'accélération de la mise en œuvre des synergies issues de l'acquisition d'Ingenico, à la création de la joint-venture en Australie avec ANZ et à d'autres récentes acquisitions (le portefeuille marchand Handelsbanken et la joint-venture italienne avec BNL).



**L'amortissement de la relation clients et des brevets** de 237,6 millions d'euros correspond principalement à :

- 134,0 millions d'euros de relations clients, de technologies et de brevets d'Ingenico ;
- 47,2 millions d'euros de relations clients, de technologies et de brevets de SIX Payment Services ;
- 21,1 millions d'euros de relations clients, de technologies et de brevets de Cardlink ;
- 10,4 millions d'euros de relations clients, de technologies et de brevets d'ANZ ;
- 8,3 millions d'euros de relations clients, de technologies et de brevets d'equensWorldline ;
- 6,9 millions d'euros de relations clients, de technologies et de brevets d'Axepta.

#### B.4.1.4. Résultat financier

Les charges financières nettes s'élèvent à 40,9 millions d'euros sur la période (contre une charge de 38,0 millions d'euros en 2021) et se composent de :

- Un coût net de l'endettement financier de 38,2 millions d'euros (38,3 millions d'euros en 2021) ; et
- Un coût financier net non opérationnel incluant l'impact de change de 2,7 millions d'euros (produit de 0,3 million d'euros en 2021).

Le coût net de l'endettement financier de 38,2 millions d'euros est principalement constitué d'intérêts liés aux emprunts obligataires non convertibles (19,9 millions d'euros) et aux obligations convertibles (11,4 millions d'euros). La variation par rapport à l'année dernière s'explique par l'impact du remboursement d'emprunt obligataire en 2021 générant des charges pour 8,7 millions d'euros, compensé par une augmentation de 8,4 millions d'euros des autres charges d'intérêts financiers, principalement liée à 6,5 millions d'euros d'intérêts financiers sur découverts bancaires liés aux nouvelles activités du Groupe en Australie.

#### B.4.1.5. Impôt

La charge d'impôt sur l'exercice 2022 s'est élevée à 78,8 millions d'euros pour un résultat avant impôt de 294,1 millions d'euros. Le Taux d'Impôt Effectif (TIE) annualisé s'élève à 26,8% (24,0% en 2021).

**Le poste « Autres »** s'élève à 61,8 millions d'euros, en raison notamment de la cession de deux entités en Amérique Latine ayant généré un impact négatif de 47,3 millions d'euros, principalement liée au recyclage des réserves de conversion au résultat.

Le coût financier net non opérationnel de 2,7 millions d'euros se compose principalement :

- d'une perte de change pour 35,7 millions d'euros (gain de 2,5 millions d'euros en 2021), principalement lié à la dépréciation de l'euro sur la période, ainsi qu'aux impacts de l'hyperinflation en Argentine et en Turquie pour -18,9 millions d'euros ;
- des intérêts financiers sur dette de location (IFRS 16) pour une charge de 4,9 millions d'euros (idem 2021) ;
- des coûts financiers de retraite pour 2,5 millions d'euros (2,1 millions d'euros en 2021) qui représentent la différence entre les charges d'intérêts sur les obligations au titre des prestations définies et les produits d'intérêts sur les actifs des régimes capitalisés (cf. Note 11 « Retraites et avantages similaires ») ;
- de la comptabilisation au compte de résultat consolidé du produit net de cession des actions Visa en 2022 pour 40,3 millions d'euros, et du produit de réévaluation à la juste-valeur au 31 décembre 2022 des actions de préférence Visa toujours détenues par les entités du Groupe pour 4,6 millions d'euros (8,0 millions d'euros en 2021) ;
- de la charge de réévaluation à la juste-valeur des autres instruments financiers pour 4,3 millions d'euros, principalement liée aux actions de préférence Bidco Poseidon ;
- des autres charges financières principalement liées à divers frais financiers pour 4,5 millions d'euros ;
- des autres produits financiers pour 4,6 millions d'euros provenant principalement de la réévaluation de la contribution au fond Partech FCPR pour 3,1 millions d'euros et des dividendes reçus des actions de préférence Visa pour 1,5 millions d'euros

Cette augmentation est principalement due à la cession d'entités d'Amérique latine qui a généré une perte non déductible sur la période. Le taux d'impôt effectif en 2022 retraité de cette cession s'élève à 23,5%.

#### B.4.1.6. Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle à fin décembre 2022 s'élevaient à 4,1 millions d'euros

correspondant principalement aux participations dans Payone et ANZ, contre 10,3 millions d'euros en 2021.

#### B.4.1.7. Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé est défini comme le résultat net attribuable aux activités poursuivies hors éléments exceptionnels et peu fréquents (part du Groupe), net

d'impôts. Pour 2022, le montant était de 544,9 millions d'euros, contre 440,0 millions d'euros en 2021.

| (En millions d'euros)  | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|--|---------------|---------------|
| <b>Résultat net - attribuable aux propriétaires de la société mère</b>           | <b>210,7</b>  | <b>191,1</b>  |
| Autres produits et charges opérationnels (Part du Groupe)                        | 463,4         | 333,9         |
| Produit financier des actions Visa (Part du groupe)                              | (41,5)        | -             |
| Impôt sur les autres produits et charges opérationnels                           | (87,8)        | (85,0)        |
| <b>Résultat net normalisé – attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b> | <b>544,9</b>  | <b>440,0</b>  |

#### B.4.1.8. Résultat net par action

Le nombre moyen d'actions s'est élevé à 281 179 484 sur la période. A fin décembre 2022, les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription

d'actions (correspondant à 457 917 actions) et de l'effet des emprunts obligataires convertible (correspondant à 12 775 380 actions).

| (En millions d'euros)   | Exercice 2022 | %            | Exercice 2021 | %            |
|---|---------------|--------------|---------------|--------------|
| <b>Résultat net [a]</b>   | <b>210,7</b>  | <b>4,8%</b>  | <b>191,1</b>  | <b>5,2%</b>  |
| <b>Résultat net dilué [b]</b>                                   | <b>219,2</b>  | <b>5,0%</b>  | <b>199,2</b>  | <b>5,4%</b>  |
| <b>Résultat net normalisé [c]</b>                               | <b>544,9</b>  | <b>12,5%</b> | <b>440,0</b>  | <b>11,9%</b> |
| <b>Résultat net normalisé dilué [d]</b>                         | <b>553,3</b>  | <b>12,7%</b> | <b>448,1</b>  | <b>12,1%</b> |
| Nombre moyen d'actions [e]                                      | 281 179 484   |              | 279 668 350   |              |
| Impact des instruments dilutifs                                 | 13 233 297    |              | 13 668 623    |              |
| Nombre moyen dilué d'actions [f]                                | 294 412 781   |              | 293 336 973   |              |
| <i>En euros</i>   |               |              |               |              |
| <b>Résultat Net Par Action (RNPA) [a] / [e]</b>                 | <b>0,75</b>   |              | <b>0,68</b>   |              |
| <b>Résultat Net Par Action (RNPA) dilué [b] / [f]</b>           | <b>0,74</b>   |              | <b>0,68</b>   |              |
| <b>Résultat Net Par Action (RNPA) normalisé [c] / [e]</b>       | <b>1,94</b>   |              | <b>1,57</b>   |              |
| <b>Résultat Net Par Action (RNPA) dilué normalisé [d] / [f]</b> | <b>1,88</b>   |              | <b>1,53</b>   |              |

## B.4.2. Tableau de flux de trésorerie

(En millions d'euros)

|   | Exercice 2022    | Exercice 2021    |
|---|------------------|------------------|
| <b>Excédent Brut Opérationnel (EBO)</b>   | <b>1 132,5</b>   | <b>933,5</b>     |
| Investissements opérationnels   | (324,9)          | (225,6)          |
| Paiements des loyers (loyers sous IFRS 16)  | (75,6)           | (72,1)           |
| Variation du besoin en fonds de roulement   | 99,8             | 62,1             |
| <b>Flux de trésorerie opérationnel</b>  | <b>831,8</b>     | <b>697,9</b>     |
| Impôts payés  | (78,8)           | (114,4)          |
| Coût de l'endettement financier net payé  | (22,4)           | (29,1)           |
| Réorganisation provenant des autres produits et charges opérationnels                   | (28,2)           | (15,5)           |
| Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels | (8,8)            | (7,6)            |
| Coûts d'intégration et d'acquisition  | (155,2)          | (99,7)           |
| Autres variations   | (18,7)           | (17,7)           |
| <b>Flux de trésorerie disponible</b>  | <b>519,6</b>     | <b>413,9</b>     |
| Acquisitions et cession (solde net)   | 290,9            | (315,5)          |
| Augmentation de capital   | 13,7             | 23,4             |
| Impact net OCEANE   | (11,4)           | (11,3)           |
| Investissements financiers nets à long terme  | (6,7)            | (6,8)            |
| Dividendes versés   | (13,2)           | (21,0)           |
| Autres variations   | 115,5            | (0,2)            |
| <b>Flux de trésorerie net</b>   | <b>908,4</b>     | <b>82,5</b>      |
| <b>Trésorerie nette / (Endettement net) d'ouverture</b>                                 | <b>(3 125,6)</b> | <b>(3 211,3)</b> |
| Variation de trésorerie   | 908,4            | 82,5             |
| Variation de trésorerie des activités discontinuées                                     | -                | 186,1            |
| Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie              | 15,2             | 20,0             |
| <b>Trésorerie nette / (Endettement net) de clôture avant IFRS 5</b>                     | <b>(2 201,9)</b> | <b>(2 922,7)</b> |
| Trésorerie nette de TSS   | -                | 202,9            |
| <b>Trésorerie nette / (Endettement net) de clôture</b>                                  | <b>(2 201,9)</b> | <b>(3 125,6)</b> |

Le flux de trésorerie disponible représente la variation de la trésorerie nette ou de l'endettement net, hors variations de fonds propres, dividendes versés, impact des fluctuations des taux de change sur le solde de trésorerie net d'ouverture et acquisitions, investissements financiers et cessions nets.

En 2022, la définition du flux de trésorerie disponible a été révisée. Les investissements nets à long terme sont désormais exclus de cette définition.

A fin décembre 2022, le flux de trésorerie disponible s'est élevé à 519,6 millions d'euros, contre 413,9 millions d'euros en 2021.

L'Excédent Brut Opérationnel de 1 132,5 millions d'euros a atteint 26,0% du chiffre d'affaires.

Les investissements opérationnels se sont élevés à 324,9 millions d'euros, soit 7,4% du chiffre d'affaires. La capitalisation relative aux investissements dans les plateformes logicielles, dans le cadre de la modernisation des plateformes technologiques propriétaires, s'est élevée à 175,7 millions d'euros.

La variation positive du besoin en fonds de roulement s'est élevée à 98,4 millions d'euros, en ligne avec l'amélioration déjà enregistrée au cours du premier semestre de l'année de 86,1 millions d'euros.

Le Groupe peut affacturer une partie de ses comptes clients dans le cadre de sa gestion courante de trésorerie. Le montant des créances affacturées au 31 décembre 2022 n'est pas significatif et est aligné sur le niveau du 31 décembre 2021.

Les impôts payés ont atteint 78,8 millions d'euros.

Le coût de l'endettement financier net payé de 27,3 millions d'euros s'explique principalement par les

intérêts sur les emprunts obligataires et les obligations convertibles.

Les sorties de trésorerie liées aux coûts de réorganisation et aux coûts de rationalisation ont représenté respectivement 28,2 millions d'euros et 8,8 millions d'euros.

Les coûts d'intégration de 155,2 millions d'euros correspondent principalement aux coûts relatifs à l'intégration d'Ingenico, aux coûts liés aux plans de synergie et aux autres acquisitions récentes (ANZ, SPS, Acepta).

Les investissements financiers nets se sont élevés à 6,7 millions d'euros.

Les acquisitions nettes des cessions représentent principalement :

- La trésorerie reçue suite à la cession de TSS ;
- Les paiements relatifs à l'acquisition de Cardlink, d'Acepta, d'ANZ et des intérêts minoritaires de GoPay.

En 2022, l'augmentation de capital de 13,7 millions d'euros correspond à l'émission d'actions ordinaires suite à l'exercice d'options d'achat d'actions et au plan d'actionariat des salariés (Boost Plan).

L'impact négatif des obligations convertibles sur la trésorerie nette a atteint 11,4 millions d'euros, représentant l'augmentation sans impact trésorerie de la désactualisation des obligations convertibles et des intérêts capitalisés y afférents.

Les **autres variations** sont principalement constituées du prix de cession des actions Visa.

#### B.4.2.1. Investissements

##### Investissements en 2022

En 2022, le total des dépenses d'investissement (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles enregistrées au bilan) du Groupe s'est élevé à 324,9 millions d'euros. Ces dépenses d'investissement sont composées principalement de :

**Coûts de développement capitalisés.** Les frais de développement immobilisés, qui correspondent aux développements logiciels au cœur des produits du Groupe, se sont élevés à 175,7 millions d'euros en 2022, augmentant de 62,5 millions d'euros suite à l'accélération du plan de synergies sur les produits, en raison des nombreuses acquisitions récentes. Ce montant a été consacré premièrement au développement des plateformes logicielles du Groupe dans deux domaines principaux (i) la création de nouveaux produits ou l'amélioration de produits existants avec de nouvelles fonctionnalités (ii) la mise en

La **variation de cours de monnaies étrangères**, qui est déterminée sur l'exposition de la dette ou de la trésorerie par pays, a eu un impact positif de 15,3 millions d'euros.

conformité de la plateforme de *processing* aux nouvelles réglementations.

Les **autres acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles** comprennent (i) les investissements dans des infrastructures partagées, infrastructures qui ne sont pas dédiées à un seul client et qui consistent principalement en des logiciels, serveurs, équipements de réseaux et de stockage, et (ii) les investissements dans des infrastructures dédiées à des clients spécifiques, principalement des serveurs dédiés et terminaux loués aux clients.

Le tableau suivant détaille le montant des dépenses d'investissement (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles) par type de dépense pour les périodes indiquées.

| (En millions d'euros)  | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|--|---------------|---------------|
| Production immobilisée   | 175,7         | 113,2         |
| Autres acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles       | 149,2         | 111,2         |
| <b>Total Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles</b> | <b>324,9</b>  | <b>224,4</b>  |

##### Investissements financiers bruts

En 2022, les investissements financiers net totaux se sont élevés à 290,9 millions d'euros et ont principalement concerné les acquisitions des

portefeuilles marchands d'Axepta, d'ANZ et d'Eurobank, nettes de la cession de TSS.

#### B.4.2.2 Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées

Au 31 décembre 2022, le Groupe détenait des immobilisations corporelles d'une valeur nette totale d'environ 227,0 millions d'euros, principalement constituées des équipements (en particulier informatiques) utilisés dans les centres de production, et plus particulièrement au sein des centres de données. Le Groupe loue la quasi-totalité de ses biens immobiliers, alors que ses équipements informatiques sont généralement achetés.

Les immobilisations corporelles détenues ou louées par le Groupe sont essentiellement constituées :

- De bâtiments administratifs et de bureaux, pour les besoins des fonctions administratives et commerciales du Groupe, dans l'ensemble des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités. Les principaux sites loués se situent en France (notamment le site de Seclin où est basée sa plus importante unité opérationnelle ainsi que le site de Paris la Défense où la Société a ses bureaux), en Belgique, en Suisse, aux Pays-Bas, en Italie, en Allemagne, en Suède, en Espagne, au Luxembourg, en Pologne, en Autriche, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Malaisie, à Singapour, et en Australie et Nouvelle-Zélande ;
- Les principaux centres de données du Groupe sont localisés dans les sites situés en France (site de Seclin et site de Vendôme - seul bâtiment appartenant à Worldline-), en Belgique (site de Bruxelles), au

Luxembourg en Allemagne (site de Francfort). Le Groupe loue des centres de données en France, aux Pays-Bas, en Italie, au Luxembourg, en Allemagne, en Suède, en Espagne, en Turquie, aux Etats-Unis, au Canada, en Argentine, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Inde. En Suisse, le Groupe achète des services d'infrastructures à SIX Group. Le Groupe loue également, auprès de tiers interconnectés avec ses propres centres de données, quatre centres de télécommunications européens (situés en France, en Belgique et en Allemagne). Enfin, le Groupe utilise les infrastructures à la demande des fournisseurs de Cloud public, entre autres Amazon Web Services, Google Cloud et Microsoft Azure ;

- D'infrastructures techniques de centres de données, de biens mobiliers, d'équipements (en particulier informatiques) et de serveurs de centres de données, dont le Groupe est propriétaire au travers de ses entités locales ;
- D'un atelier d'assemblage au Royaume-Uni pour la fabrication des bornes libre-service.

Le Groupe considère que le taux d'utilisation de ses différentes immobilisations corporelles est cohérent avec son activité et son évolution projetée et avec ses investissements en cours et planifiés.

### B.4.3. Politique de financement

#### Structure de financement

Les besoins de liquidités estimés de Worldline sont actuellement entièrement couverts par la trésorerie brute, les facilités de crédit renouvelable à long terme, des emprunts à long terme et la génération de trésorerie.

A cet égard, le 20 décembre 2018, Worldline (en tant qu'emprunteur) a signé une facilité de crédit renouvelable de cinq ans (la « Facilité ») pour un montant de 600 millions d'euros, à échéance décembre 2023, avec une option pour Worldline de demander la prolongation de la date d'échéance de la Facilité jusqu'en décembre 2025. En octobre 2019, une première extension a été demandée et approuvée par les banques. La date d'échéance de la Facilité était décembre 2024.

En octobre 2020, une seconde prolongation a été demandée et approuvée par les banques pour un montant de 554 millions d'euros. Par conséquent, le montant de cette Facilité est de 600 millions d'euros jusqu'en décembre 2024 et de 554 millions d'euros entre décembre 2024 et l'échéance finale en décembre 2025.

En janvier 2021, suite à l'accord des prêteurs, une facilité de crédit renouvelable existante de 750 millions d'euros d'Ingenico Groupe SA (en tant qu'emprunteur), à échéance juillet 2023, a été modifiée et prolongée comme suit : modification de l'emprunteur devenu Worldline S.A., diminution du montant de 750 millions d'euros à 450 millions d'euros, mise à jour des conditions de marge et engagements financiers / covenants, et échéance prolongée jusqu'en janvier 2024. Le 27 décembre 2022, les prêteurs ont accepté de prolonger la facilité de crédit jusqu'en décembre 2025, de sorte que les dates d'échéance des deux facilités sont désormais alignées.

Les deux facilités de crédit renouvelable précitées sont disponibles pour répondre aux besoins de financement généraux du Groupe.

Au 31 décembre 2022, aucun tirage n'avait été effectué ni sur la facilité de crédit revolving Worldline de 600 millions d'euros, ni sur celle de 450 millions d'euros.

Worldline a conclu le 12 avril 2019 un programme de « *Negotiable European Commercial Papers* » (NEU CP) pour optimiser ses charges financières et améliorer la trésorerie du Groupe pour un montant initial maximum de 600 millions d'euros, augmenté à 1 000 millions d'euros en décembre 2020. Au 31 décembre 2022, l'encours du programme était de 45 millions d'euros.

Par ailleurs, le 30 juillet 2019, Worldline a émis des obligations sans intérêt convertibles en actions nouvelles et / ou échangeables contre des actions existantes (OCEANEs) de Worldline pour un montant de 600 millions d'euros à échéance 30 juillet 2026, sauf si les obligations ont fait l'objet d'un remboursement anticipé, d'une conversion ou d'un achat suivi d'une annulation.

Worldline a ensuite émis, le 18 septembre 2019, des obligations pour un montant de 500 millions d'euros. Ces obligations viennent à échéance le 18 septembre 2024 et produisent un intérêt annuel de 0,25% par an sur le montant du capital restant dû. Ces obligations sont notées BBB par S&P Global Ratings conformément à la cote de crédit d'entreprise de la Société, et les termes et

conditions reflètent la documentation standard Investment Grade.

Ces deux émissions obligataires ont financé l'acquisition de la participation minoritaire de 36,4% d'EquensWorldline qui a été entièrement payée en numéraire au cours du mois de septembre 2019.

En juin 2020, dans le cadre du financement de la composante cash de l'acquisition d'Ingenico (actions et OCEANEs), au titre d'un EMTN (*Euro Medium Term Note*) de 4 milliards d'euros coté au Luxembourg et daté du 22 juin 2020, Worldline a finalisé deux émissions d'obligations pour un montant de 500 millions d'euros chacune. La première émission obligataire vient à échéance le 30 juin 2023 et produit un intérêt annuel de 0,50% sur le montant du capital restant dû. La deuxième émission obligataire vient à échéance le 30 juin 2027 et produit un intérêt annuel de 0,875% sur le montant du capital restant dû. Les obligations sont notées BBB par S&P Global Ratings. Les obligations sont cotées à la Bourse de Luxembourg.

En juillet 2020, Worldline a émis des obligations sans intérêt convertibles en actions nouvelles et / ou échangeables contre des actions existantes de Worldline pour un montant d'environ 600 millions d'euros à échéance 30 juillet 2025, sauf si les obligations ont fait l'objet d'un remboursement anticipé, d'une conversion ou d'un achat suivi d'une annulation. Le produit de ces obligations a été également consacré au financement de l'acquisition d'Ingenico.

En décembre 2020, Worldline a réalisé une émission additionnelle d'obligations sans intérêt, convertibles en actions nouvelles et / ou échangeables contre des actions existantes de Worldline pour un montant d'environ 200 millions d'euros à échéance 30 juillet 2026, entièrement assimilables aux OCEANEs à échéance 2026 émises en juillet 2019.

Suite à l'acquisition d'Ingenico, les dettes suivantes supplémentaires sont supportées par Worldline :

- En septembre 2017, Ingenico a réalisé une émission obligataire d'un montant de 600 millions d'euros. L'émission obligataire arrive à échéance en septembre 2024 et produit des intérêts de 1,625% par an sur le principal en circulation. Une substitution d'émetteur a été approuvée lors d'une assemblée générale des détenteurs des obligations détenue en mai 2021, et Worldline est désormais l'émetteur de ces obligations ;
- En mai 2018, Ingenico a souscrit à deux *Schuldschein* pour un montant de respectivement 25 millions d'euros et 30 millions d'euros. L'échéance de ces placements privés est fixée à mai 2025 et ils portent un intérêt de 1,677% par an sur le montant du capital restant dû. Suite à la signature en juin 2021 d'accords de substitution et de modification d'emprunteurs avec les prêteurs, Worldline a remplacé Ingenico et est désormais l'emprunteur ;

**Note de crédit**

Le 4 septembre 2019, Standard & Poor's Global a attribué une note de crédit d'émetteur BBB « investment grade » à Worldline, avec une perspective stable. Cette notation a été confirmée le 3 février 2020 et le 19 novembre 2021, Standard & Poor's Global a également confirmé une notation de crédit à court terme A-2 à Worldline.

**Politique d'investissement**

Worldline a pour politique de louer ses bureaux et autres actifs immobiliers, administratifs ou opérationnels. Certains autres actifs immobilisés tels que les équipements informatiques et les véhicules de société peuvent être financés par des contrats de location simple ou de location-financement sélectionnés en fonction du coût du financement et du type de financement les plus adaptés aux actifs concernés.

## **B.5. Etats financiers consolidés**

### **B.5.1. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022**

Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification est en cours d'émission.

## B.5.2. Compte de résultat consolidé

| (En millions d'euros)   |         | Exercice 2022  | Exercice 2021  |
|---|---------|----------------|----------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b>   | Note 4  | <b>4 364,1</b> | <b>3 689,4</b> |
| Charges de personnel  | Note 5  | (1 394,7)      | (1 249,5)      |
| Charges opérationnelles   | Note 5  | (2 105,3)      | (1 771,9)      |
| <b>Marge opérationnelle</b>   |         | <b>864,1</b>   | <b>668,1</b>   |
| <b>En % du Chiffre d'affaires</b>   |         | <b>19,8%</b>   | <b>18,1%</b>   |
| Autres produits et charges opérationnels  | Note 6  | (529,0)        | (363,9)        |
| <b>Résultat opérationnel</b>  |         | <b>335,0</b>   | <b>304,2</b>   |
| <b>En % du Chiffre d'affaires</b>   |         | <b>7,7%</b>    | <b>8,2%</b>    |
| Charges financières   |         | (171,7)        | (54,6)         |
| Produits financiers   |         | 130,8          | 16,6           |
| <b>Résultat financier</b>   | Note 7  | <b>(40,9)</b>  | <b>(38,0)</b>  |
| <b>Résultat avant impôt</b>   |         | <b>294,1</b>   | <b>266,2</b>   |
| Charge d'impôt  | Note 8  | (78,8)         | (64,0)         |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence  |         | (0,5)          | (1,1)          |
| Résultat Net des activités poursuivies  |         | 214,8          | 201,1          |
| Résultat Net des activités non poursuivies  |         | 88,5           | (942,5)        |
| <b>Résultat net</b>   |         | <b>303,3</b>   | <b>(741,3)</b> |
| Dont attribuable aux :  |         |                |                |
| - propriétaires de la société mère des activités poursuivies  |         | 210,7          | 191,1          |
| - propriétaires de la société mère des activités non poursuivies  |         | 88,5           | (942,5)        |
| <b>- propriétaires de la société mère</b>   |         | <b>299,2</b>   | <b>(751,4)</b> |
| - participations ne donnant pas le contrôle des activités poursuivies   |         | 4,1            | 10,3           |
| - participations ne donnant pas le contrôle des activités non poursuivies   |         | -              | (0,1)          |
| <b>- participations ne donnant pas le contrôle</b>  | Note 13 | <b>4,1</b>     | <b>10,2</b>    |
| Nombre moyen pondéré d'actions  |         | 281 179 484    | 279 668 350    |
| Résultat net par action – attribuable aux propriétaires de la société mère en euros des activités poursuivies     |         | 0,75           | 0,68           |
| Résultat net par action – attribuable aux propriétaires de la société mère en euros des activités non poursuivies |         | 0,31           | (3,37)         |
| <b>Résultat net par action – attribuable aux propriétaires de la société mère en euros</b>                        | Note 13 | <b>1,06</b>    | <b>(2,69)</b>  |
| Nombre moyen pondéré dilué d'actions  |         | 294 412 781    | 293,336,973    |
| Résultat net dilué par action - attribuable aux propriétaires de la société mère des activités poursuivies        |         | 0,74           | 0,68           |
| Résultat net dilué par action - attribuable aux propriétaires de la société mère des activités non poursuivies    |         | 0,30           | (3,21)         |
| <b>Résultat net dilué par action - attribuable aux propriétaires de la société mère en euros</b>                  | Note 13 | <b>1,05</b>    | <b>(2,53)</b>  |

## B.5.3. Etat du résultat global

| (En millions d'euros)   |  | Exercice 2022 | Exercice 2021  |
|---|--|---------------|----------------|
| <b>Résultat net de la période</b>   |  | <b>303,3</b>  | <b>(741,3)</b> |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>   |  |               |                |
| - à reclasser en compte de résultat (recyclable):                                       |  | <b>(67,7)</b> | <b>209,7</b>   |
| Variation de la juste valeur des instruments financiers                                 |  | 3,1           | (0,6)          |
| Variation de la réserve de conversion   |  | 22,9          | 121,1          |
| Eléments recyclables relatifs aux activités non poursuivies                             |  | (93,8)        | 89,2           |
| <b>- non reclassés en compte de résultat (non-recyclable):</b>                          |  | <b>67,6</b>   | <b>24,0</b>    |
| Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite      |  | 94,3          | 25,9           |
| Effet d'impôt sur les éléments non recyclables directement reconnus en capitaux propres |  | (25,6)        | (5,3)          |
| Eléments non recyclables relatifs aux activités non poursuivies                         |  | (1,1)         | 3,5            |
| <b>Total autres éléments du résultat global</b>   |  | <b>(0,1)</b>  | <b>233,7</b>   |
| <b>Total Résultat global</b>  |  | <b>303,1</b>  | <b>(507,6)</b> |
| Dont attribuable aux :  |  |               |                |
| - propriétaires de la société mère  |  | <b>316,1</b>  | <b>(519,0)</b> |
| - participations ne donnant pas le contrôle   |  | <b>(13,0)</b> | <b>11,4</b>    |



## B.5.4. Etats consolidés de la situation financière

### B.5.4.1. Actif

| <i>(En millions d'euros)</i>                    |         | Exercice 2022   | Exercice 2021   |
|---|---------|-----------------|-----------------|
| Goodwill  | Note 9  | 10 183,4        | 9 329,6         |
| Autres Immobilisations incorporelles            | Note 9  | 2 467,4         | 2 305,4         |
| Immobilisations corporelles                     | Note 9  | 227,0           | 194,1           |
| Droits d'utilisation                            | Note 10 | 293,8           | 280,1           |
| Actifs financiers non courants                  | Note 7  | 786,4           | 131,1           |
| Instruments financiers non courants             |         | 0,0             | 0,0             |
| Impôts différés actifs                          | Note 8  | 98,5            | 39,0            |
| <b>Total des actifs non courants</b>            |         | <b>14 056,4</b> | <b>12 279,4</b> |
| Stocks  | Note 5  | 67,6            | 42,1            |
| Clients et comptes rattachés                    | Note 4  | 722,7           | 680,5           |
| Impôts courants                                 |         | 34,0            | 27,6            |
| Autres actifs courants                          | Note 5  | 295,0           | 261,5           |
| Créances liées à l'activité d'intermédiation    | Note 5  | 4 767,4         | 2 570,1         |
| Instruments financiers courants                 | Note 5  | 315,9           | 8,7             |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie         | Note 7  | 1 599,5         | 1 126,3         |
| <b>Total des actifs courants</b>                |         | <b>7 802,1</b>  | <b>4 716,9</b>  |
| Actifs classés comme détenus en vue de la vente |         | (0,0)           | 3 048,5         |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>                         |         | <b>21 858,5</b> | <b>20 044,7</b> |

### B.5.4.2. Passif

| <i>(En millions d'euros)</i>   |         | Exercice 2022   | Exercice 2021   |
|--|---------|-----------------|-----------------|
| Capital social   |         | 191,6           | 190,7           |
| Primes   |         | 7 981,0         | 8 590,1         |
| Réserves consolidées   |         | 776,4           | 834,2           |
| Ecarts de conversion   |         | 135,5           | 180,3           |
| Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la société mère        |         | 299,2           | (751,4)         |
| Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère             |         | 9 383,4         | 9 044,0         |
| Participations ne donnant pas le contrôle                                      | Note 13 | 1 154,7         | 871,0           |
| <b>Total capitaux propres</b>  |         | <b>10 538,1</b> | <b>9 915,0</b>  |
| Provisions retraites et assimilées   | Note 11 | 159,0           | 227,2           |
| Provisions non courantes   | Note 12 | 92,8            | 50,5            |
| Passifs financiers   | Note 7  | 3 198,8         | 3 509,7         |
| Impôts différés passifs  | Note 8  | 561,7           | 568,1           |
| Dette de location non courante   | Note 10 | 256,6           | 253,9           |
| <b>Total des passifs non courants</b>  |         | <b>4 268,8</b>  | <b>4 609,3</b>  |
| Fournisseurs et comptes rattachés  | Note 5  | 717,7           | 646,2           |
| Impôts courants  |         | 168,2           | 81,3            |
| Provisions courantes   | Note 12 | 14,5            | 19,1            |
| Instruments financiers courants  | Note 7  | 1,2             | 1,6             |
| Part à moins d'un an des passifs financiers                                    | Note 7  | 602,7           | 742,6           |
| Dettes liées à l'activité d'intermédiation                                     | Note 5  | 4 767,4         | 2 570,2         |
| Dette de location courante   | Note 10 | 73,0            | 55,7            |
| Autres passifs courants  | Note 5  | 706,8           | 508,8           |
| <b>Total des passifs courants</b>  |         | <b>7 051,6</b>  | <b>4 625,5</b>  |
| Passifs directement liés à des actifs classés comme détenus en vue de la vente |         | 0,0             | 894,9           |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>   |         | <b>21 858,5</b> | <b>20 044,7</b> |

## B.5.5. Tableaux de flux de trésorerie consolidé

| (En millions d'euros)  |               | Exercice 2022  | Exercice 2021  |
|--|---------------|----------------|----------------|
| <b>Résultat avant Impôt</b>  |               | <b>294,1</b>   | <b>266,2</b>   |
| Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles   | Note 5.2      | 184,4          | 175,3          |
| Amortissement du droit d'utilisation   | Note 5.2      | 72,3           | 66,8           |
| Dotations / (Reprises) nettes aux provisions d'exploitation  |               | 5,4            | 10,6           |
| Dotations / (Reprises) nettes aux provisions financières   |               | 2,9            | 4,6            |
| Dotations / (Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles  |               | 36,2           | 13,9           |
| Dépréciation des actifs à long terme / Amortissement des relations clients (PPA)   | Note 6        | 237,6          | 188,7          |
| (Plus) / Moins-values de cessions d'immobilisations  |               | 29,0           | (0,7)          |
| Charges nettes liées aux options de souscription d'actions et assimilées   |               | 47,7           | 45,2           |
| Pertes / (gains) sur instruments financiers et autres éléments financiers  |               | 0,7            | (4,9)          |
| Coût de l'endettement financier net  | Note 7        | 37,3           | 38,3           |
| <b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôts</b> |               | <b>947,7</b>   | <b>804,0</b>   |
| Impôts payés   |               | (78,8)         | (114,4)        |
| Variation du besoin en fonds de roulement  |               | 99,9           | 62,1           |
| <b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies</b>  |               | <b>968,8</b>   | <b>751,8</b>   |
| Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies   |               | 101,1          | 230,4          |
| <b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>  |               | <b>1 069,9</b> | <b>982,2</b>   |
| Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles   |               | (324,9)        | (225,6)        |
| Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles   |               | 10,3           | 7,3            |
| <b>Investissements d'exploitation nets</b>   |               | <b>(314,6)</b> | <b>(218,3)</b> |
| Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières  | Note 1        | (750,1)        | (330,7)        |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie des sociétés acquises au cours de la période   |               | 86,5           | -              |
| Encaissements liés aux cessions financières  |               | 1 098,9        | 69,8           |
| Dividende reçu des entités consolidées par mise en équivalence   |               | 5,5            | -              |
|  |               | 1,5            | -              |
| <b>Investissements financiers nets</b>   |               | <b>442,3</b>   | <b>(261,0)</b> |
| <b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies</b>  |               | <b>127,8</b>   | <b>(479,3)</b> |
| Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies   |               | (98,3)         | (58,4)         |
| <b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>  |               | <b>29,5</b>    | <b>(537,7)</b> |
| Augmentation de capital  |               | 13,7           | 20,7           |
| Émissions d'actions ordinaires sur l'exercice de la rémunération fondée sur des actions et frais connexes                            |               | -              | 2,7            |
| Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des filiales   |               | (12,4)         | (21,3)         |
| Souscription de nouveaux emprunts  | Note 7.3      | -              | 1 639,7        |
| Paiement des loyers et intérêts  |               | (75,6)         | (72,1)         |
| Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme  | Note 7.3      | (617,0)        | (1 970,2)      |
| Intérêts nets payés  |               | (22,4)         | (29,1)         |
| Autres mouvements liés aux opérations de financement   |               | 105,0          | (4,6)          |
| <b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies</b>  |               | <b>(608,6)</b> | <b>(434,2)</b> |
| Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités non poursuivies   |               | (20,3)         | (11,3)         |
| <b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>  |               | <b>(629,0)</b> | <b>(445,5)</b> |
| <b>Variation de trésorerie des activités poursuivies</b>   |               | <b>487,9</b>   | <b>(161,7)</b> |
| <b>Variation de trésorerie des activités non poursuivies</b>   |               | <b>(17,6)</b>  | <b>160,7</b>   |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture des activités poursuivies</b>  |               | <b>1 057,3</b> | <b>1 242,4</b> |
| Variation de trésorerie des activités poursuivies  | Note 7        | 487,9          | (0,9)          |
| Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie   |               | 6,6            | 20,0           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie reclassés en fin de période en "Actifs détenus en vue de la vente"                           |               | -              | (204,0)        |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture des activités poursuivies</b>   | <b>Note 7</b> | <b>1 551,9</b> | <b>1 057,3</b> |

## B.5.6. Variation des capitaux propres consolidés

| (En millions d'euros)   | Nombre<br>d'actions à la<br>clôture<br><i>(en milliers)</i> | Capital<br>social | Primes         | Réserves<br>consolidées | Ecart de<br>conversion | Résultat de<br>l'exercice | Capitaux propres<br>– attribuables<br>aux propriétaires<br>de la société<br>Mère | Parti-<br>cipations ne<br>donnant pas<br>le contrôle | Capitaux<br>propres |
|---|---|-------------------|----------------|-------------------------|------------------------|---------------------------|--|--|---------------------|
| <b>Au 1er janvier 2021</b>  | <b>279 135,5</b>  | <b>189,8</b>      | <b>8 527,5</b> | <b>627,6</b>            | <b>(28,1)</b>          | <b>163,7</b>              | <b>9 480,6</b>   | <b>904,6</b>   | <b>10 385,2</b>     |
| * Augmentation de capital   | 1 349,3   | 0,9               | 62,6           | (40,6)                  |                        |                           | 22,9   |  | 22,9                |
| * Affectation du résultat net de l'exercice précédent                       |   |                   |                | 163,8                   |                        | (163,8)                   |  |  | -                   |
| * Dividendes versés   |   |                   |                | -                       |                        |                           |  | (9,8)  | (9,8)               |
| * Options de souscription d'actions et assimilées                           |   |                   |                | 54,6                    |                        |                           | 54,6   |  | 54,6                |
| * Effets de réévaluation des options de vente<br>et des compléments de prix |   |                   |                | (33,9)                  |                        |                           | (33,9)   |  | (33,9)              |
| * Variations de périmètre   |   |                   |                | 35,3                    |                        |                           | 35,3   | (35,3)   | -                   |
| * Acquisition des intérêts minoritaires                                     |   |                   |                | 6,4                     |                        |                           | 6,4  |  | 6,4                 |
| * Autres  |   |                   |                | (2,6)                   |                        |                           | (2,6)  |  | (2,6)               |
| Transactions avec les actionnaires  | 1 349,3   | 0,9               | 62,6           | 183,0                   | -                      | (163,8)                   | 82,7   | (45,1)   | 37,6                |
| * Résultat net de la période  |   |                   |                |                         |                        | (751,4)                   | (751,4)  | 10,2   | (741,2)             |
| * Autres éléments du résultat global  |   |                   |                | 24,0                    | 208,4                  | -                         | 232,4  | 1,2  | 233,6               |
| Total du résultat global de la période                                      | -   | -                 | -              | 24,0                    | 208,4                  | (751,4)                   | (519,0)  | 11,4   | (507,6)             |
| <b>Au 31 décembre 2021</b>  | <b>280 484,8</b>  | <b>190,7</b>      | <b>8 590,1</b> | <b>834,2</b>            | <b>180,3</b>           | <b>(751,4)</b>            | <b>9 044,0</b>   | <b>871,0</b>   | <b>9 915,0</b>      |
| * Augmentation de capital   | 1 285,0   | 0,9               | 29,1           | (17,3)                  |                        |                           | 12,7   |  | 12,7                |
| * Affectation du résultat net de l'exercice précédent                       |   |                   |                | (751,4)                 |                        | 751,4                     | -  | -  | -                   |
| * Dividendes versés   |   |                   |                | -                       |                        |                           | -  | (13,2)   | (13,2)              |
| * Options de souscription d'actions et assimilées                           |   |                   |                | 52,1                    |                        |                           | 52,1   |  | 52,1                |
| * Effets de réévaluation des options de vente<br>et des compléments de prix |   |                   |                | (44,2)                  |                        |                           | (44,2)   |  | (44,2)              |
| * Variations de périmètre   |   |                   |                | 1,8                     |                        |                           | 1,8  | 309,3  | 311,0               |
| * Autres  |   |                   | (638,2)        | 638,2                   | 0,9                    |                           | 0,9  | 0,6  | 1,5                 |
| Transactions avec les actionnaires  | 1 285,0   | 0,9               | (609,1)        | (120,8)                 | 0,9                    | 751,4                     | 23,3   | 296,7  | 320,0               |
| * Résultat net de la période  |   |                   |                |                         |                        | 299,2                     | 299,2  | 4,1  | 303,3               |
| * Autres éléments du résultat global  |   |                   |                | 62,6                    | (45,7)                 |                           | 16,9   | (17,0)   | (0,1)               |
| Total du résultat global de la période                                      | -   | -                 | -              | 62,6                    | (45,7)                 | 299,2                     | 316,1  | (13,0)   | 303,1               |
| <b>Au 31 décembre 2022</b>  | <b>281 769,8</b>  | <b>191,6</b>      | <b>7 981,0</b> | <b>776,4</b>            | <b>135,5</b>           | <b>299,2</b>              | <b>9 383,3</b>   | <b>1 154,7</b>                                       | <b>10 538,1</b>     |

## B.5.7. Annexes aux comptes consolidés

### B.5.7.1. Préambule

Worldline S.A., société mère du groupe Worldline, est une société anonyme de droit français, dont le siège social est situé à Tour Voltaire, 1 place des Degrés, 92800 Puteaux, France. La Société est immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 378 901 946 RCS Nanterre. Les actions Worldline S.A. sont cotées sur le marché Euronext Paris, sous le code ISIN FR0011981968 et ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché. Worldline S.A. est la seule société cotée du Groupe. La Société est dirigée par un Conseil d'administration.

Worldline est un leader européen et le quatrième acteur mondial de référence dans le secteur des paiements et des services transactionnels. Les activités de Worldline sont organisées autour de trois axes : Services

Commerçants, Services Financiers, Mobilité & Services Web Transactionnels. En septembre 2022, Worldline a cédé ses activités dans le segment Terminaux, Solutions & Services ("TSS"). A l'issue de la revue stratégique de cette activité, le Conseil d'administration a décidé de céder le segment TSS (Terminaux, Solutions & Services), afin de poursuivre une stratégie ambitieuse de transformation en une activité totalement autonome et indépendante. Dans ce contexte, cette Ligne de Services est comptabilisée selon IFRS 5 en tant qu'activité non poursuivie.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 20 février 2023. Ces états financiers consolidés deviendront définitifs après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires prévue le 8 juin 2023.

### B.5.7.2. Base de préparation et principes comptables

#### Base de préparation des comptes consolidés

Conformément à la réglementation européenne n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés au 31 décembre 2022 ont été établis conformément aux normes comptables internationales, telles qu'approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2022. Les normes internationales comprennent les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board » (IASB), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC). Les principes comptables appliqués par le Groupe sont conformes à ces normes et interprétations.

#### Changements de principes comptables

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, le Groupe a appliqué les normes, interprétations et amendements suivants sans impact significatif sur les états financiers du Groupe :

- Amendements à IAS 16 – Produit antérieur à l'utilisation prévue ;
- Amendements à IAS 37 – Contrats déficitaires – Coûts d'exécution des contrats ;
- Amendements à IFRS 3 – Référence au cadre conceptuel ;
- Améliorations annuelles, cycle 2018-2020.

Le Groupe n'a pas adopté de manière anticipée dans ses comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 Décembre 2022 les nouvelles normes, interprétations et amendements dont l'application n'est pas obligatoire au sein de l'Union européenne au 1<sup>er</sup> janvier 2022, et considère qu'ils ne devraient pas avoir d'impact significatif sur son résultat et sa situation financière.

Les normes, interprétations et amendements publiés par l'IASB et non encore approuvés par l'Union européenne n'ont pas été appliqués par le Groupe.

#### Transaction entre entités sous contrôle commun

Dans le but de mieux refléter la substance économique des transactions entre entités sous contrôle commun, le Groupe a décidé de choisir la comptabilisation des actifs et passifs des entités acquises sous contrôle commun à la valeur historique dans les comptes consolidés en IFRS de Worldline. La différence entre le prix d'acquisition et l'actif net est reconnue directement en réserves.

#### Estimations comptables et jugements

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, la Direction émet des jugements et utilise des estimations et des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur le montant des actifs, passifs et charges comptabilisés dans les états financiers ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels en date d'arrêté.

En raison des incertitudes inhérentes à l'évaluation des estimations, le Groupe révisé régulièrement ses estimés sur la base des informations disponibles à date. Les impacts finaux pourraient différer de ces estimations.

Les estimations, hypothèses et jugements clés utilisés lors de la préparation des états financiers consolidés du Groupe sont liés aux éléments suivants :

- Les tests de dépréciation du goodwill (voir Note 9 « Goodwill et actifs immobilisés ») ;
- La reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts liés aux contrats à long terme (voir Note 4 « Chiffre d'affaires, information sectorielle, créances clients et comptes rattachés ») ;
- La capitalisation des frais de développement (voir Note 9.2 « Immobilisations incorporelles ») ;
- L'évaluation des actifs et passifs dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (voir Note 1 « Variation de périmètre ») ;
- L'impact des activités non poursuivies (Note 3 « Actifs destinés à être cédés et activités non poursuivies ») ;

- La présentation de l'actif et du passif liés aux activités d'intermédiation (voir Note 5 « Eléments opérationnels »).

### **Exposition de Worldline à la situation en Ukraine et en Russie**

Le 18 mars 2022, Worldline a informé de l'exposition de son Groupe à la situation en Ukraine et en Russie selon les recommandations de l'ESMA (European Securities and Market Authority) relayées par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers). Compte tenu de l'évolution de la situation en Ukraine et du contexte géopolitique, et conformément à ses politiques d'entreprise, le Groupe Worldline, a appliqué immédiatement toutes les sanctions internationales applicables à la Russie et continuera à le faire aussi longtemps que nécessaire. Le Groupe a confirmé à l'époque que ses activités liées à la Russie étaient limitées et ne représentaient que 1,5 % environ de son chiffre d'affaires annuel proforma estimé pour 2021 des activités poursuivies, principalement dans le cadre de son activité plateforme en ligne, exploitée depuis l'extérieur de la Russie et permettant aux consommateurs nationaux d'effectuer des transactions en ligne avec des commerçants internationaux non russes. Plus largement, bien qu'ils ne soient pas exposés à l'Ukraine, les autres pays d'Europe de l'Est voisins de la Russie et de l'Ukraine (Pologne, Hongrie, Roumanie, Slovaquie, Moldavie, Estonie, Lituanie et Lettonie) ne représentent qu'environ 1,5% du chiffre d'affaires annuel pro forma estimé du Groupe en 2021, dont environ la moitié est liée aux activités de traitement des transactions (services financiers) dans les pays baltes. Ces activités ne sont pas impactées par le conflit actuel en Ukraine.

Worldline possède toujours une ancienne entité juridique liée à TSS en Russie, qui a dû être exclue du périmètre de cession de TSS. L'activité de cette entité est résiduelle et affiche une forte baisse. Elle devrait être cédée ou liquidée.

Au 31 décembre 2022, l'actif net de l'entité Russe a été entièrement déprécié (3,7 millions d'euros).

### **Prise en compte des risques liés au changement climatique**

L'exposition mondiale actuelle du Groupe aux conséquences à court terme du changement climatique est limitée. Par conséquent, à ce stade, les répercussions des changements climatiques sur les états financiers ne sont pas importantes.

Worldline revoit et améliore continuellement sa chaîne de valeur afin de réduire son impact environnemental. Par ailleurs, le Groupe s'engage à contribuer à la neutralité carbone par la réduction de sa consommation d'énergie et le passage à l'énergie renouvelable, et à privilégier des pratiques d'achat responsables.

Le déploiement de ce programme se reflète dans les comptes de Worldline à travers les investissements opérationnels, les dépenses de recherche et développement, ainsi que les dépenses de sponsoring.

Worldline a réalisé une analyse approfondie de son exposition aux risques climatiques. Les effets à court terme sur le Groupe ne sont pas significatifs et n'ont donc pas d'impact sur le plan stratégique du Groupe, sur la base duquel les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles sont réalisés.

## **Méthodes de consolidation**

### Filiales

Les filiales sont toutes des entités dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il a du pouvoir sur cette entité, que les bénéfices qu'il perçoit de cette entité sont variables et, que, du fait de son pouvoir sur cette entité, a la capacité d'influencer les bénéfices qu'il peut en tirer. L'existence et l'effet de droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles, les dispositions en matière de gouvernance, y compris la représentation au sein de l'organe directeur ayant un pouvoir de décision stratégique et opérationnel sur les activités pertinentes, les règles de nomination des principaux dirigeants ainsi que les relations contractuelles et les transactions importantes sont prises en compte pour déterminer si le Groupe contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à partir de la date où ce contrôle cesse d'exister.

### Entreprises associées

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, sans pour autant les contrôler exclusivement ou conjointement. En général, le Groupe détient entre 20% et 50% de droits de vote, bien que cela ne soit pas systématique. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées par mise en équivalence.

### Conversion des états financiers en monnaie étrangère

Les actifs et les passifs des sociétés situées à l'extérieur de la zone euro sont convertis au taux de change de clôture. Les éléments du compte de résultat sont convertis au taux de change moyen de la période. Les écarts de conversion du bilan et du compte de résultat proviennent des variations de taux de change qui sont identifiées comme élément du résultat global sous l'intitulé « Ecart de conversion ».

Dans le cadre de l'acquisition d'une société située à l'extérieur de la zone euro, le *goodwill* et les ajustements de juste valeur sont considérés comme des actifs et des passifs de cette société et convertis en euros au taux de change de clôture.

### Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties en monnaie fonctionnelle au taux de change des jours des transactions. Les gains et les pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion au taux de change de clôture des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « Autres produits et charges financiers », sauf si la comptabilité de couverture est appliquée.

### Marge opérationnelle et Excédent Brut Opérationnel (EBO)

La marge opérationnelle reflète les opérations récurrentes du Groupe et exclut donc les produits et charges opérationnels inhabituels conformément à la recommandation de l'ANC (Autorité des Normes Comptables) n°2013-03 relative à la présentation des états financiers émise le 7 novembre 2013.

L'Excédent Brut Opérationnel se base sur la marge opérationnelle minorée des éléments sans impact sur les flux de trésorerie et exclut donc les dotations aux amortissements et dotations nettes aux provisions. Il inclut cependant les provisions pour dépréciations de

stocks alors que les amortissements des terminaux sont exclus.

### Arrondis

Les états financiers consolidés sont présentés dans la devise fonctionnelle du Groupe, en euros. Tous les montants sont présentés en millions d'euros avec une décimale. Cette présentation peut aboutir à des écarts d'arrondis entre les chiffres présentés dans les différents tableaux et leurs totaux ou sous-totaux.

Les règles énoncées ci-dessus ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés dans ce rapport.

## B.5.7.3. Notes aux comptes consolidés

### Note 1 Variation de périmètre

#### Activités destinées à être cédées

##### **Conventions/principes comptables**

Le Groupe classe les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable sera recouvrée principalement par une transaction de vente plutôt que par une utilisation continue. Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au moindre de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de vente. Les coûts de vente sont les coûts marginaux directement attribuables à la cession d'un actif (groupe destiné à être cédé), hors charges financières et impôts sur les bénéfices.

Les critères de classification comme détenus en vue de la vente ne sont remplis que lorsque la vente est hautement probable et que l'actif ou le groupe destiné à être cédé est disponible pour une vente immédiate selon ses conditions actuelles. La direction doit s'engager dans le plan de vente de l'actif et la vente doit être réalisée dans un délai d'un an à compter de la date de classement.

Les immobilisations corporelles et incorporelles ne sont plus amorties une fois classées comme détenues en vue de la vente.

Les actifs et les passifs classés comme détenus en vue de la vente sont présentés séparément en tant qu'éléments courants dans les états financiers.

Les activités non poursuivies sont exclues des résultats des activités poursuivies et sont présentées comme un montant unique en résultat après impôts provenant des activités non poursuivies dans le compte de résultat.

Des informations complémentaires sont présentées en Note 3 « Actifs destinés à être cédés et activités non poursuivies ». Les autres notes des états financiers comprennent les données relatives aux activités poursuivies, sauf indication contraire.

### Cession du segment TSS (Terminals, Solutions & Services)

En septembre 2021, le Conseil d'administration du Groupe Worldline a pris la décision stratégique de céder le segment Terminaux, Solutions & Services (« TSS »). Par conséquent, conformément à IFRS 5, les activités du segment TSS sont classées comme détenues en vue de la vente depuis le 28 septembre 2021, et présentées en activités non poursuivies. Auparavant, le segment TSS était un secteur opérationnel distinct au sein du Groupe conformément à la norme IFRS 8.

Le 30 septembre 2022, Worldline a finalisé la cession de 84,96% du capital de sa filiale TSS (Terminals, Solutions & Services) à Apollo. Cette cession a entraîné une perte de contrôle de la filiale par le Groupe. La participation résiduelle de 15,04% sera cédée le 1er janvier 2023 à Apollo et a été évaluée à la juste valeur au 30 septembre 2022. La transaction a été finalisée après l'approbation des autorités réglementaires de l'acquisition par le Fonds

Apollo. Elle marque une étape importante dans la stratégie de Worldline et permettra de simplifier la structure du Groupe et de se recentrer davantage dans les services de paiement.

Le prix de cession reçu par Worldline comprend les actions de préférence de l'entité Poséidon Bidco, la holding d'acquisition de TSS, représentant 12,7% de son capital et 5% des droits de vote. A la date de finalisation de la transaction, la juste valeur des actions de préférence a été estimée à 640 millions d'euros. Les actions de préférence sont comptabilisées en actifs financiers à leur juste valeur par résultat, conformément à la norme IFRS 9 Instruments financiers.

La participation résiduelle de 15,04% conservée dans TSS a été comptabilisée en actifs financiers courants évalués à la juste valeur par résultat, conformément à la norme IFRS 9, la cession de cette participation étant prévue en janvier 2023.

Le résultat net de TSS pour la période de 9 mois allant de janvier 2022 à septembre 2022 s'élève à 116,3 millions d'euros.

La perte de contrôle de TSS a entraîné la comptabilisation d'une moins-value avant impôt de 94,2 millions d'euros en 2022 qui a été comptabilisée en

activités non poursuivies (voir Note 3 « Actifs destinés à être cédés et activités non poursuivies »).

L'impôt au titre de l'opération présente un impact positif sur 2022 de 97,5 millions d'euros ; correspondant à la baisse de l'impôt différé reconnu en 2021 dans le cadre du projet de cession de TSS (voir Note 3 « Actifs destinés à être cédés et activités non poursuivies »).

Les ajustements à la juste valeur concernent principalement la reconnaissance des actifs ci-dessous dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition.

Le prix de cession de TSS s'élève à 2 109,8 millions d'euros, principalement constitué par :

- 640 millions d'euros : juste valeur des actions de préférence Poséidon Bidco (classés en actifs financiers non courants) ;
- 311,9 millions d'euros : juste valeur de la participation résiduelle de 15,04% qui sera cédée

le 1er janvier 2023 (classés en actifs financiers courants) ;

- 53,9 millions d'euros : juste valeur du différé de paiement à recevoir par le Fonds Apollo dans deux ans (classés en actifs financiers non courants) ;
- Le paiement reçu en 2022 au titre de l'opération pour 1 115,6 millions d'euros (voir comptes consolidés).

(Voir Note 5.4 « Actifs financiers courants » et Note 7.3 « Actifs financiers non courants »).

#### Cession de Worldline Argentine et Chili :

Le 2 décembre 2022, Worldline a finalisé la cession de 100% du capital de ses filiales Worldline Argentina et Worldline Chile. Cette opération a généré une perte sur la période de 47,3 millions d'euros en autres produits et charges opérationnels (voir Note 6 « Autres produits et charges opérationnels »).

## Acquisitions

### **Conventions/principes comptables**

#### Regroupements d'entreprises

Un regroupement d'entreprises peut impliquer l'achat des titres d'une autre entité, l'achat de l'actif net d'une autre société ou l'achat de tout ou partie des éléments d'actifs nets d'une autre entité qui, ensemble, constituent une ou plusieurs activités.

Les contrats de services majeurs avec transfert d'effectifs et d'actifs, qui permettent au Groupe de développer ou d'améliorer de manière significative sa position concurrentielle au sein d'un secteur d'activité ou d'une zone géographique, sont comptabilisés comme des regroupements d'entreprises selon la définition de la norme IFRS 3.

#### Evaluation des actifs et passifs de sociétés nouvellement acquises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode d'acquisition. La contrepartie transférée en échange du contrôle de l'entité acquise est mesurée à la juste-valeur, qui se définit la somme des justes-valeurs à la date d'acquisition des actifs transférés par le Groupe, des passifs repris par le Groupe à l'égard des anciens propriétaires de l'entité acquise, et des parts de capitaux propres émises par le Groupe.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées soit à la juste valeur, soit à la part d'intérêt du Groupe dans les actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Le Groupe détermine au cas par cas l'option d'évaluation à utiliser pour comptabiliser les participations ne donnant pas le contrôle.

Les coûts liés à l'acquisition sont exclus de la contrepartie transférée et sont inscrits en charge lorsqu'ils sont encourus (dans les autres produits et charges opérationnels).

Lors de la première consolidation, l'ensemble des actifs, passifs et passifs éventuels de la Société acquise est estimé à sa juste valeur.

#### Achat de participations ne donnant pas le contrôle et vente de participations dans une filiale contrôlée

L'achat de participations ne donnant pas le contrôle et les transactions de vente de participations dans une filiale contrôlée ne changeant pas le statut du contrôle sont comptabilisés dans les capitaux propres (y compris les coûts d'acquisition directs).

En cas de perte du contrôle dans une filiale, tout gain ou toute perte est comptabilisé en résultat net. En outre, si un investissement dans l'entité est conservé par le Groupe, il est réévalué à sa juste valeur et tout gain ou perte est également comptabilisé en résultat net.

## Acquisition des activités d'acquisition de commerçants d'Axepta

En juillet 2021, Worldline a annoncé son intention de conclure un partenariat stratégique avec BNL dans le cadre de l'activité d'acquisition de commerçants en Italie. Le partenariat avec le groupe bancaire BNL par l'acquisition de 80% d'Axepta Italie est un nouveau développement significatif dans la stratégie de consolidation de Worldline, étendant ses activités de

services aux commerçants en Europe du Sud et offrant des opportunités de croissance attrayantes pour distribuer les produits et services de paiement de Worldline en tirant parti du réseau de clients de BNL.

L'acquisition a été finalisée le 4 janvier 2022 pour un montant de 182,2 millions d'euros.

| (En millions d'euros)                           | Goodwill     |                  |
|---|--------------|------------------|
| Contrepartie totale transférée (80%)            | 182,2        |                  |
| Part des minoritaires (20%)                     | 45,5         |                  |
| <b>Contrepartie totale</b>                      | <b>227,7</b> | <b>a</b>         |
| Capitaux propres acquis                         | 14,5         |                  |
| Relations clients                               | 27,0         |                  |
| Technologie acquise                             | 13,9         |                  |
| Impôts différés passifs                         | (8,8)        |                  |
| <b>Juste valeur des actifs nets acquis</b>      | <b>46,6</b>  | <b>b</b>         |
| <b>Total 31.12.2022 - Goodwill Préliminaire</b> | <b>181,1</b> | <b>c = a - b</b> |

Les ajustements de juste valeur concernent principalement la comptabilisation des actifs suivants dans le cadre du processus d'allocation du prix d'achat :

- Relations clients : 27,0 millions d'euros ;
- Technologies : 13,9 millions d'euros.

Les méthodes de valorisation retenues pour chacun de ces actifs sont les suivantes :

- Relations clients : méthode des gains excédentaires ;
- Technologies : méthode d'exonération des redevances et méthode du coût de remplacement.

Les hypothèses clés de valorisation reposent sur un taux d'actualisation en ligne avec l'activité et la durée d'utilité résiduelle propre à chaque actif compte tenu des profils d'attrition respectifs.

Ces nouveaux actifs incorporels ont été déterminés par un expert indépendant et seront amortis sur une durée comprise entre 9 et 12 ans, selon les clients, pour les relations clients et sur une durée comprise entre 3 et 5 ans pour les technologies.

## Acquisition des activités d'acquisition de commerçants d'ANZ

Le 1<sup>er</sup> avril 2022, Worldline a annoncé la finalisation de l'acquisition d'une participation majoritaire dans l'activité d'acquisition commerciale d'ANZ et la création d'une joint-venture à 51% - 49% contrôlée par Worldline pour exploiter et développer des services d'acquisition commerciale en Australie avec la banque ANZ, l'une des plus grandes banques d'Asie-Pacifique et le 3<sup>ème</sup>

Une charge d'amortissement de 6,9 millions d'euros a été comptabilisée au titre de l'exercice 2022.

BNL a une option de vente sur les 20% restants d'Axepta et Worldline a une option d'achat avec une date d'exercice en juin 2025 à un prix qui représente un multiple de l'Ebidta moins la dette nette.

L'option de vente sur intérêts minoritaires a été comptabilisée en emprunts pour un montant de 78,5 millions d'euros et représente la valeur actualisée des sorties de trésorerie estimées pour acquérir les 20% restants.

Conformément à la norme IFRS 3, Worldline a choisi d'appliquer la méthode du goodwill complet.

Ces estimations sont encore provisoires et pourront être ajustées dans l'année suivant l'acquisition en fonction des faits et circonstances existants à la date d'acquisition. Le goodwill résiduel est attribuable à une main-d'œuvre hautement qualifiée et à un certain savoir-faire. Il reflète également les synergies attendues de l'intégration des activités d'Axepta dans le Groupe.

acquéreur d'Australie avec environ 20 % des volumes de transactions traitées en Australie.

L'acquisition a été finalisée pour un montant de 307,0 millions d'euros. Cette entité est entièrement consolidée dans les états financiers.

| (En millions d'euros)                           | Goodwill     |                  |
|---|--------------|------------------|
| Contrepartie totale transférée (51%)            | 307,0        |                  |
| Part des minoritaires (49%)                     | 316,0        |                  |
| <b>Contrepartie totale</b>                      | <b>623,0</b> | <b>a</b>         |
| Capitaux propres acquis                         | 90,0         |                  |
| Relations clients                               | 131,0        |                  |
| Marques   | 6,9          |                  |
| Impôts différés passifs                         | (41,4)       |                  |
| <b>Juste valeur des actifs nets acquis</b>      | <b>186,5</b> | <b>b</b>         |
| <b>Total 31.12.2022 - Goodwill Préliminaire</b> | <b>436,4</b> | <b>c = a - b</b> |



Les ajustements de juste valeur concernent principalement la comptabilisation des actifs suivants dans le cadre du processus d'allocation du prix d'acquisition :

- Relations clients : 131,0 millions d'euros ;
- Marque : 6,9 millions d'euros.

Les méthodes de valorisation retenues pour chacun de ces actifs sont les suivantes :

- Relations clients : méthode des gains excédentaires ;
- Marque : méthode d'exonération de redevances ;

Les hypothèses clés de valorisation reposent sur un taux d'actualisation en ligne avec l'activité et la durée d'utilité résiduelle propre à chaque actif compte tenu des profils d'attrition respectifs.

Ces nouveaux actifs incorporels ont été déterminés par un expert indépendant et seront amortis sur une durée comprise entre 7 et 12 ans, selon les clients, pour les relations clients et sur une durée de 10 ans pour la marque. Une charge d'amortissement de 10,4 millions d'euros a été comptabilisée au titre de l'exercice 2022.

Conformément à la norme IFRS 3, Worldline a choisi d'appliquer la méthode du goodwill complet.

Ces estimations sont encore provisoires et pourront être ajustées dans l'année suivant l'acquisition en fonction des faits et circonstances existant à la date d'acquisition. Le goodwill résiduel est attribuable à une main-d'œuvre hautement qualifiée et à un certain savoir-faire. Il reflète également les synergies attendues de l'intégration des activités d'ANZ dans le Groupe.

### Acquisition des activités d'acquisition de commerçants de Eurobank

Le 7 décembre 2021, Worldline a annoncé la signature d'un accord contraignant pour l'acquisition de 80 % des activités d'acquisition commerciale d'Eurobank, l'un des principaux acquéreurs en Grèce avec environ 20% de parts de marché.

L'acquisition a été finalisée le 30 juin 2022 pour un montant de 254,6 millions d'euros.

(En millions d'euros)

|   | <b>Goodwill</b> |                  |
|---|-----------------|------------------|
| Contrepartie totale transférée (80%)            | 254,6           |                  |
| Contrepartie différée                           | 16,0            |                  |
| Part des minoritaires (20%)                     | 67,6            |                  |
| <b>Contrepartie totale</b>                      | <b>338,2</b>    | <b>a</b>         |
| Capitaux propres acquis                         | 0,0             |                  |
| Relations clients                               | 87,5            |                  |
| Impôts différés passifs                         | (19,3)          |                  |
| <b>Juste valeur des actifs nets acquis</b>      | <b>68,3</b>     | <b>b</b>         |
| <b>Total 31.12.2022 - Goodwill Préliminaire</b> | <b>269,9</b>    | <b>c = a - b</b> |

Les ajustements de juste valeur concernent principalement la comptabilisation de relations clients pour un montant de 87,5 millions d'euros basée sur la méthode des gains excédentaires.

Les hypothèses clés de valorisation reposent sur un taux d'actualisation en ligne avec l'activité et la durée d'utilité résiduelle propre à chaque actif compte tenu des profils d'attrition respectifs.

Ces nouveaux actifs incorporels ont été déterminés par un expert indépendant et seront amortis sur une durée comprise entre 7 et 11 ans selon les clients. Une charge d'amortissement de 5,2 millions d'euros a été comptabilisée au titre de l'exercice 2022.

Conformément à la norme IFRS 3, Worldline a choisi d'appliquer la méthode du goodwill complet.

Ces estimations sont encore provisoires et pourront être ajustées dans l'année suivant l'acquisition en fonction des faits et circonstances existant à la date d'acquisition. Le goodwill résiduel est attribuable à une main-d'œuvre hautement qualifiée et à un certain savoir-faire. Il reflète également les synergies attendues de l'intégration des activités d'Eurobank dans le Groupe.

Worldline et Eurobank se sont accordés une combinaison d'options d'achat et de vente par lesquelles Worldline a pris l'engagement d'acquérir la participation minoritaire de 20 % en 2025.

L'option de vente sur intérêts minoritaires a été comptabilisée en emprunt pour un montant de 67,6 millions d'euros à la date d'acquisition et représente la valeur actualisée des sorties de trésorerie estimées pour acquérir les 20 % restants.

### Note 2 Autres éléments significatifs de l'année

En 2022, il n'y a pas eu d'autres éléments significatifs.

### Note 3 Actifs destinés à être cédés et activités non poursuivies

#### Cession du segment TSS (Terminals, Solutions & Services)

Le 28 septembre 2021, le Conseil d'administration a validé la stratégie de cession du segment TSS (Terminals, Solutions & Services), composés principalement de Banks and Acquirers International Holding et ses filiales opérant dans les terminaux du Groupe (conception et vente de terminaux de paiement et de services associés). Depuis cette date, TSS a été comptabilisé en actifs et passifs destinés à être cédés, conformément à la norme IFRS 5 et a été présenté en activités non poursuivies. Le sous-groupe était auparavant un segment opérationnel conformément à IFRS 8.

Le 18 février 2022, Worldline est entré en négociations exclusives avec les fonds d'investissement gérés par Apollo (NYSE : APO) (les « fonds Apollo ») sur la base d'une offre ferme d'achat pour 100% des titres de TSS.

A la suite d'un vote favorable et après avoir obtenu les approbations des autorités réglementaires, la cession effective des 84,96 % des activités liées aux Terminaux, Solutions & Services a été finalisée le 30 septembre 2022. Le Groupe conserve une participation résiduelle de 15,04 % dans la filiale, qui sera vendue le 1er janvier 2023.

Conformément aux principes de la norme IFRS 10, cette transaction a engendré une perte du contrôle exclusif de l'activité TSS. Par conséquent, les actifs et passifs de TSS, classés en actifs destinés à être cédés dans les états financiers consolidés à fin décembre 2021 conformément à IFRS 5 ont été décomptabilisés à la date de cession effective.

Le résultat net réalisé par les activités non poursuivies en 2021 et de janvier 2022 à septembre 2022 est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat consolidé pour les périodes correspondantes.

Le périmètre de cette cession (TSS) inclus principalement le sous-groupe formé par Banks & Acquirers International Holding et ses filiales (segment TSS), qui constituent une activité distincte conformément à la norme d'IFRS 5.

Les éléments recyclables et non recyclables relatifs aux activités non poursuivies sont présentés séparément sur des lignes spécifiques des autres éléments du résultat global à fin décembre 2021 et 2022.

Les flux de trésorerie attribuables aux activités non poursuivies sont présentés distinctement.

A fin décembre 2022, le résultat net provenant des activités non poursuivies s'élève à 88,5 millions d'euros et comprend principalement :

- Le résultat net de TSS pour la période de 9 mois allant de janvier 2022 à septembre 2022 pour un montant de 116,3 millions d'euros ;
- Les coûts encourus dans le cadre de la cession de TSS pour un montant de € 30,9 millions net d'impôt ou € 37,9 millions avant impôt (incluant la charge d'acquisition accélérée IFRS 2 relative aux bénéficiaires TSS des plans pour un montant de € 11 millions) ;
- La moins-value avant impôt liée à la perte de contrôle de TSS s'élève à 94,2 millions d'euros et comprend le recyclage en résultat des réserves de conversion relatives à l'actif net TSS (un gain de 92,8 millions d'euros existait au 31 décembre 2021) ;
- L'impôt au titre de l'opération correspond à un impact positif sur 2022 s'élevant à 97,5 millions d'euros, relatif à la baisse de l'impôt différé reconnu en 2021 dans le cadre du projet de cession de TSS.

Les informations fournies ci-dessous présentent la contribution sur les principaux agrégats du groupe de l'activité Terminal, Software & Services (TSS) cédée.

#### 3.1 Résultat net des activités non poursuivies

##### Segment TSS (Terminals, Solutions & Services)

(En millions d'euros)

|  | Exercice 2022 (*) | Exercice 2021  |
|--|-------------------|----------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b>                | <b>998,9</b>      | <b>1 208,1</b> |
| Charges de personnel                     | (199,7)           | (225,1)        |
| Charges opérationnelles                  | (585,7)           | (689,0)        |
| <b>Marge opérationnelle</b>              | <b>213,5</b>      | <b>293,9</b>   |
| <b>En % du Chiffre d'affaires</b>        | <b>21,4%</b>      | <b>24,3%</b>   |
| Autres produits et charges opérationnels | (148,4)           | (1 041,8)      |
| <b>Résultat opérationnel</b>             | <b>65,0</b>       | <b>(747,9)</b> |
| <b>En % du Chiffre d'affaires</b>        | <b>6,5%</b>       | <b>-61,9%</b>  |
| Charges financières                      | (15,1)            | (7,2)          |
| Produits financiers                      | 4,3               | 6,9            |
| <b>Résultat financier</b>                | <b>(10,8)</b>     | <b>(0,3)</b>   |
| <b>Résultat avant impôt</b>              | <b>54,2</b>       | <b>(748,2)</b> |
| Charge d'impôt                           | 34,3              | (194,2)        |
| <b>Résultat net</b>                      | <b>88,5</b>       | <b>(942,5)</b> |

(\*) Neuf mois d'activité en 2022

Conformément à la norme IFRS 5, le Groupe ne reconnaît plus les amortissements sur les immobilisations de TSS depuis fin septembre 2021. Une économie avant impôt a ainsi été réalisée pour un

montant de 23,5 millions d'euros au cours des 9 mois en 2022 et 5,9 millions d'euros pour les trois derniers mois de l'année 2021.

En 2022, les autres produits et charges d'exploitation comprenaient notamment :

- La moins-value avant impôt liée à la perte de contrôle de TSS pour un montant de 94,2 millions d'euros ;
- Une charge IFRS 2 directement liées à la cession de TSS pour un montant de 37,9 millions d'euros ;

En 2021, les autres produits et charges d'exploitation comprenaient :

- Une dépréciation du Goodwill pour un montant de 907,4 millions d'euros ;
- Des charges liées à la cession de TSS pour 10,8 millions d'euros ;

En 2022, la charge d'impôt comprend un gain de 97,5 millions d'euros relatif à la perte de contrôle, représentant une diminution de l'impact de l'impôt différé reconnu en 2021 au titre de la cession de TSS. En 2021, la charge d'impôt comprenait € 145 millions liés à la cession envisagée de TSS.

### 3.2 Flux de trésorerie attribuables aux activités Terminaux, Solutions & Services non poursuivies

| (En millions d'euros)  | Exercice 2022 (*) | Exercice 2021 |
|--|-------------------|---------------|
| <b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>                                      | <b>101,1</b>      | <b>230,4</b>  |
| <b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>                        | <b>(98,3)</b>     | <b>(58,4)</b> |
| <b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>                          | <b>(20,3)</b>     | <b>(11,3)</b> |
| Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie                 | 16,7              | 8,3           |
| <b>Variation de trésorerie nette de TSS reclassée en activités destinées à être cédées</b> | <b>(0,8)</b>      | <b>169,0</b>  |

(\*) Neuf mois d'activité en 2022

### 3.3 Actifs et passifs destinés à être cédés

Les actifs et passifs destinés à être cédés se détaillent de la façon suivante :

| (En millions d'euros)                         | Exercice 2022 | Exercice 2021  |
|---|---------------|----------------|
| Goodwill                                      |               | 1 214,9        |
| Autres Immobilisations incorporelles          |               | 920,2          |
| Immobilisations corporelles                   |               | 27,2           |
| Droit d'utilisation                           |               | 34,9           |
| Actifs financiers non courants                |               | 8,9            |
| Impôts différés actifs                        |               | 46,5           |
| Autres actifs non-courants                    |               | 5,2            |
| <b>Total des actifs non courants</b>          |               | <b>2 257,8</b> |
| Stocks  |               | 88,5           |
| Clients et comptes rattachés                  |               | 335,3          |
| Impôts courants                               |               | 17,5           |
| Autres actifs courants                        |               | 134,0          |
| Instruments financiers courants               |               | 0,3            |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie       |               | 215,1          |
| <b>Total des actifs courants</b>              |               | <b>790,7</b>   |
| <b>Total des actifs destinés à être cédés</b> |               | <b>3 048,5</b> |

| (En millions d'euros)  | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|--|---------------|---------------|
| Provisions retraites et assimilées                                 |               | 12,4          |
| Provisions non courantes   |               | 39,8          |
| Passifs financiers   |               | 0,1           |
| Impôts différés passifs  |               | 204,6         |
| Dette de location non courante                                     |               | 33,8          |
| <b>Total des passifs non courants</b>                              |               | <b>290,7</b>  |
| Fournisseurs et comptes rattachés                                  |               | 301,8         |
| Impôts courants  |               | 29,0          |
| Instruments financiers courants                                    |               | 0,6           |
| Part à moins d'un an des passifs financiers                        |               | 11,7          |
| Autres passifs courants  |               | 261,0         |
| <b>Total des passifs courants</b>                                  |               | <b>604,1</b>  |
| <b>Total des passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés</b> |               | <b>894,8</b>  |

## Note 4 Chiffre d'affaires, information sectorielle, créances clients et comptes rattachés

### Conventions/principes comptables

Les produits sont constatés s'il existe un contrat entre Worldline et son client. Un contrat existe si la perception de la contrepartie est probable, les droits sur les biens ou les services et les conditions de paiement peuvent être identifiés, et les parties s'engagent à respecter leurs obligations. Les produits provenant de contrats avec des clients sont comptabilisés soit en tant qu'actif contractuel, soit en tant que créance, avant qu'un paiement effectif ne soit effectué.

#### Contrats de services à éléments multiples

Le Groupe peut conclure des accords à plusieurs éléments, pouvant inclure une combinaison de différents biens ou services. Les produits sont comptabilisés pour chaque obligation de performance distincte, qui est identifiable séparément des autres éléments de l'accord et si le client peut en bénéficier.

Lorsqu'un seul contrat contient plusieurs obligations de performance distinctes, le prix de transaction total est réparti entre les différentes obligations de performance en fonction de leurs prix de vente individuels. Les prix de vente individuels, y compris les remises habituelles accordées, sont déterminés sur la base des prix catalogue auxquels le Groupe vend les biens ou les services séparément. Dans le cas contraire, le Groupe estime les prix de vente individuels en utilisant une approche de coût attendu plus marge et/ou une approche résiduelle.

Worldline applique l'expédient pratique d'IFRS 15 et comptabilise les revenus lors de la facturation lorsque la facturation est échelonnée avec la livraison au client. Dans certains contrats spécifiques, la facturation de la phase de production intègre une obligation de performance qui n'est pas entièrement échelonnée avec le flux de facturation. Dans ce cas, le revenu affecté à cette obligation est reconnu dès que l'obligation de performance est réalisée.

Lorsque Worldline fournit des services ayant une valeur spécifique additionnelle à ses clients dans la phase de construction, cette phase de construction est alors considérée comme une obligation distincte sous IFRS 15 et le revenu est reconnu selon l'avancement des coûts de ce contrat.

#### Reconnaissance du chiffre d'affaires à une date donnée dans le temps ou progressivement

Le chiffre d'affaires est reconnu quand le Groupe transfère le contrôle des biens ou services vendus au client, soit à une date donnée dans le temps, soit progressivement.

Le produit des contrats conclus par le Groupe avec ses clients pour la vente de terminaux de paiement et autres produits représente une obligation de performance. Les produits sont comptabilisés au moment où le contrôle des actifs est transféré au client, généralement à la livraison de l'équipement.

Dans le cas où d'autres promesses contractuelles sont des obligations de performances séparées, une portion du prix de transaction leur est allouée.

Pour les services récurrents, le chiffre d'affaires est reconnu en continu dans la mesure où le client bénéficie immédiatement des services dès que ceux-ci sont réalisés par le Groupe. Quand le Groupe a un droit à facturer le client qui correspond directement à l'obligation de performance réalisée à date, le chiffre d'affaires est comptabilisé pour ce montant. Sinon, le chiffre d'affaires est reconnu sur la base des coûts encourus si ces coûts ne sont pas supportés de manière uniforme sur la période couvrant le service rendu.

Quand le Groupe construit un actif ou délivre des développements spécifiques, le chiffre d'affaires est reconnu progressivement sur la base des coûts encourus, quand (i) l'obligation de performance du Groupe consiste à construire un actif que le client contrôle au fur et à mesure de sa création ou (ii) l'obligation de performance crée un actif qui n'a pas d'usage alternatif que celui qui en sera fait par le client et le Groupe a un droit irrévocable à paiement pour les travaux réalisés à date, par le contrat et/ou les réglementations locales. Si ces conditions ne sont pas remplies, le chiffre d'affaires est reconnu à une date donnée.

Les coûts contractuels totaux projetés reposent sur diverses hypothèses opérationnelles, telles que le volume prévu ou la variation des coûts de mise en œuvre, qui ont une incidence directe sur le niveau des produits et les pertes éventuelles à l'achèvement prévues. Une provision pour contrat déficitaire est constituée si les coûts futurs liés à l'exécution d'un contrat sont supérieurs aux avantages qui en découlent.

Le chiffre d'affaires des contrats conclus par le Groupe avec des clients pour la location de terminaux de paiement, ou services associés, est étalé sur la durée de ces contrats.

#### Composante de financement

Lorsque Worldline s'attend à ce que le délai entre le paiement du client et le transfert des biens et des services soit supérieur à 12 mois, il détermine si le contrat incorpore un élément de financement accordé ou reçu. Lorsqu'ils sont significatifs, les intérêts générés par cette composante de financement sont comptabilisés séparément du chiffre d'affaires.

#### Coûts contractuels – Coûts liés à l’obtention et à l’exécution d’un contrat

Les coûts supplémentaires liés à l’acquisition de contrats de service pluriannuels sont capitalisés et amortis sur la durée du contrat.

Les coûts de transition et de transformation qui ne représentent pas une obligation de performance distincte d’un contrat sont capitalisés en tant que coûts de contrat s’ils créent une ressource qui sera utilisée pour exécuter d’autres obligations de performance incorporées dans le contrat. Les autres frais engagés pour obtenir ou exécuter un contrat sont passés en charges lorsqu’ils sont engagés.

#### Rémunérations variables

Un passif de remboursement est comptabilisé pour l’obligation de rembourser une partie de la contrepartie reçue (ou à recevoir) d’un client. Les obligations de remboursement découlent principalement des remises sur volume de transactions du client (sur les contrats « Run » du segment Services aux Commerçants). Le passif est évalué au montant que le Groupe s’attend finalement à devoir restituer au client. Le Groupe met à jour ses estimations des engagements de remboursement (et la variation correspondante du prix de transaction) à la fin de chaque période de reporting.

Les remises sur volume attendues du Groupe sont analysées par client. Déterminer si un client aura vraisemblablement droit à une remise dépendra de son historique de droits aux remises et de ses achats cumulés à ce jour.

#### Principal contre agent

Lorsque le Groupe revend des services informatiques et de télécommunications intégrés achetés auprès de fournisseurs tiers, il analyse la nature de ses relations avec ses clients afin de déterminer s’il agit en tant que principal ou agent dans la fourniture du bien ou du service. Le Groupe est un donneur d’ordre s’il contrôle le bien ou le service spécifié avant son transfert au client. Dans ce cas, les produits sont constatés sur une base brute. Si le Groupe est un agent, le chiffre d’affaires est comptabilisé sur une base nette (nette des coûts liés aux fournisseurs), ce qui correspond aux honoraires ou aux commissions auxquels le Groupe a droit. Lorsque le Groupe fournit un service important d’intégration du bien ou du service spécifié, il agit en tant que principal dans le processus de revente. Si le bien ou le service spécifié est distinct des autres services promis à son client, le Groupe agit en tant que donneur d’ordre, notamment s’il est principalement responsable du bien ou du service répondant aux spécifications du client ou assumant des risques d’inventaire ou de livraison.

Les produits des activités d’acquisition sont constatés nets des frais d’interchange facturés par les banques émettrices. Le Groupe ne fournit pas de service d’intégration du service fourni par la banque émettrice et n’est pas responsable de l’exécution de ce service. Ces frais sont transférés au commerçant dans le cadre d’un accord de *pass-through* et ne font pas partie de la contrepartie à laquelle le Groupe a droit en échange du service qu’il fournit au commerçant. En revanche, les frais de système versés aux systèmes de paiement (Visa, MasterCard, Bancontact...) sont comptabilisés en charges en tant que coûts d’exécution et en produits lors de la facturation aux commerçants. Le Groupe fournit des services d’acquisition commerçant en intégrant les services achetés dans les systèmes de paiement.

#### Présentation du bilan

Les actifs de contrat concernent principalement les droits du Groupe à la contrepartie de travaux achevés mais non encore facturés à la date de clôture. Lorsque les droits à une contrepartie sont inconditionnels, ils sont classés en créances clients.

Les passifs de contrat se rapportent aux paiements initiaux reçus des clients avant l’obligation de prestation. Les coûts du contrat capitalisés sont présentés séparément des actifs de contrat.

Certains accords de services peuvent éventuellement être traités comme des contrats de location selon IFRS 16 s’ils confèrent le droit d’utiliser un actif en contrepartie de paiements inclus dans la rémunération globale du contrat. Si les contrats de services contiennent un contrat de location, le Groupe est considéré comme le bailleur vis-à-vis de ses clients.

#### 4.1. Informations sectorielles par lignes de services

##### Conventions/principes comptables

Selon IFRS 8, les résultats des secteurs opérationnels présentés sont basés sur des informations de reporting de gestion interne qui sont régulièrement examinées par le principal décideur opérationnel et rapprochées du résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le résultat des secteurs en utilisant une mesure du résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation des performances des secteurs opérationnels, a été désigné comme le Directeur Général de la Société qui prend les décisions stratégiques.

Le reporting interne est défini par lignes de services (Services Commerçants, Services Financiers & Mobilité & Services Web Transactionnels et Solutions). Ces lignes de services ont été désignées par le Groupe comme les axes principaux d'analyse par le Directeur Général. Par conséquent, le Groupe présente les lignes de services comme secteurs opérationnels. Chaque Ligne de Services est dirigée par un membre dédié du Comité Exécutif.

Les indicateurs du compte de résultat ainsi que les actifs ont été alloués conformément à ces secteurs opérationnels par Ligne de Services. Pour l'EBO, la partie des coûts relative aux coûts de structure centrale n'a pas été allouée par Ligne de Services. Les actifs partagés qui ne sont pas alloués par Ligne de Services se rapportent principalement à l'infrastructure partagée délivrant des prestations mutualisées aux trois lignes de services.

Les activités couvertes par chaque secteur d'activité, ainsi que leurs présences géographiques, sont les suivants :

| Segments opérationnels                             | Divisions commerciales   | Zones géographiques  |
|--|--|--|
| <b>Services Commerçants</b>                        | Acquisition Commerçants, Cartes Privatives et Programmes de Fidélisation, Services en Ligne                | Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Inde, Italie, Luxembourg, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pays scandinaves, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni, Suisse et Turquie. |
| <b>Services Financiers</b>                         | Traitements Emetteurs, Traitements Acquéreurs, Services de Banque en Ligne, Paiement                       | Allemagne, Autriche, Belgique, Chine, Espagne, Estonie, Finlande, France, Hong Kong, Indonésie, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Singapour, Taïwan, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse.  |
| <b>Mobilité &amp; Services Web Transactionnels</b> | Services Numériques pour les Gouvernements et les Services Publics, e-Consommateur & Mobilité, e-Ticketing | Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Chili, Chine, Espagne, France, Pays-Bas et Royaume-Uni.  |

La géographie n'est pas un axe managérial suivi par le Groupe.

Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués aux conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également pour les tierces parties non liées.

L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante :

| (En millions d'euros)                           | Services Commerçants | Services Financiers | Mobilité & Services Web Transactionnels | Total Groupe   |
|---|----------------------|---------------------|---|----------------|
| <b>Exercice 2022</b>                            |                      |                     |   |                |
| <b>Chiffre d'affaires par ligne de services</b> | <b>3 041,1</b>       | <b>957,8</b>        | <b>365,2</b>                            | <b>4 364,1</b> |
| % du chiffre d'affaires                         | 69,7%                | 21,9%               | 8,4%                                    | 100,0%         |
| <b>Exercice 2021</b>                            |                      |                     |   |                |
| <b>Chiffre d'affaires par ligne de services</b> | <b>2 415,5</b>       | <b>926,5</b>        | <b>347,3</b>                            | <b>3 689,4</b> |
| % du chiffre d'affaires                         | 65,5%                | 25,1%               | 9,4%                                    | 100,0%         |

Le chiffre d'affaires de la division Services aux Commerçants est présenté net des commissions d'interchanges bancaires.

| (En millions d'euros)   | Services Commerçants | Services Financiers | Mobilité & Services Web Transactionnels | Structure centrale | Total Groupe   |
|---|----------------------|---------------------|---|--------------------|----------------|
| <b>Exercice 2022</b>  |                      |                     |   |                    |                |
| <b>Excédent Brut Opérationnel (EBO) par ligne de services</b> | <b>868,7</b>         | <b>271,9</b>        | <b>53,1</b>                             | <b>(61,2)</b>      | <b>1 132,5</b> |
| % du chiffre d'affaires                                       | 28,6%                | 28,4%               | 14,5%                                   | (1,4%)             | 25,9%          |
| <b>Exercice 2021</b>  |                      |                     |   |                    |                |
| <b>Excédent Brut Opérationnel (EBO) par ligne de services</b> | <b>629,3</b>         | <b>290,9</b>        | <b>51,8</b>                             | <b>(38,6)</b>      | <b>933,5</b>   |
| % du chiffre d'affaires                                       | 26,1%                | 31,4%               | 14,9%                                   | (1,0%)             | 25,3%          |

L'Excédent Brut Opérationnel (EBO) représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est déterminé de la manière suivante :

| (En millions d'euros)  | Exercice 2022  | Exercice 2021 | Variation    |
|--|----------------|---------------|--------------|
| <b>Marge opérationnelle</b>                                      | <b>864,1</b>   | <b>668,1</b>  | <b>196,0</b> |
| + Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles | 256,7          | 242,1         | 14,6         |
| + Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut         | 4,7            | 11,6          | (6,9)        |
| +/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite     | 7,2            | 7,3           | (0,1)        |
| +/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions                   | (0,2)          | 4,5           | (4,7)        |
| <b>EBO</b>   | <b>1 132,5</b> | <b>933,5</b>  | <b>199,0</b> |

Les actifs non courants détaillés ci-dessus par Ligne de Services sont réconciliés avec le total actif comme suit :

| (En millions d'euros)                                 | Services Commerçants | Services Financiers | Mobilité & Services Web Transactionnels | Partagés (*) | Total Groupe    |
|---|----------------------|---------------------|---|--------------|-----------------|
| <b>Au 31 décembre 2022</b>                            |                      |                     |   |              |                 |
| <b>Total des immobilisations par ligne de service</b> | <b>11 315,8</b>      | <b>1 676,5</b>      | <b>103,8</b>                            | <b>75,3</b>  | <b>13 171,4</b> |
| <b>Goodwill</b>                                       | <b>8 890,6</b>       | <b>1 270,3</b>      | <b>22,5</b>                             | <b>-</b>     | <b>10 183,4</b> |
| % du goodwill groupe                                  | 87,3%                | 12,5%               | 0,2%                                    | -            | 100,0%          |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>                  | <b>2 116,3</b>       | <b>303,8</b>        | <b>32,5</b>                             | <b>14,6</b>  | <b>2 467,3</b>  |
| <b>Immobilisations corporelles</b>                    | <b>144,6</b>         | <b>39,9</b>         | <b>15,1</b>                             | <b>27,5</b>  | <b>227,0</b>    |
| <b>Droits d'utilisation</b>                           | <b>164,4</b>         | <b>62,6</b>         | <b>33,6</b>                             | <b>33,2</b>  | <b>293,8</b>    |

\* une partie des immobilisations incorporelles et corporelles n'est pas imputable directement à une ligne de service car ce sont des éléments d'actifs mutualisés et partagés entre les trois lignes de services

| (En millions d'euros)                                 | Services Commerçants | Services Financiers | Mobilité & Services Web Transactionnels | Partagés (*) | Total Groupe    |
|---|----------------------|---------------------|---|--------------|-----------------|
| <b>Au 31 décembre 2021</b>                            |                      |                     |   |              |                 |
| <b>Total des immobilisations par ligne de service</b> | <b>10 284,0</b>      | <b>1 645,5</b>      | <b>105,7</b>                            | <b>74,0</b>  | <b>12 109,2</b> |
| <b>Goodwill</b>                                       | <b>8 061,3</b>       | <b>1 241,9</b>      | <b>26,3</b>                             | <b>-</b>     | <b>9 329,6</b>  |
| % du goodwill groupe                                  | 86,4%                | 13,3%               | 0,3%                                    | -            | 100,0%          |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>                  | <b>1 962,5</b>       | <b>300,5</b>        | <b>29,0</b>                             | <b>13,4</b>  | <b>2 305,4</b>  |
| <b>Immobilisations corporelles</b>                    | <b>116,0</b>         | <b>28,1</b>         | <b>20,0</b>                             | <b>30,0</b>  | <b>194,1</b>    |
| <b>Droits d'utilisation</b>                           | <b>144,2</b>         | <b>75,0</b>         | <b>30,4</b>                             | <b>30,5</b>  | <b>280,1</b>    |

\* une partie des immobilisations incorporelles et corporelles n'est pas imputable directement à une ligne de service car ce sont des éléments d'actifs mutualisés et partagés entre les trois lignes de services

L'information par région géographique pour la période est la suivante :

| (En millions d'euros)                           | Europe du nord (*) | Europe centrale et de l'est | Europe du sud | Autres       | Total Groupe   |
|---|--------------------|-----------------------------|---------------|--------------|----------------|
| <b>Exercice 2022</b>                            |                    |                             |               |              |                |
| <b>Chiffre d'affaires par zone géographique</b> | <b>2 011,6</b>     | <b>1 013,6</b>              | <b>878,0</b>  | <b>461,0</b> | <b>4 364,1</b> |
| % du chiffre d'affaires                         | 46,1%              | 23,2%                       | 20,1%         | 10,6%        | 100,0%         |

| (En millions d'euros)                           | Europe du nord (*) | Europe centrale et de l'est | Europe du sud | Autres       | Total Groupe   |
|---|--------------------|-----------------------------|---------------|--------------|----------------|
| <b>Exercice 2021</b>                            |                    |                             |               |              |                |
| <b>Chiffre d'affaires par zone géographique</b> | <b>1 385,3</b>     | <b>1 296,9</b>              | <b>738,6</b>  | <b>268,6</b> | <b>3 689,4</b> |
| % du chiffre d'affaires                         | 37,5%              | 35,2%                       | 20,0%         | 7,3%         | 100,0%         |

\* dont France pour 567,6 millions d'euros (556,2 millions d'euros en 2021)

Cette vision par zones géographiques est fondée sur les pays de vente et peut concerner d'autres zones géographiques pour les activités en ligne.

Les actifs non courants sont principalement constitués des *goodwill* et des frais de développement capitalisés,

non affectables par géographie car ils bénéficient chacun à plusieurs zones géographiques à la fois. Le reste est constitué des immobilisations corporelles qui ne sont pas significatives. Par conséquent, il n'est pas pertinent d'indiquer l'information des actifs non courants par géographie.

## 4.2. Clients et comptes rattachés

### Conventions/principes comptables

#### Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés sont initialement enregistrés à leur juste valeur, puis ultérieurement à leur valeur amortie. La valeur nominale représente généralement la juste valeur initiale. En cas de paiement différé sur un an, lorsque l'effet sur la juste valeur est significatif, les créances clients et comptes rattachés sont actualisés. Si nécessaire, une provision est constituée sur une base individuelle afin de prendre en compte les problèmes de recouvrement probables.

| (En millions d'euros)                                     | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---------------|---------------|
| Actifs de contrat   | 299,3         | 235,3         |
| Créances clients  | 468,2         | 476,6         |
| Provisions pour créances douteuses                        | (44,8)        | (31,5)        |
| <b>Valeur nette de l'actif</b>                            | <b>722,7</b>  | <b>680,5</b>  |
| Passifs de contrat (*)                                    | (185,4)       | (135,4)       |
| <b>Créances clients nettes</b>                            | <b>537,3</b>  | <b>545,1</b>  |
| <b>Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)</b> | <b>31</b>     | <b>32</b>     |

\* les passifs de contrat sont présentés dans les autres dettes courantes, cf. note 5.4

Les créances nettes représentent 12,3% du chiffre d'affaires 2022 (14,8% à fin 2021).

Pour les soldes impayés de plus de 60 jours, le Groupe examine la nécessité d'une dépréciation au cas par cas au moyen d'une revue trimestrielle de ses soldes.

### Balance âgée des clients

| (En millions d'euros)                                  | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|--|---------------|---------------|
| Dépassement du délai de règlement entre 0 et 30 jours  | 29,0          | 25,6          |
| Dépassement du délai de règlement entre 30 et 60 jours | 10,7          | 7,5           |
| Dépassement du délai de règlement entre 60 et 90 jours | 8,5           | 7,1           |
| Dépassement du délai de règlement supérieur à 90 jours | 37,9          | 32,7          |
| <b>Total</b>   | <b>86,0</b>   | <b>73,0</b>   |



## Note 5 Eléments opérationnels

### 5.1. Charges de personnel

| (En millions d'euros)   | Exercice 2022    | % du chiffre d'affaires | Exercice 2021    | % du chiffre d'affaires |
|---|------------------|-------------------------|------------------|-------------------------|
| Salaires & Charges sociales   | (1 379,2)        | 31,6%                   | (1 227,5)        | 33,3%                   |
| Taxes, formation, intéressement et participation                          | (9,2)            | 0,2%                    | (15,7)           | 0,4%                    |
| (Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel    | 0,8              | 0,0%                    | 1,0              | 0,0%                    |
| (Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour engagements de retraite | (7,2)            | 0,2%                    | (7,3)            | 0,2%                    |
| <b>Total</b>  | <b>(1 394,7)</b> | <b>32,0%</b>            | <b>(1 249,5)</b> | <b>33,9%</b>            |

### 5.2. Charges opérationnelles autres que charges de personnel

#### Conventions/principes comptables

##### Frais de sous-traitance

Les coûts de sous-traitance comprennent le coût des services sous-traités, dont environ la moitié est généralement de la sous-traitance informatique, principalement calculés sur une base temps et matériel. L'autre moitié provient d'autres services externalisés, qui comprennent principalement des services non informatiques tels que l'impression, le courrier et d'autres activités de préparation de relevés et des services de guichets automatiques. Le niveau de ces dépenses au cours d'une période donnée dépend principalement du nombre de projets en phase de projet, dont le Groupe peut décider d'externaliser plutôt que de gérer en interne, ainsi que les volumes de clients, qui entraînent des coûts qui dépendent du volume, tels que l'impression, le mailing et les relevés.

##### Redevance de systèmes de paiement

Inclus les frais versés à Visa, MasterCard et Bancontact (système de cartes de débit belges) dans le cadre des activités d'acquisition commerçant du Groupe.

##### Coûts de production capitalisés

Les charges d'exploitation sont présentées nettes des coûts de production capitalisés. Les coûts de développement d'applications spécifiques pour des clients ou de solutions technologiques mises à la disposition d'un groupe de clients dont la durée de vie utile de l'actif sous-jacent est supérieure à un an sont capitalisés. Leur montant global est compensé dans le compte de résultat via ce poste.

| (En millions d'euros)                         | Exercice 2022    | % du chiffre d'affaires | Exercice 2021    | % du chiffre d'affaires |
|---|------------------|-------------------------|------------------|-------------------------|
| Sous-traitance                                | (504,4)          | 11,6%                   | (416,7)          | 11,3%                   |
| Charges opérationnelles                       | (572,1)          | 13,1%                   | (484,3)          | 13,1%                   |
| Achats de matériel et logiciels               | (231,3)          | 5,3%                    | (271,7)          | 7,4%                    |
| Redevances Schéma de paiements                | (601,3)          | 13,8%                   | (380,8)          | 10,3%                   |
| Charges de maintenance                        | (105,6)          | 2,4%                    | (70,7)           | 1,9%                    |
| <b>Sous-total charges</b>                     | <b>(2 014,7)</b> | <b>46,2%</b>            | <b>(1 624,2)</b> | <b>44,0%</b>            |
| Amortissements des immobilisations            | (256,7)          | 5,9%                    | (242,1)          | 6,6%                    |
| (Dotations) / Reprises nettes aux provisions  | 1,0              | 0,0%                    | (4,3)            | -0,1%                   |
| Plus et moins-values d'immobilisations cédées | (4,4)            | 0,1%                    | (7,7)            | 0,2%                    |
| Pertes sur créances irrécouvrables            | (6,2)            | 0,1%                    | (6,8)            | 0,2%                    |
| Production immobilisée                        | 175,7            | -4,0%                   | 113,2            | -3,1%                   |
| <b>Sous-total autres charges</b>              | <b>(90,6)</b>    | <b>2,1%</b>             | <b>(147,7)</b>   | <b>4,0%</b>             |
| <b>Total</b>                                  | <b>(2 105,3)</b> | <b>48,2%</b>            | <b>(1 771,9)</b> | <b>48,0%</b>            |

La dépréciation des actifs représente la charge d'amortissement des actifs incorporels et corporels, hors amortissement des brevets et de la relation client reconnus à la juste-valeur des actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprise, présentés en autres charges

et produits opérationnels (voir Note 6 « Autres produits et charges opérationnels »).

Les redevances des systèmes de paiement ont augmenté principalement en lien avec les récentes acquisitions en Australie, en Italie et en Grèce.

### 5.3. Fournisseurs et comptes rattachés

| (En millions d'euros)                             | Au 31 décembre 2022 | Au 31 décembre 2021 |
|---|---------------------|---------------------|
| Dettes fournisseurs                               | 717,7               | 646,2               |
| <b>Dettes fournisseurs</b>                        | <b>717,7</b>        | <b>646,2</b>        |
| Paievements d'avance                              | (37,0)              | (22,3)              |
| Charges constatées d'avance                       | (74,0)              | (66,2)              |
| <b>Dettes fournisseurs nettes</b>                 | <b>606,7</b>        | <b>557,7</b>        |
| <b>Ratio fournisseur en nombre de jours (DPO)</b> | <b>76</b>           | <b>68</b>           |

Les dettes fournisseurs et les effets à payer devraient être réglés dans un délai d'un an.

Les charges constatées d'avance sont principalement les licences de logiciels, les charges de location, les contrats de support et la maintenance à long terme.

En 2022 Worldline a retraité le DPO publié en 2021 pour intégrer les charges liées aux systèmes de paiement dans la base de coût.

### 5.4. Autres actifs et passifs courants

#### Conventions/principes comptables

##### Stocks

Les stocks, composés principalement de terminaux de paiement, sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et comprend les coûts d'acquisition des stocks et les coûts encourus pour les amener à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur nette de réalisation.

##### Règles de présentation des actifs et des passifs courants

Les actifs et les passifs courants sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser, consommer ou régler durant le cycle d'exploitation normal, lequel peut s'étendre au-delà des douze mois suivant la clôture de l'exercice. Tous les autres actifs et passifs sont non-courants. Les actifs et les passifs courants à l'exclusion de la part à court terme des emprunts, des créances financières et des provisions constituent le besoin en fonds de roulement du Groupe.

#### 5.4.1 Stocks

| (En millions d'euros)    | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|--------------------------|---------------|---------------|
| Terminaux & consommables | 72,1          | 47,5          |
| Dépréciation de stocks   | (4,5)         | (5,4)         |
| <b>Total</b>             | <b>67,6</b>   | <b>42,1</b>   |

#### 5.4.2 Autres actifs courants

| (En millions d'euros)              |          | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|------------------------------------|----------|---------------|---------------|
| Etat – Créances de TVA             |          | 87,0          | 58,3          |
| Charges constatées d'avance        | Note 5.3 | 74,0          | 66,2          |
| Autres créances et actifs courants |          | 97,0          | 114,7         |
| Acomptes reçus                     | Note 5.3 | 37,0          | 22,3          |
| <b>Total</b>                       |          | <b>295,0</b>  | <b>261,5</b>  |

### 5.4.3 Instruments financiers courants

| (En millions d'euros)             | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|
| Dérivés - Actif                   | 2,8           | 8,7           |
| Autres actifs financiers courants | 313,0         | -             |
| <b>Total</b>                      | <b>315,9</b>  | <b>8,7</b>    |

Les autres actifs financiers courants correspondent principalement à la juste-valeur des titres restants sur TSS pour 15,04%, qui seront cédés le 1<sup>er</sup> janvier 2023 (311,9 millions d'euros).

### 5.4.4 Autres passifs courants

| (En millions d'euros)                         | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---------------|---------------|
| Passifs de contrats                           | 185,4         | 135,4         |
| Personnel et comptes rattachés                | 172,6         | 163,0         |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 89,7          | 63,8          |
| Taxe sur la valeur ajoutée                    | 104,2         | 80,4          |
| Autres dettes d'exploitation                  | 155,0         | 66,3          |
| <b>Total</b>                                  | <b>706,8</b>  | <b>508,8</b>  |

Les passifs de contrats consistent principalement en des avances relatives aux phases initiales des contrats de traitement d'opérations.

L'échéance des autres passifs courants est à moins d'un an, à l'exception des passifs de contrats dont l'échéance

varie en fonction des termes spécifiques des contrats. Les autres dettes d'exploitation incluent principalement les dettes sur immobilisations et les frais de services liés aux cartes de compte d'entreprise que Worldline fournit aux commerçants du secteur de l'hôtellerie et de la vente de détail, en particulier au Royaume-Uni.

## 5.5 Activités d'intermédiation

### Conventions/principes comptables

Dans le cadre de son activité de services transactionnels, le groupe assure l'intermédiation entre les commerçants, les émetteurs de cartes de crédit et les consommateurs finaux. Les fonds attendus correspondant au paiement du consommateur final ainsi que les fonds reçus et non encore remis aux commerçants sont inscrits à l'actif du bilan dans des comptes spécifiques, c'est-à-dire exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La contrepartie est une dette due aux commerçants.

#### Le bilan distingue deux types d'actifs :

- Les créances sur les émetteurs de cartes de crédit, en rapport avec les opérations effectuées pour le compte des commerçants mais non encore réglées par les sociétés émettrices des cartes ;
- Les fonds reçus pour des transactions non encore réglées pour le compte de commerçants et les transactions remboursables aux consommateurs.

#### Les passifs du bilan liés aux activités d'intermédiation comprennent principalement :

- Les passifs liés aux fonds provenant des consommateurs qui n'ont pas encore été transférés aux commerçants ;
- Les dettes liées aux dépôts de garantie des commerçants.

A travers ces activités d'intermédiation, Worldline et ses filiales font face à des fluctuations de trésorerie dues au délai qui peut exister entre le paiement fait aux commerçants et la réception des fonds de la part des systèmes de paiement (Visa, MasterCard ou les autres systèmes de paiement). Il arrive par ailleurs que des fonds soient remis à des marchands avant même qu'ils n'aient été reçus par le Groupe de la part des émetteurs de cartes. La durée de ce « préfinancement marchands » est généralement d'un ou deux jours. Afin d'éviter de puiser dans sa trésorerie pour assurer cette remise en avance aux marchands, le Groupe peut avoir recours à un financement bancaire spécifique et dédié. Celui-ci est inclus dans les dettes liées à l'activité d'intermédiation.

Des commissions d'interchange sont également définies par ces systèmes de paiement, excepté quand un contrat bilatéral existe entre l'Acquéreur et l'Émetteur de la carte. Worldline n'ayant pas conclu ce type d'accord avec les Émetteurs, les commissions d'interchange sont ainsi totalement fixées par les systèmes de paiement.

Le Groupe isole sur des lignes dédiées les actifs et passifs courants liés à ses activités d'intermédiation (nets des commissions d'interchange).

(En millions d'euros)

|   | Exercice 2022  | Exercice 2021  |
|---|----------------|----------------|
| Créances liées à l'activité d'intermédiation                  | 2 790,3        | 816,9          |
| Fonds liés à l'activité d'intermédiation                      | 1 977,1        | 1 753,2        |
| <b>Total des créances liées à l'activité d'intermédiation</b> | <b>4 767,4</b> | <b>2 570,1</b> |
| Dettes liées à l'activité d'intermédiation                    | 4 729,4        | 2 533,0        |
| Découverts liées à l'activité d'intermédiation                | 38,0           | 37,1           |
| <b>Total des dettes liées à l'activité d'intermédiation</b>   | <b>4 767,4</b> | <b>2 570,2</b> |

L'augmentation des créances et dettes liées à l'activité d'intermédiation est liée à deux effets, les acquisitions des activités d'acquisition de commerçants de Eurobank,

Axepta et ANZ, ainsi qu'un effet calendrier (le 31 décembre 2022 était un samedi), car les règlements ont lieu en semaine.

## Note 6 Autres produits et charges opérationnels

### Conventions/principes comptables

Les « autres produits et charges opérationnels » sont constitués des produits et charges qui sont inhabituels et peu fréquents. Ils sont présentés après la marge opérationnelle.

Ils englobent :

- La réorganisation des effectifs (par exemple, les plans liés aux regroupements d'entreprises, les plans de licenciement) ;
- Les coûts de rationalisation et frais associés, plans de transformation, coûts immobiliers (par exemple, consolidation des bureaux et des Datacenters) ;
- Les coûts d'intégration et d'acquisition (par exemple, les coûts de mise en œuvre du plan Synergy, les coûts d'acquisition des fusions et acquisitions) ;
- Les charges relatives à des paiements fondés sur des actions & coûts associés ;
- L'amortissement des amortissements des relations clients et des brevets, et
- Les autres coûts / revenus liés à des litiges majeurs, et les plus et moins-values sur la cession d'actifs corporels et incorporels, les pertes de valeur significatives sur les actifs autres que les actifs financiers, ou tout autre élément peu fréquent et inhabituel.

Les dotations et reprises de provisions pour réorganisation et rationalisation et coûts associés sont classées dans le compte de résultat en fonction de leur nature :

- Les réorganisations directement liées aux activités opérationnelles sont classées en marge opérationnelle ;
- Les réorganisations liées aux regroupements d'entreprises ou considérées comme des plans inhabituels et peu fréquents sont classées en « autres charges opérationnelles » ;

Si un plan de réorganisation est comptabilisé en « autres charges opérationnelles », les dépenses de rationalisation et coûts associés sur les locaux et bâtiments, relatives au plan, sont également présentées en « autres charges opérationnelles ».

Les « autres produits et charges opérationnels » incluent également les litiges majeurs, les plus et moins-values de cessions sur immobilisations corporelles et incorporelles, les pertes de valeur des actifs non financiers, l'amortissement des relations clients et brevets, l'amortissement des plans de rémunération fondés sur des actions et tout autre produit ou charge considéré comme inhabituel et peu fréquent.

### Paiements fondés sur des actions

Des options de souscription d'actions et des actions gratuites représentant des paiements fondés sur des actions, dénoués en instruments de capitaux propres, sont régulièrement attribuées aux dirigeants et à certains employés. Ces transactions sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle de Black et Scholes de valorisation des options et en tenant compte d'hypothèses de rotation du personnel et d'atteinte de condition de performance. Les variations de juste valeur des instruments après la date d'attribution n'ont aucun impact sur la valorisation initiale. La juste valeur des instruments est comptabilisée linéairement en « autres charges et produits opérationnels » depuis 2016, pendant la période d'acquisition des droits, en contrepartie des capitaux propres. Les plans d'actionnariat salariés permettent aux employés de souscrire à des actions du Groupe à un prix incluant une décote. Les actions sont soumises à une période d'incessibilité. La méthode d'évaluation de la charge de ces plans prend en compte :

- le prix d'exercice correspondant à la moyenne des 20 derniers cours d'ouverture de bourse précédant la date d'attribution ;
- la décote octroyée aux salariés ;
- le nombre d'actions gratuites attribuées en fonction des souscriptions individuelles ;
- l'incessibilité des actions attribuées aux salariés pendant une période de restriction dans la mesure où cela affecterait le prix que paierait un intervenant du marché bien informé et consentant pour ces actions ; et
- la date d'attribution des droits qui est la date d'annonce du plan et de ses conditions générales (y compris le prix d'exercice) aux salariés.

(En millions d'euros)

|   | Exercice 2022  | Exercice 2021  |
|---|----------------|----------------|
| Réorganisation des effectifs  | (28,5)         | (11,4)         |
| Rationalisation et frais associés   | (8,8)          | (26,7)         |
| Coûts d'intégration et d'acquisition                                      | (155,0)        | (86,0)         |
| Charges relatives à des paiements fondés sur des actions & coûts associés | (37,3)         | (51,5)         |
| Amortissement de la relation clients et des brevets                       | (237,6)        | (188,7)        |
| Autres  | (61,8)         | 0,4            |
| <b>Total</b>  | <b>(529,0)</b> | <b>(363,9)</b> |

Les **frais de réorganisation du personnel** de 28,5 millions d'euros ont augmenté de 17,1 millions d'euros par rapport à l'année dernière et correspondent principalement aux synergies et aux coûts induits par les récentes acquisitions et les nouveaux objectifs de modèle opérationnel du groupe.

Les 8,8 millions d'euros de **rationalisation et les frais associés** ont baissé de 17,9 millions d'euros. En 2021, la charge de 26,7 millions d'euros sur cette ligne a été principalement liée au déménagement du siège.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** ont atteint 155,0 millions d'euros, soit une augmentation de 69,0 millions d'euros, et sont principalement liés à l'accélération de la mise en œuvre des synergies issues de l'acquisition d'Ingenico, à la création de la joint-venture en Australie avec ANZ et à d'autres récentes acquisitions (le portefeuille marchand Handelsbanken et la joint-venture italienne avec BNL).

**L'amortissement de la relation clients et des brevets** de 237,6 millions d'euros correspond principalement à :

- 134,0 millions d'euros de relations clients, de technologies et de brevets d'Ingenico ;
- 47,2 millions d'euros de relations clients, de technologies et de brevets de SIX Payment Services ;
- 21,1 millions d'euros de relations clients, de technologies et de brevets de Cardlink ;
- 10,4 millions d'euros de relations clients, de technologies et de brevets de ANZ ;
- 8,3 millions d'euros de relations clients, de technologies et de brevets de equensWorldline ;
- 6,9 millions d'euros de relations clients, de technologies et de brevets de Acepta.

Le poste « **Autres** » s'élève à 61,8 millions d'euros, en raison notamment de la cession de deux entités en Amérique Latine ayant généré un impact négatif de 47,3 millions d'euros, principalement liée au recyclage des réserves de conversion au résultat.

## 6.1 Paiements fondés sur des actions

La charge de 37,3 millions d'euros enregistrée en 2022 en « autres produits et charges opérationnelles » au titre des paiements fondés sur des actions (51,5 millions d'euros en 2021) est principalement composée des

plans d'attributions d'actions gratuites mis en place en 2019, 2020, 2021 et 2022, des plans de stock-options mis en place en 2019, 2020, 2021 et 2022 ainsi que les charges sociales associées à ces plans.

(En millions d'euros)

|                              | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|------------------------------|---------------|---------------|
| Plans d'actions gratuites    | 33,2          | 48,0          |
| Plans de stock-options       | 1,8           | 2,0           |
| Plans d'actionnariat salarié | 1,5           | 0,5           |
| Autres                       | 0,8           | 1,0           |
| <b>Total</b>                 | <b>37,3</b>   | <b>51,5</b>   |

## 6.2 Plans d'actions gratuites

Les plans d'actions gratuites répondent aux règles suivantes :

- L'attribution des actions gratuites est généralement subordonnée à une condition de présence au Groupe en tant que salarié ou mandataire social ayant un contrat de travail ou un mandat social avec Worldline ou tout autre salarié d'une société liée au Groupe Worldline ;
- L'attribution des actions gratuites est aussi subordonnée à l'atteinte de critères de performance, financiers et non financiers ;

- Les conditions de performance à caractère financier sont les suivantes :
  - Croissance organique du chiffre d'affaires du Groupe Worldline ; et
  - Excédent brut opérationnel (EBO) du Groupe Worldline ; et
  - Flux de trésorerie disponible du Groupe Worldline.

A compter des plans attribués en 2020, les critères de performance financière représentent 80% des critères de performance conditionnant l'acquisition totale. Les 20% restants des critères de performance conditionnant l'acquisition totale sont relatifs à la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.

La période d'acquisition des actions varie selon les plans mais n'excède jamais 3,5 ans.

Pour les plans d'attribution d'actions gratuites mis en place en 2019, le nombre d'actions à livrer est soumis à la réalisation de conditions de performance internes et externes. Dans le cas où l'objectif de l'un des critères de performance interne ne serait pas atteint à l'issue de la dernière année du plan, ce critère serait tout de même considéré comme validé si le niveau effectivement atteint représente au moins 85% de l'objectif ; toutefois, l'acquisition définitive des actions de performance serait alors limitée à 75% du nombre total d'actions initialement attribué.

Pour les plans d'attribution d'actions gratuites mis en place en 2020, 2021 et 2022, le nombre d'actions à livrer est soumis à la réalisation de conditions de performance internes et externes, basées sur des courbes d'élasticité définies pour chaque objectif. Dans tous les cas, le taux moyen d'acquisition est limité à 100%.

Il n'y a pas de période de conservation attachée aux actions gratuites définitivement acquises.

Tous les plans d'actions gratuites donnent droit à la livraison d'actions Worldline.

Le Groupe a mis en place un nouveau plan d'action de performance le 09 juin 2022.

La charge totale de 33,2 millions d'euros enregistrée durant l'exercice 2022 au titre des plans d'actions gratuites en vigueur est détaillée comme suit :

| Date d'attribution   | 2 Janvier 2019 | 11 Juin 2019 | 24 Juillet 2019 | 9 Juin 2020  | 28 Octobre 2020   | 27 Mai 2021  | 9 juin 2022  |
|--|----------------|--------------|-----------------|--------------|---|--------------|--------------|
| Nombre d'instruments attribués initialement  | 93 700         | 727 840      | 326 965         | 379 730      | 560 401   | 685 935      | 1 159 545    |
| Dont nombre d'instruments attribués initialement à des bénéficiaires TSS             |                |              |                 |              | 166 015 (*)   | 107 050 (*)  |              |
| Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)                                 | 41,62          | 63,64        | 65,65           | 67,60        | 62,14   | 77,81        | 38,95        |
| Date(s) d'acquisition  | 31 Mars 2022   | 11 Juin 2022 | 24 Juillet 2022 | 9 Juin 2023  | 11 Juin 2023 +<br>07 Septembre 2023 +<br>16 Octobre 2023 (**) | 27 Mai 2024  | 9 Juin 2025  |
| Durée de vie   | 3 ans          | 3 ans        | 3 ans           | 3 ans        | 3 ans   | 3 ans        | 3 ans        |
| Période de conservation  | -              | -            | -               | -            | -   | -            | -            |
| Taux sans risque   | -              | -            | -               | -            | -   | -            | -            |
| Dividendes prévus  | 1,1%           | 1,1%         | 1,1%            | 1,1%         | 1,1%  | 1,1%         | 1,1%         |
| <b>Juste valeur des instruments attribués (en euros)</b>                             | <b>40,16</b>   | <b>62,52</b> | <b>63,52</b>    | <b>65,41</b> | <b>60,38</b>  | <b>75,28</b> | <b>37,69</b> |
| Charge reconnue en 2022 (en millions d'euros)  | 0,4            | (7,8)        | 3,7             | 9,9          | 9,6   | 12,0         | 5,5          |
| Charge reconnue en 2022 au titre des activités non poursuivies (en millions d'euros) | -              | 9,3          | -               | -            | 5,7   | 5,0          | -            |

\* Selon IFRS 2, les actions accordées à des bénéficiaires de TSS ont fait l'objet d'un vesting accéléré pour un total de 10,7 millions d'euros, comptabilisés en activités destinées à être cédées.

\*\*Tenant compte de la date d'attribution initiale des plans d'actions gratuites Ingenico 2020 attribués par Ingenico le 11 juin 2020, le 7 septembre 2020 et le 16 octobre 2020 et sont substitués par le plan d'actions gratuites Worldline 2020 attribué le 28 octobre 2020.

### 6.3 Plans de stock-options

Les plans de stock-options répondent aux règles suivantes :

- L'exercice des options est généralement subordonné à une condition de présence au Groupe en tant que salarié ou mandataire social ayant un contrat de travail ou un mandat social avec Worldline ou tout autre salarié d'une société liée au Groupe Worldline ;
- L'exercice des options est subordonné à l'atteinte de critère de continuité de l'emploi et de critères de performance, financiers et non financiers ;
- Les conditions de performance à caractère financier sont les suivantes :
  - Croissance organique du chiffre d'affaires du Groupe Worldline ;
  - Excédent brut opérationnel (EBO) du Groupe Worldline ; et
  - Flux de trésorerie disponible du Groupe Worldline.

A compter du plan 2020, les critères de performance financière représentent 80% des critères de performance conditionnant l'acquisition totale. Les 20% restants des critères de performance conditionnant

l'acquisition totale sont relatifs à la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.

La période d'acquisition varie selon les règles des plans mais n'excède jamais 3,5 ans.

Pour les plans de stock-options mis en place en 2019, le nombre d'options à acquérir est soumis à la réalisation de conditions de performance internes et externes. Pour chaque année, au moins deux des trois critères de performance interne doivent être obligatoirement atteints. Dans le cas où l'objectif de l'un des critères de performance interne ne serait pas atteint une année, ce critère deviendrait obligatoire l'année suivante. Si cela n'est pas le cas, le plan serait caduc.

Pour les plans 2020, 2021 et 2022, le nombre d'options à acquérir est conditionné à l'atteinte de conditions de performance internes et externes, en fonction des courbes d'élasticité définies pour chaque objectif. Dans tous les cas, le taux d'acquisition moyen est limité à 100%.

La date d'expiration de l'option ne dépasse jamais 10 ans après la date d'attribution.

L'exercice de l'option est impacté en capitaux propres.

Le Groupe a reconnu une charge de 1,8 millions d'euros au titre des plans de stock-options détaillés ci-dessous :

| Date d'attribution | Charge 2022<br>(en million<br>d'euros) | Nombre<br>d'options<br>attribuées<br>initialement | Date d'acquisition | Nombre<br>d'options<br>acquises |
|--------------------|--|---|--------------------|---------------------------------|
| 2 janvier 2019     | 0,1                                    | 130 550   | 31 Mars 2022       | 130 550                         |
| 24 juillet 2019    | 0,2                                    | 98 600  | 24 Juillet 2022    | 88 637                          |
| 9 juin 2020        | 0,5                                    | 101 120   | 9 Juin 2023        | -                               |
| 27 mai 2021        | 0,5                                    | 117 150   | 27 Mai 2024        | -                               |
| 9 juin 2022        | 0,6                                    | 193 530   | 9 Juin 2025        | -                               |
| <b>Total</b>       | <b>1,8</b>                             | <b>640 950</b>                                    |                    | <b>219 187</b>                  |

Les caractéristiques des plans de stock-options en vigueur sont les suivantes :

| Date d'attribution                                    | 2 Janvier 2019 | 24 Juillet 2019 | 9 Juin 2020 | 27 Mai 2021 | 9 Juin 2022 |
|---|----------------|-----------------|-------------|-------------|-------------|
| Nombre d'options attribuées                           | 130 550        | 98 600          | 101 120     | 117 150     | 193 530     |
| Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)  | 41,6           | 65,7            | 67,6        | 77,8        | 39,0        |
| Prix d'exercice (en euros)                            | 46,7           | 66,8            | 69,7        | 81,4        | 39,7        |
| Date d'acquisition                                    | 31 Mars 2022   | 24 Juillet 2022 | 9 Juin 2023 | 27 Mai 2024 | 9 Juin 2025 |
| Volatilité prévue                                     | 25%            | 26%             | 24%         | 28%         | 32%         |
| Date d'échéance attendue du plan                      | 5 ans          | 5 ans           | 5 ans       | 5 ans       | 5 ans       |
| Taux d'intérêt sans risque                            | (0,003%)       | (0,158%)        | (0,142%)    | (0,450%)    | 1,451%      |
| Dividende prévu                                       | 1,10%          | 1,10%           | 1,10%       | 1,10%       | 1,10%       |
| <b>Juste valeur des options attribuées (en euros)</b> | <b>6,2</b>     | <b>12,4</b>     | <b>11,5</b> | <b>14,9</b> | <b>10,2</b> |
| <b>Charge reconnue en 2022 (en millions d'euros)</b>  | <b>0,1</b>     | <b>0,2</b>      | <b>0,5</b>  | <b>0,5</b>  | <b>0,6</b>  |

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des options de souscription d'actions de Worldline S.A. en circulation durant l'exercice :

|   | Exercice 2022       |   | Exercice 2021       |   |
|---|---------------------|---|---------------------|---|
|   | Nombre<br>d'actions | Moyenne<br>pondérée du<br>prix d'exercice<br>(en euros) | Nombre<br>d'actions | Moyenne<br>pondérée du prix<br>d'exercice (en<br>euros) |
| <b>En circulation en début d'année</b>  | <b>1 828 890</b>    | <b>36,5</b>   | <b>1 803 515</b>    | <b>32,9</b>   |
| Attribuées durant l'année   | 193 530             | 39,7  | 117 150             | 81,4  |
| Annulées durant l'année   | (36 883)            | 64,8  | -                   | -   |
| Exercées durant l'année   | (159 976)           | 18,9  | (91 775)            | 22,2  |
| <b>En circulation en fin de période</b>   | <b>1 825 561</b>    | <b>37,8</b>   | <b>1 828 890</b>    | <b>36,5</b>   |
| <b>Exercables à la fin de l'année, en dessous du cours de l'action à la fin de l'exercice *</b> | <b>1 440 681</b>    | <b>28,2</b>   | <b>1 381 470</b>    | <b>27,2</b>   |

\* cours de l'action à la clôture annuelle : 36,53 euros en 2022 et 49,01 euros en 2021

## Note 7 Actifs et passifs financiers et résultat financier

### 7.1. Résultat financier

| (En millions d'euros)  | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|--|---------------|---------------|
| Charges d'intérêts sur emprunts obligataires   | (19,9)        | (28,6)        |
| Charges d'intérêts sur la dette à long terme   | (0,9)         | (2,7)         |
| Charges d'intérêts sur obligations convertibles  | (11,4)        | (11,3)        |
| Intérêts nets sur trésorerie et autres équivalents de trésorerie                                   | 0,1           | 1,9           |
| Autres   | (6,0)         | 2,4           |
| <b>Charges d'intérêts nettes</b>   | <b>(38,2)</b> | <b>(38,3)</b> |
| Perte de change nette  | (17,0)        | 1,2           |
| Hyperinflation   | (18,9)        | 0,0           |
| Gains ou pertes sur instruments dérivés  | (0,1)         | 1,3           |
| <b>Gains ou pertes de change nets</b>  | <b>(36,0)</b> | <b>2,5</b>    |
| Composante financière des dépenses de retraite et coût des autres avantages postérieurs à l'emploi | (2,5)         | (2,1)         |
| Variation de la juste valeur et Cession des actions Visa   | 44,9          | 8,0           |
| Variation de la juste valeur des autres actifs/passifs financiers                                  | (4,3)         | -             |
| Intérêts financiers sur la dette locative (IFRS 16)  | (4,9)         | (4,9)         |
| Dépréciation des autres actifs financiers  | (0,0)         | (2,0)         |
| Autres charges financières   | (4,5)         | (3,3)         |
| Autres produits financiers   | 4,6           | 2,1           |
| <b>Autres charges et produits financiers nets</b>  | <b>33,3</b>   | <b>(2,2)</b>  |
| <b>Total</b>   | <b>(40,9)</b> | <b>(38,0)</b> |

Les charges financières nettes s'élèvent à 40,9 millions d'euros sur la période (contre une charge de 38,0 millions d'euros en 2021) et se composent de :

- Un coût net de l'endettement financier de 38,2 millions d'euros (38,3 millions d'euros en 2021) ;
- Un coût financier net non opérationnel incluant l'impact de change de 2,7 millions d'euros (produit de 0,3 million d'euros en 2021).

Le coût net de l'endettement financier de 38,2 millions d'euros est principalement constitué d'intérêts liés aux emprunts obligataires non convertibles (19,9 millions d'euros) et aux obligations convertibles (11,4 millions d'euros). La variation par rapport à l'année dernière s'explique par l'impact du remboursement d'emprunt obligataire en 2021 générant des charges pour 8,7 millions d'euros, compensé par une augmentation de 8,4 millions d'euros des autres charges d'intérêts financiers, principalement liées à 6,5 millions d'euros d'intérêts financiers sur découverts bancaires liés aux nouvelles activités du Groupe en Australie.

Le coût financier net non opérationnel de 2,7 millions d'euros se compose principalement :

- d'une perte de change pour 35,7 millions d'euros (gain de 2,5 millions d'euros en 2021), principalement lié à la dépréciation de l'euro sur la période, ainsi qu'aux impacts de l'hyperinflation en Argentine et en Turquie pour -18,9 millions d'euros ;
- des intérêts financiers sur dette de location (IFRS 16) pour une charge de 4,9 millions d'euros (idem 2021) ;
- des coûts financiers de retraite pour 2,5 millions d'euros (2,1 millions d'euros en 2021) représentent la différence entre les charges d'intérêts sur les obligations au titre des prestations définies et les produits d'intérêts sur les actifs des régimes capitalisés (voir Note 11 « Retraites et avantages similaires ») ;
- de la comptabilisation au compte de résultat consolidé du produit net de cession des actions Visa en 2022 pour 40,3 millions d'euros, et du produit de réévaluation à la juste-valeur au 31 décembre 2022 des actions de préférence Visa toujours détenues par les entités du Groupe pour 4,6 millions d'euros (8,0 millions d'euros en 2021) ;
- de la charge de réévaluation à la juste-valeur des autres instruments financiers pour 4,3 millions d'euros, principalement liée aux actions de préférence Bidco Poseidon ;
- des autres charges financières principalement liées à divers frais financiers pour 4,5 millions d'euros ;
- des autres produits financiers pour 4,6 millions d'euros provenant principalement de la réévaluation de la contribution au fond Partech FCPR pour 3,1 millions d'euros et des dividendes reçus des actions de préférence Visa pour 1,5 millions d'euros.



## 7.2. Trésorerie et équivalents de trésorerie

### Conventions/principes comptables

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en banque et les instruments financiers tels que les titres de marché monétaire. Ces instruments financiers sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme et ont une échéance courte, généralement inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition. Certains instruments, tels que les dépôts à terme, ayant une échéance initiale plus longue mais prévoyant un retrait anticipé et une garantie du capital peuvent également être classés dans la catégorie des équivalents de trésorerie dans certaines circonstances. Les titres du marché monétaire sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges financiers ».

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat.

Pour les entités ayant souscrit à l'accord de convention de trésorerie du Groupe, les positions bilancielle de disponibilités et de découverts bancaires relative à cet accord sont globalisées et seule la position nette créditrice ou débitrice est présentée dans le bilan consolidé du Groupe. Il s'agit d'une convention de cash-pool notionnel.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus auprès de contreparties de banques et d'institutions financières, dont la majorité est notées de A- à AA-. La dépréciation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (autres que les valeurs mobilières de placement évalués à la juste valeur par résultat) est calculée sur la base de la probabilité de défaut de S&P.

| (En millions d'euros)                                     | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Disponibilités et autres équivalents de trésorerie        | 1 369,4          | 1 126,3          |
| Valeurs mobilières de placement monétaires                | 230,1            | -                |
| Total trésorerie et équivalents de trésorerie             | 1 599,5          | 1 126,3          |
| Total trésorerie passive                                  | (47,9)           | (69,0)           |
| <b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie nets</b> | <b>1 551,7</b>   | <b>1 057,3</b>   |

Dans un certain nombre de pays (Inde, Chine, Brésil, Argentine pour les principaux) où le Groupe opère, il peut y avoir des restrictions à la convertibilité et/ou la transférabilité immédiate des devises ; le cash restant utilisable dans le pays. Si ce dernier est jugé comme excessif au regard des besoins dans le pays, des risques locaux de liquidité ou du niveau de rémunération obtenu localement, la situation est gérée via des prêts intragroupes ou via des distributions de dividendes.

En outre, le Groupe a mis en gage un dépôt en espèces afin de garantir le paiement des loyers à des tiers. Il peut être substitué à tout moment par une garantie bancaire (voir Note 14 « Engagements hors bilan »).

L'augmentation de la trésorerie nette en 2022, en comparaison avec 2021, est principalement due aux contreparties reçues suite à la cession de TSS.

## 7.3. Actifs financiers non courants

### Conventions/principes comptables

#### Investissements dans des sociétés non consolidées

Le Groupe détient des actions dans des sociétés sans influence notable ni contrôle. Les placements dans des sociétés non consolidées sont comptabilisés à leur juste valeur via le compte de résultat. Pour les actions cotées, la juste valeur correspond au cours de l'action à la date de clôture.

#### Action de préférence Visa

L'analyse appliquée suivant IFRS 9 est celle d'un instrument de dette. Le traitement comptable des instruments de dette est déterminé par le modèle économique de l'instrument financier et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie entrants des instruments financiers. Il est entendu que les actions de préférence convertibles Visa ne satisfont pas au critère SPPI (paiement unique de principal et d'intérêts) parce que les flux de trésorerie générés par ces actions comprennent une indexation de la valeur des actions Visa, et que cette indexation entraîne une variabilité qui ne représente pas uniquement un paiement du principal et des intérêts. Dans cette situation, le traitement comptable est la juste valeur par le biais du compte de résultat.

#### Créances non courantes de location

Certains accords de services peuvent être qualifiés de contrats de location s'ils confèrent le droit d'utiliser un actif en contrepartie de paiements inclus dans la rémunération globale du contrat. Si les contrats de services contiennent un contrat de location, le Groupe est considéré comme le bailleur vis-à-vis de ses clients.

(En millions d'euros)

|   | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Actifs de régime de retraite  | 21,5             | 0,0              |
| Juste valeur des participations non consolidées net des dépréciations | 695,1            | 115,6            |
| Titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence          | 3,3              | 3,8              |
| Autres  | 66,4             | 11,7             |
| <b>Total</b>  | <b>786,4</b>     | <b>131,1</b>     |

Les participations non consolidées comprennent principalement :

- Des actions préférentielles de Poseidon Bidco dont la juste valeur est estimée à 635 millions d'euros au 31 décembre 2022. Ces actions ont été apportées à Worldline par Apollo le 30 septembre 2022, dans le cadre de la cession de TSS et représentent 12,7% du capital de Poseidon Bidco et 5% de ses droits de vote.
- Des actions Visa pour 33 millions d'euros au 31 décembre 2022 et 94,6 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Les titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence sont principalement relatifs à la participation dans la société In-touch.

Le poste « Autres » comprend notamment la juste-valeur du paiement différé à recevoir du fonds Apollo sur les deux prochaines années, pour 53,9 millions d'euros, en contrepartie de la cession de TSS au 30 septembre 2022.

## 7.4. Emprunts

### Conventions/principes comptables

#### Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur, nette des frais d'émission directement rattachables. Les emprunts sont ensuite évalués au coût amorti. Le calcul du taux d'intérêt effectif prend en compte les paiements d'intérêts et l'amortissement des coûts d'émission.

Les frais d'émission d'emprunts sont amortis en charges financières sur la durée de vie de l'emprunt via la méthode du TIE. La valeur résiduelle des frais d'émission d'emprunts remboursés par anticipation est comptabilisée en charge de l'exercice dès qu'il est probable que la durée de l'emprunt sera raccourcie, compte tenu de l'intention d'exercer la clause de remboursement anticipé.

Les découverts bancaires sont enregistrés dans la partie courante des emprunts.

| (En millions d'euros)                            | 31 décembre 2022 |                |                | 31 décembre 2021 |                |                |
|--|------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|
|  | Courant          | Non courant    | Total          | Courant          | Non courant    | Total          |
| Découverts et cash-pooling                       | 47,7             | 0,0            | 47,7           | 69,0             | 0,0            | 69,0           |
| Autres passifs financiers                        | 48,0             | 0,0            | 48,0           | 606,6            | 0,0            | 606,6          |
| Options de vente (Put) sur intérêts minoritaires | 0,0              | 186,0          | 186,0          | 59,2             | 10,6           | 69,8           |
| Autres dettes long terme                         | 0,5              | 55,0           | 55,5           | 0,5              | 55,0           | 55,5           |
| Obligations convertibles                         | 0,0              | 1 362,6        | 1 362,6        | 0,0              | 1 351,2        | 1 351,2        |
| Obligations                                      | 506,4            | 1 595,2        | 2 101,6        | 7,3              | 2 092,9        | 2 100,2        |
| <b>Total passifs financiers</b>                  | <b>602,7</b>     | <b>3 198,8</b> | <b>3 801,5</b> | <b>742,6</b>     | <b>3 509,7</b> | <b>4 252,3</b> |

Les comptes courants ayant une maturité à court terme – moins d'un mois – ne font pas l'objet de rémunération.

Les autres dettes long terme sont composées des emprunts Schuldschein (voir B.4.2.3 Structure de Financement).

En 2022, les options de vente sur intérêts minoritaires pour 186,0 millions d'euros sont relatives aux acquisitions d'Eurobank, Axepta, Softpos et Cardlink. Au 31 décembre 2021, elles étaient liées aux acquisitions GoPay et Cardlink. La variation de la juste valeur de la période est comptabilisée dans les capitaux propres.

### 7.4.1 Variation de l'endettement net sur la période

| (En millions d'euros)                                       | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| <b>Endettement net en début de période</b>                  | <b>(3 125,6)</b> | <b>(3 211,3)</b> |
| Nouvelles obligations                                       | -                | -                |
| Remboursement d'obligations                                 | -                | 451,0            |
| Augmentations des autres dettes long terme                  | -                | -                |
| Remboursement des autres dettes long terme                  | -                | -                |
| Augmentation des options de vente sur intérêts minoritaires | (175,5)          | (44,0)           |
| Diminution des options de vente sur intérêts minoritaires   | 59,4             | -                |
| Augmentation des autres passifs financiers                  | -                | (1 595,7)        |
| Diminution des autres passifs financiers                    | 559,5            | 1 519,2          |
| Effet des regroupements d'entreprise                        | (0,9)            | (20,6)           |
| Variation de trésorerie à court terme                       | 487,9            | (0,9)            |
| Incidence des variations de cours des monnaies étrangères   | 6,7              | 20,0             |
| Impact net des intérêts sur la période                      | (13,5)           | (16,8)           |
| Autres mouvements liés aux opérations de financement        | -                | (23,5)           |
| <b>Endettement net en fin de période avant IFRS 5</b>       | <b>(2 201,9)</b> | <b>(2 922,7)</b> |
| Endettement net TSS retraité IFRS 5 (2021)                  | -                | 202,9            |
| <b>Endettement net en fin de période</b>                    | <b>(2 201,9)</b> | <b>(3 125,6)</b> |

La variation des autres passifs financiers provient principalement des titres négociables (augmentation de 3 068 millions d'euros et diminution de 3 627 millions d'euros).

L'augmentation des options de vente sur intérêts minoritaires est composée des nouvelles options relatives aux opérations de 2022 (Softpos, Axepta, Eurobank) ainsi que de la réévaluation de l'option Cardlink. La diminution des options de vente correspond au paiement de l'option GoPay.

### 7.4.2 Endettement net

| (En millions d'euros)                       | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 | Trésorerie nette de TSS, comptabilisée en actif destiné à la vente | 31 décembre 2021, incluant la trésorerie nette de TSS, comptabilisée en actif destiné à la vente |
|---|------------------|------------------|--|--|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie     | 1 599,5          | 1 126,3          | 7,0  | 1 341,4  |
| Passifs financiers non courants             | (3 198,8)        | (3 509,7)        | (0,1)  | (3 509,8)  |
| Part à moins d'un an des passifs financiers | (602,7)          | (742,6)          | (12,1)   | (754,7)  |
| <b>Total Endettement net</b>                | <b>(2 201,9)</b> | <b>(3 125,6)</b> | <b>202,9</b>   | <b>(2 923,0)</b>   |

### 7.4.3 Suivi des emprunts obligataires et obligations convertibles

| Principales caractéristiques                          | Maturité | Jun 2023                            | Septembre 2024                      | Septembre 2024                      | Juillet 2025                         | Juillet 2026                         | Juillet 2026                         | Jun 2027                            |
|---|----------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|
|   | Nature   | Emprunt obligataire 3 ans           | Emprunt obligataire 7 ans           | Emprunt obligataire 5 ans           | Obligations convertibles 5 ans       | Obligations convertibles 5,7 ans     | Obligations convertibles 7 ans       | Emprunt obligataire 7 ans           |
| Nature  |          | Obligation à taux fixe non garantie | Obligation à taux fixe non garantie | Obligation à taux fixe non garantie | Océane                               | Océane                               | Océane                               | Obligation à taux fixe non garantie |
| Date d'émission                                       |          | Jun 2020                            | Septembre 2017                      | Septembre 2019                      | Juillet 2020                         | Decembre 2020 (*)                    | Juillet 2019                         | Jun 2020                            |
| Date d'échéance                                       |          | Jun 2023                            | Septembre 2024                      | Septembre 2024                      | Juillet 2025                         | Juillet 2026                         | Juillet 2026                         | Jun 2027                            |
| Montant de l'émission (en M€)                         |          | 500,0                               | 600,0                               | 500,0                               | 600,0                                | 200,0                                | 600,0                                | 500,0                               |
| Trésorerie reçue (en M€)                              |          | 499,6                               | 596,8                               | 497,5                               | 637,8                                | 225,8                                | 642,0                                | 496,5                               |
| Coupon  |          | 0,5%                                | 1,6%                                | 0,3%                                | 0,0%                                 | 0,0%                                 | 0,0%                                 | 0,9%                                |
| Taux de rémunération à l'échéance                     |          | 0,5%                                | 1,7%                                | 0,4%                                | -1,2%                                | -2,1%                                | -1,1%                                | 1,0%                                |
| Ratio de conversion                                   |          | N/A                                 | N/A                                 | N/A                                 | 1 action par obligation              | 1 action par obligation              | 1 action par obligation              | N/A                                 |
| Option de remboursement anticipée                     |          | N/A                                 | N/A                                 | N/A                                 | De Juillet 2023 à la date d'échéance | De Juillet 2024 à la date d'échéance | De Juillet 2024 à la date d'échéance | N/A                                 |
| Méthode de comptabilisation                           |          | Coût amorti (IFRS 9)                | Coût amorti (IFRS 9)                | Coût amorti (IFRS 9)                | Split accounting (IAS 32)            | Split accounting (IAS 32)            | Split accounting (IAS 32)            | Coût amorti (IFRS 9)                |
| Frais (en M€)   |          | 1,2                                 | 2,2                                 | 1,3                                 | 3,7                                  | 0,7                                  | 5,2                                  | 1,8                                 |
| Option d'achat (en M€)                                |          | 0,0                                 | 0,0                                 | 0,0                                 | 4,8                                  | 2,1                                  | 4,2                                  | 0,0                                 |
| Composante dette à la souscription (en M€)            |          | 498,4                               | 594,6                               | 496,2                               | 578,6                                | 195,5                                | 554,8                                | 494,6                               |
| Composante capitaux propres à la souscription (en M€) |          | 0,0                                 | 0,0                                 | 0,0                                 | 55,5                                 | 29,6                                 | 82,0                                 | 0,0                                 |
| Taux d'intérêt effectif (TIE)                         |          | 0,6%                                | 1,8%                                | 0,4%                                | 0,7%                                 | 0,4%                                 | 1,1%                                 | 1,0%                                |

\* lié aux obligations convertibles initiales émises en juin 2020

La comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur des obligations est la suivante :

| (En millions d'euros)                  | Valeur comptable | Juste valeur   |
|--|------------------|----------------|
| OCEANES                                | 1 362,6          | 1 224,9        |
| Emprunts obligataires non convertibles | 2 094,9          | 1 979,2        |
| <b>Total emprunts obligataires</b>     | <b>3 457,6</b>   | <b>3 204,1</b> |

La valeur comptable correspond à la valeur totale de la dette financière dans les états financiers consolidés. Toutes les obligations convertibles OCEANE ont été comptabilisées à l'émission selon la méthode du « split accounting », avec une composante dette financière comptabilisée au coût amorti, et une composante capitaux propres dont la valeur comptable a été fixée à la date d'émission.

La valeur nominale des obligations non convertibles s'élève à 2 094,9 millions d'euros. La valeur totale de ces obligations figurant au bilan, soit 2 101,6 millions d'euros, comprend également des intérêts courus pour 6,7 millions d'euros.

Toutes les obligations émises par Worldline sont négociées sur des marchés actifs, les justes valeurs indiquées ci-dessus sont des mesures de niveau 1.

#### 7.4.4 Passifs financiers libellés en devises étrangères

| (En millions d'euros) | EUR     | SEK  | AUD  | Autres monnaies | Total          |
|-----------------------|---------|------|------|-----------------|----------------|
| 31 décembre 2022      | 3 676,5 | 85,5 | 30,4 | 9,2             | <b>3 801,5</b> |
| 31 décembre 2021      | 4 252,3 | -    | -    | -               | <b>4 252,3</b> |

#### 7.4.5 Echancier des passifs financiers non courants

| (En millions d'euros)                                      | 2024           | 2025         | 2026         | 2027         | >2027      | Total          |
|--|----------------|--------------|--------------|--------------|------------|----------------|
| Obligations convertibles                                   |                | 589,0        | 773,6        |              |            | 1 362,6        |
| Obligations  | 1 098,7        |              |              | 496,5        |            | 1 595,2        |
| Autres dettes long terme                                   |                | 55,0         |              |              |            | 55,0           |
| Options de vente sur intérêts minoritaires                 | 2,7            | 84,7         | 98,6         |              |            | 186,0          |
| <b>Passifs financiers à long terme au 31 décembre 2022</b> | <b>1 101,4</b> | <b>728,7</b> | <b>872,2</b> | <b>496,5</b> | <b>0,0</b> | <b>3 198,8</b> |

| (En millions d'euros)                                      | 2023         | 2024           | 2025         | 2026         | >2026        | Total          |
|--|--------------|----------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
| Obligations convertibles                                   |              |                | 584,8        | 766,4        |              | 1 351,2        |
| Obligations  | 499,2        | 1 097,9        |              |              | 495,8        | 2 092,9        |
| Autres dettes long terme                                   |              |                | 55,0         |              |              | 55,0           |
| Options de vente sur intérêts minoritaires                 |              |                |              | 10,6         |              | 10,6           |
| <b>Passifs financiers à long terme au 31 décembre 2021</b> | <b>499,2</b> | <b>1 097,9</b> | <b>639,8</b> | <b>777,0</b> | <b>495,8</b> | <b>3 509,7</b> |

## Conventions/principes comptables

### Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son risque de change et de taux d'intérêt découlant de ses activités d'exploitation, de financement et d'investissement. Ces instruments sont initialement évalués à leur juste valeur, c'est-à-dire au prix qui serait reçu lors de la vente d'un actif ou payé lors du transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les acteurs du marché à la date d'évaluation.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est le montant estimé que le Groupe recevrait ou paierait pour résilier le swap à la date de clôture, compte tenu des taux d'intérêt actuels et du risque de défaillance des contreparties au swap.

La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix de marché à la date de clôture (c'est-à-dire la valeur actuelle du prix à terme coté).

La comptabilisation initiale des instruments de couverture de change et de taux d'intérêt et la comptabilisation ultérieure des variations de leur valeur sont effectuées conformément à la norme IFRS 9.

Conformément à la norme IFRS 13, le Groupe prend en compte le risque de défaillance lors de l'évaluation de ses instruments dérivés de couverture. Cela implique ce qui suit :

- Le risque de défaut du Groupe sur un dérivé qui est un passif (risque de crédit propre) ;
- Le risque de défaut de la contrepartie sur un dérivé qui est un actif (risque de crédit de la

La méthode du Groupe pour évaluer le risque de crédit propre et le risque de crédit de contrepartie est basée sur un calcul du risque de crédit implicite sur les obligations de premier rang à taux fixe négociées sur le marché secondaire.

### Couverture des flux de trésorerie

Lorsqu'un instrument financier dérivé est désigné comme un instrument de couverture dont les flux de trésorerie sont censés compenser les variations des flux de trésorerie d'une transaction prévue hautement probable, le Groupe utilise la comptabilité de couverture. La part effective de tout gain ou perte sur l'instrument de couverture est comptabilisée directement dans les "Autres éléments du résultat global" jusqu'à ce que l'élément couvert lui-même soit comptabilisé en résultat. La part effective est alors comptabilisée en résultat. La part inefficace de tout gain ou perte est comptabilisée dans le compte de résultat de la période.

Si un instrument de couverture est utilisé pour couvrir le risque découlant des activités opérationnelles du Groupe ou des activités de financement du Groupe, son impact sur le résultat est comptabilisé dans les "Charges financières nettes". Les surcotes/décotes des instruments de couverture sont comptabilisées dans le "Coût financier net". Les surcotes/décotes des instruments financiers sont comptabilisées dans le résultat financier.

### Couverture de la juste-valeur

Si un instrument financier dérivé est utilisé pour couvrir le risque de change sur un actif ou un passif monétaire comptabilisé, la comptabilité de couverture n'est pas appliquée et les gains ou pertes sur l'instrument financier sont comptabilisés en résultat.

Si un instrument de couverture est utilisé pour couvrir un risque résultant des activités opérationnelles du Groupe ou des activités de financement du Groupe, son impact sur le résultat est comptabilisé en « Charges financières nettes ». Les surcotes/décotes des instruments de couverture sont comptabilisées en « Charges financières nettes ». Les primes/décotes des instruments financiers sont comptabilisées en résultat financier.

### Juste-valeur des instruments dérivés à la date de clôture

| (En millions d'euros)                        | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| <b>Instruments dérivés de taux d'intérêt</b> | -                | -                |
| <b>Instruments dérivés de change</b>         | <b>1,3</b>       | <b>7,1</b>       |
| Actif courant                                | 2,6              | 8,7              |
| Passif courant                               | (1,3)            | (1,6)            |
| <b>Total instruments de couvertures</b>      | <b>1,3</b>       | <b>7,1</b>       |

## Ventilation des Instruments par politique de couverture

(En millions d'euros)

|   | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| <b>Instruments de couverture de flux de trésorerie</b>                  | <b>(0,8)</b>     | <b>4,1</b>       |
| Contrat de change à terme   | (0,1)            | 4,3              |
| Swap de change  | (0,7)            | (0,2)            |
| <b>Instruments non assimilés à une couverture de flux de trésorerie</b> | <b>2,2</b>       | <b>3,0</b>       |
| Contrat de change à terme   | -                | (0,1)            |
| Swap de change  | 2,2              | 4,5              |
| Swaps de taux d'intérêt   | -                | (1,4)            |
| <b>Total instruments de couvertures</b>                                 | <b>1,3</b>       | <b>7,1</b>       |

### Risque de change

La majeure partie du chiffre d'affaires, des dépenses et des obligations du Groupe est libellée en euros. En 2022, 69,8% du chiffre d'affaires du Groupe a été réalisé dans des pays de la zone euro, contre 30,2% dans des pays hors zone euro, dont 11,2% en francs suisses, 3,6% en dollars australiens et 3 % en livres sterling.

Les états financiers du Groupe étant libellés en euros, son chiffre d'affaires est impacté par la valeur relative de l'euro par rapport à la devise des pays hors zone euro dans lesquels il réalise son chiffre d'affaires (risque de conversion).

En termes d'exposition aux transactions en devises (c'est-à-dire une asymétrie entre les devises dans lesquelles les revenus sont générés et les coûts sont encourus), le Groupe considère que son exposition est limitée car ses coûts dans la zone euro sont généralement encourus en euros et ses revenus sont générés en euros et dans les pays hors zone euro, il réalise généralement ses ventes et supporte la majorité de ses charges d'exploitation en monnaie locale.

L'objectif du Groupe est de couvrir les risques significatifs futurs (engagements d'achat ou de vente) et les risques déjà inscrits au bilan (devises et créances en devises). Les risques de change couverts sont générés par : l'achat et la vente en devises de biens et services ; les actifs ou passifs financiers en devises (notamment liés au financement des filiales) ; les investissements dans des filiales étrangères et opérations de fusions et acquisitions. Les instruments financiers utilisés en couverture sont des contrats d'achat et de vente à terme, des options de change et des swaps.

### Risque de taux d'intérêt

Le 20 décembre 2018, Worldline (en tant qu'emprunteur) a conclu un crédit renouvelable de cinq ans (le « Crédit ») d'un montant de 600 millions d'euros, arrivant à échéance en décembre 2023. Worldline disposait d'une option pour demander l'extension de la date de maturité du Crédit jusqu'en décembre 2025. En octobre 2019, une première prolongation a été demandée et approuvée par les banques. La date d'échéance devient décembre 2024. En octobre 2020, une seconde extension a été sollicitée et approuvée par les banques pour un montant de 554 millions d'euros. De ce fait, le montant du Crédit est de 600 millions jusqu'en décembre 2024 et de 554 millions d'euros entre décembre 2024 et la nouvelle date d'échéance finale du Crédit fixée à décembre 2025.

En janvier 2021, suite aux approbations des prêteurs, un crédit renouvelable existant au niveau d'Ingenico S.A. (en tant qu'emprunteur) d'un montant de 750 millions d'euros, à échéance juillet 2023, a été amendé comme suit : modification de l'emprunteur qui est désormais Worldline S.A., réduction du montant de 750 millions d'euros à 450 millions d'euros, conditions de marge et engagements financiers actualisés (« covenants »), report de l'échéance à janvier 2024. Suite à l'accord des prêteurs le 27 décembre 2022, la maturité de cette facilité de crédit renouvelable est maintenant en décembre 2025. Par conséquent, l'échéance des deux facilités de crédit renouvelables est donc maintenant équivalente.

Au 31 décembre 2022, aucun tirage n'avait été fait ni sur le crédit renouvelable de 600 millions d'euros ni sur celui de 450 millions d'euros.

Si les crédits devaient être tirés, le Groupe serait soumis au risque de taux d'intérêt étant donné que le taux d'intérêt applicable est basé sur l'Euribor. En outre, le Groupe pourrait également faire face à une hausse des taux d'intérêt dans le cas où la notation de Worldline attribuée par Standard & Poor's se dégraderait.

Worldline a conclu un programme de « *Negotiable European Commercial Papers* » (NEU CP) le 12 avril 2019 afin d'optimiser ses charges financières et d'améliorer la trésorerie du Groupe pour un montant initial maximum de 600 millions d'euros porté à 1 000 millions d'euros en décembre 2020. Au 31 décembre 2022, l'encours du programme était de 45 millions d'euros.

Le Groupe est soumis aux fluctuations des taux d'intérêt sur les émissions de titres négociables à court terme. Les autres éléments de l'endettement financier brut sont principalement des obligations à taux fixe.

### Risque de liquidité

Bien que le Groupe ait démontré sa capacité à générer des niveaux importants de trésorerie disponible, sa capacité à rembourser ses emprunts telle que présentée dans ce document dépendra de ses performances opérationnelles futures et pourrait être affectée par d'autres facteurs (environnement économique, conditions du marché de la dette, respect de la législation, changements réglementaires, etc.). En outre, le Groupe pourrait être amené à consacrer une partie importante de sa trésorerie au paiement du principal et des intérêts de sa dette, et en l'absence de nouvelle émission de dette, cela pourrait réduire les fonds disponibles pour financer ses opérations courantes, ses

investissements, ses acquisitions ou le paiement de ses dividendes.

Le Groupe bénéficie d'une notation de crédit de qualité de Standard & Poor's Global Ratings (BBB avec perspective stable). Ce rating a été une nouvelle fois confirmé le 17 novembre 2022, ce qui témoigne de la solidité du modèle d'entreprise du groupe et de son bilan.

Le Groupe considère que la gestion du risque de liquidité dont les besoins de liquidité liée à l'activité d'intermédiation dépend principalement de l'accès à des sources de financement diversifiées en termes d'origine et de maturité. Cette approche constitue la base de la politique de financement du Groupe.

#### Risque de crédit et/ou de contrepartie

Le risque de crédit et/ou de contrepartie correspond au risque qu'une partie ayant un contrat avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe. Le Groupe considère que son exposition au risque de concentration des crédits est limitée en raison du caractère étendu et diversifié de sa clientèle. La plus grande exposition du Groupe au risque de crédit est liée à sa clientèle d'institutions financières.

Le Groupe est également exposé à certains risques de crédit liés à ses activités d'acquisition commerçant. Pour chaque transaction acceptée par la banque du client, le Groupe accorde au commerçant une garantie d'exécution relative au paiement effectué par le porteur de la carte. La garantie d'exécution se matérialise sous

la forme de l'enregistrement comptable en dette d'intermédiation due aux commerçants de la transaction dès acceptation par la banque du porteur de carte. La dette d'intermédiation est payée généralement lors du transfert journalier aux commerçants des fonds relatifs à l'opération de paiement autorisée. Le Groupe peut toutefois être exposé à un risque de crédit en cas d'absence de paiement du titulaire de la carte ou du système de paiement. De surcroît, le Groupe offre une garantie de « service rendu » au porteur de la carte. Ainsi, en cas de faillite (ou de cessation d'activité) du commerçant avant la livraison du produit ou la réalisation du service acheté par le porteur de carte, ce dernier peut exiger le remboursement du montant de la transaction. L'exposition au risque de crédit est particulièrement significative lorsque les services sont acquis par e-Commerce bien avant leur livraison effective (tels que les services d'achat de billets auprès d'agences de voyages). Des dépôts sont également opérés par les marchands lors de l'initiation ou au cours d'une relation de clientèle avec le Groupe.

Pour les autres activités, le Groupe peut également être exposé au risque de crédit en cas de défaut de paiement de ses clients. Le Groupe gère ce risque par une évaluation individuelle ou de masse du marché basée sur la probabilité de défaut des clients, les conditions de paiement, les flux de revenus et la récurrence des factures. Plus un client est risqué, plus les délais de paiement sont courts, renforcés par des paiements sécurisés (prépaiements, garanties bancaires, assurances).

## Note 8 Charges d'impôts

### Conventions/principes comptables

#### Impôts courants et différés

La charge d'impôts correspond aux impôts exigibles à payer et aux impôts différés. Un impôt différé est calculé sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon la méthode du report variable. L'impôt différé est évalué en utilisant le taux d'imposition officiel qui sera en vigueur à la date de clôture de l'exercice où les différences temporaires se résorberont.

En cas de variation des taux d'impôts, les impôts différés sont ajustés en contrepartie du compte de résultat sauf si les variations concernent des éléments comptabilisés en « Autres éléments du résultat global » ou directement en capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés au niveau d'une même entité fiscale lorsqu'elle a le droit de compenser les montants ainsi comptabilisés. Les actifs d'impôts différés correspondant aux différences temporaires et aux pertes fiscales reportables sont comptabilisés lorsqu'ils sont considérés comme étant recouvrables pendant leur période de validité, en tenant compte d'informations historiques et prévisionnelles.

Les impôts différés passifs sur les différences temporaires liées au goodwill sont comptabilisés dans la mesure où les différences temporaires ne résultent pas de la comptabilisation initiale du goodwill.

Les impôts différés actifs sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par an à la clôture, sur la base des données à fin décembre, des données budgétaires et des données issues des tests de dépréciation.

#### Évaluation des reports de pertes fiscales constatés

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans les reports de pertes fiscales lorsqu'il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible et que les reports de pertes fiscales peuvent être utilisés. Les estimations des bénéfices imposables et de l'utilisation des reports de pertes fiscales sont préparées sur la base des prévisions de profits et pertes telles qu'elles figurent dans les plans d'affaires triennaux (d'autres durées peuvent s'appliquer en raison de spécificités locales).

#### IFRIC 23

Le Groupe applique l'interprétation IFRIC 23 relative aux positions fiscales incertaines. Un passif est comptabilisé lorsqu'un risque fiscal résultant de positions prises par le Groupe, ou l'une de ses filiales, est considéré comme probable, et en supposant que les autorités fiscales aient pleine connaissance de toutes les informations pertinentes lors de leur examen.

### 8.1. Impôts courants et différés

| (En millions d'euros) | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|-----------------------|---------------|---------------|
| Impôts courants       | (113,1)       | (113,3)       |
| Impôts différés       | 34,3          | 49,3          |
| <b>Total</b>          | <b>(78,8)</b> | <b>(64,0)</b> |

### 8.2. Taux effectif d'impôt

La différence entre le taux courant d'imposition en France et le taux effectif d'impôt se décompose de la manière suivante :

| (En millions d'euros)  | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|--|---------------|---------------|
| Résultat net avant impôt   | 294,1         | 266,2         |
| Taux d'imposition français   | 25,8%         | 28,4%         |
| <b>Impôt théorique au taux courant français</b>                    | <b>(76,0)</b> | <b>(75,6)</b> |
| Impact des différences permanentes                                 | 0,2           | (0,2)         |
| Ecart de taux sur sociétés étrangères                              | 10,8          | 9,3           |
| Effet des actifs d'impôt non reconnus                              | 0,9           | 13,1          |
| Effet des charges relatives à des paiements fondés sur des actions | (13,3)        | (12,7)        |
| Effet des changements de taux sur les impôts différés              | (6,6)         | (0,5)         |
| Retenues à la source   | (3,7)         | (2,7)         |
| Autres   | 8,8           | 5,3           |
| <b>Charge d'impôt du Groupe</b>                                    | <b>(78,8)</b> | <b>(64,0)</b> |
| <b>Taux effectif d'impôt</b>                                       | <b>26,8%</b>  | <b>24,0%</b>  |

Les autres différences comprennent des reprises pour provisions fiscales pour un montant de 12,3 millions d'euros en 2022. Le taux d'imposition effectif en 2022

retraité de la moins-value de cession de Worldline Argentine et Chili (différence permanente) s'élève à 23,5%.

### 8.3. Impôts différés

| (En millions d'euros)                   | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Impôts différés actifs                  | 98,5             | 39,0             |
| Impôts différés passifs                 | (561,7)          | (568,1)          |
| <b>Position nette d'impôts différés</b> | <b>(463,1)</b>   | <b>(529,1)</b>   |



#### 8.4. Décomposition des actifs et passifs d'impôts différés par nature

| (En millions d'euros)      | Déficits fiscaux reportables | Intangibles relatifs à l'allocation du prix d'acquisition | Immobilisations | Retraites   | Autres         | Total          |
|----------------------------|------------------------------|---|-----------------|-------------|----------------|----------------|
| <b>Au 31 décembre 2020</b> | <b>67,7</b>                  | <b>(679,3)</b>  | <b>(38,1)</b>   | <b>44,5</b> | <b>21,7</b>    | <b>(583,5)</b> |
| Résultat de l'exercice     | (6,9)                        | 68,0  | (1,0)           | 1,1         | (0,7)          | 60,5           |
| Variation du périmètre     | -                            | (5,4)   | -               | (1,9)       | 5,9            | (1,4)          |
| Capitaux propres           | (6,5)                        | -   | -               | (2,2)       | 5,4            | (3,3)          |
| Reclassements              | 2,2                          | 5,9   | 0,3             | -           | (11,8)         | (3,4)          |
| Différences de change      | 0,4                          | (3,4)   | 0,1             | 0,1         | (7,9)          | (10,7)         |
| IFRS 5                     | (6,0)                        | 196,3   | 2,3             | (4,8)       | (175,1)        | 12,7           |
| <b>Au 31 décembre 2021</b> | <b>50,9</b>                  | <b>(417,9)</b>  | <b>(36,4)</b>   | <b>36,8</b> | <b>(162,5)</b> | <b>(529,1)</b> |
| Résultat de l'exercice     | 8,1                          | 10,0  | (4,1)           | (1,6)       | 159,4          | 171,7          |
| Variation du périmètre     | (2,0)                        | (52,7)  | (9,2)           | (0,4)       | (1,3)          | (65,5)         |
| Capitaux propres           | -                            | -   | -               | (26,4)      | (2,3)          | (28,8)         |
| Reclassements              | 4,7                          | 0,4   | -               | 0,4         | (5,7)          | (0,1)          |
| Différences de change      | (1,2)                        | (2,6)   | (0,4)           | (0,0)       | (7,1)          | (11,4)         |
| <b>Au 31 décembre 2022</b> | <b>60,6</b>                  | <b>(462,9)</b>  | <b>(50,1)</b>   | <b>8,7</b>  | <b>(19,5)</b>  | <b>(463,1)</b> |

En 2022, les autres sont principalement constitués de la reprise de l'impôt différé passif relatif à la cession de 84,96% de TSS pour un montant de 136,7 millions

d'euros. Ce montant figure dans le résultat des activités non poursuivies de la période (voir Note 3 « Actifs destinés à être cédés et activités non poursuivies »).

#### 8.5. Echancier des déficits fiscaux reportables (en base)

| (En millions d'euros)                                  | Exercice 2022 |              |              | Exercice 2021 |              |              |
|--|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|
|  | Reconnus      | Non reconnus | Total        | Reconnus      | Non reconnus | Total        |
| 2023   | -             | -            | -            | 0,1           | 9,2          | 9,3          |
| 2024   | 0,6           | -            | 0,6          | -             | -            | -            |
| 2025   | 15,5          | 9,0          | 24,5         | 19,6          | 13,9         | 33,5         |
| 2026   | -             | 2,7          | 2,7          | -             | -            | -            |
| 2027   | 5,7           | -            | 5,7          | -             | -            | -            |
| Déficits fiscaux reportables à plus de 5 ans           | 117,8         | 81,8         | 199,6        | 33,5          | 104,3        | 137,8        |
| <b>Déficits fiscaux reportables ayant une échéance</b> | <b>139,6</b>  | <b>93,5</b>  | <b>233,1</b> | <b>53,2</b>   | <b>127,4</b> | <b>180,6</b> |
| <b>Déficits fiscaux reportables indéfiniment</b>       | <b>108,8</b>  | <b>12,3</b>  | <b>121,1</b> | <b>188,3</b>  | <b>100,6</b> | <b>288,9</b> |
| IFRS 5   | -             | -            | -            | (14,8)        | (125,0)      | (139,8)      |
| <b>Total des déficits fiscaux reportables</b>          | <b>248,4</b>  | <b>105,8</b> | <b>354,2</b> | <b>226,7</b>  | <b>103,0</b> | <b>329,7</b> |

Les pays disposants des déficits fiscaux reportables les plus importants sont au Luxembourg (126,1 millions d'euros), en Australie (45,6 millions d'euros), en Suède

(41,1 millions d'euros), en Inde (33,1 millions d'euros), et en Autriche (17,5 millions d'euros).

#### 8.6. Actifs d'impôts différés non reconnus par le Groupe

| (En millions d'euros)        | 31 Décembre 2022 | 31 Décembre 2021 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| Déficits fiscaux reportables | 27,3             | 36,4             |
| Différences temporaires      | 16,9             | 18,3             |
| <b>Total</b>                 | <b>44,3</b>      | <b>54,7</b>      |

## Note 9 Goodwill et actifs immobilisés

### 9.1. Goodwill

#### Conventions/principes comptables

Le goodwill représente l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, des participations ne donnant pas le contrôle et de la juste valeur des participations antérieurement détenues par l'acquéreur dans l'entité acquise sur le montant net des actifs et passifs identifiables repris à date d'acquisition. Si le montant net des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition, après réévaluation, est supérieur à la somme de la contrepartie transférée, des participations ne donnant pas le contrôle et de la juste valeur des participations antérieurement détenues par l'acquéreur dans l'entité acquise, la différence est reconnue immédiatement en produit au compte de résultat.

Le goodwill est alloué aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) pour les besoins des tests de dépréciation. Le goodwill est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises et représentent au sein du Groupe le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne.

Une UGT se définit comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Les UGT correspondent aux lignes de services définies par IFRS 8.

La valeur recouvrable d'une UGT représente la valeur la plus élevée entre sa juste valeur, diminuée des coûts de la vente, et sa valeur d'utilité déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Quand la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur doit être comptabilisée en résultat opérationnel.

La perte de valeur est d'abord enregistrée comme un ajustement de la valeur comptable du goodwill attribué à l'UGT et le reste de la perte, le cas échéant, est attribué au prorata aux autres actifs à long terme de l'unité.

Le goodwill n'est pas amortissable et fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an par comparaison de sa valeur comptable et de sa valeur recouvrable à la date de clôture. La valeur recouvrable est déterminée par référence à une valeur d'utilité calculée à partir des projections de flux de trésorerie établies sur la base du dernier plan à 3 ans, tel qu'approuvé par le Comité Exécutif et le Conseil d'Administration, et des flux de trésorerie extrapolés sur une période de 2 ans. Le test de dépréciation du goodwill est préparé en décembre, ou plus souvent chaque fois que des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

De tels événements ou circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- Un écart significatif de la performance économique de l'actif en comparaison avec le budget ;
- Une dégradation significative de l'environnement économique de l'actif ;
- La perte d'un client majeur ;
- La croissance significative des taux d'intérêt.

#### Tests de dépréciation :

Le Groupe vérifie au moins une fois par an si le goodwill a subi une perte de valeur, conformément aux méthodes comptables. Les montants recouvrables d'Unités Génératrices de Trésorerie sont déterminés en fonction de calculs de la valeur d'usage ou de leur juste valeur diminuée des coûts des ventes. Ces calculs nécessitent l'utilisation d'estimations.

| (En millions d'euros) | 31 décembre<br>2021 | Cessions<br>Dépréciations | Regroupement<br>d'entreprises | Variations de<br>change | TSS classé<br>comme actif<br>destiné à la<br>vente | 31 décembre<br>2022 |
|-----------------------|---------------------|---------------------------|-------------------------------|-------------------------|--|---------------------|
| Valeur brute          | 9 329,6             | (4,7)                     | 887,5                         | (29,1)                  | -  | 10 183,4            |
| Perte de valeur       | -                   | -                         | -                             | -                       | -  | -                   |
| <b>Valeur nette</b>   | <b>9 329,6</b>      | <b>(4,7)</b>              | <b>887,5</b>                  | <b>(29,1)</b>           | -  | <b>10 183,4</b>     |

| (En millions d'euros) | 31 décembre<br>2020 | Cessions<br>Dépréciations | Regroupement<br>d'entreprises | Variations de<br>change | TSS classé<br>comme actif<br>destiné à la<br>vente | 31 décembre<br>2021 |
|-----------------------|---------------------|---------------------------|-------------------------------|-------------------------|--|---------------------|
| Valeur brute          | 11 137,0            | (2,4)                     | 157,6                         | 159,7                   | (2 122,3)  | 9 329,6             |
| Perte de valeur       | -                   | -                         | -                             | -                       | -  | -                   |
| <b>Valeur nette</b>   | <b>11 137,0</b>     | <b>(2,4)</b>              | <b>157,6</b>                  | <b>159,7</b>            | <b>(2 122,3)</b>                                   | <b>9 329,6</b>      |

Les impacts liés au regroupement d'entreprises comprennent le goodwill préliminaire comptabilisé au titre de l'acquisition d'Axepta (181,1 millions d'euros), Eurobank (269,9 millions d'euros) ainsi que la joint-venture avec ANZ (436,4 millions d'euros).

En 2021, les impacts liés au regroupement d'entreprises comprenaient le goodwill préliminaire comptabilisé au

titre de l'acquisition de Cardlink (108,2 millions d'euros) ainsi que l'ajustement du goodwill lié à l'acquisition d'Ingenico (49,3 millions d'euros).

Le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie (UGT) qui correspondent aux 3 secteurs d'exploitation présentés dans la Note 4.1 « Informations sectorielles ».

| (En millions d'euros)                   | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|---|---------------------|---------------------|
| Services Commerçants                    | 8 890,6             | 8 061,3             |
| Services Financiers                     | 1 270,3             | 1 242,0             |
| Mobilité & Services Web Transactionnels | 22,5                | 26,3                |
| <b>Total</b>                            | <b>10 183,4</b>     | <b>9 329,6</b>      |

Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est alloué aux segments opérationnels, qui constituent le niveau le plus bas auquel il est contrôlé à des fins de gestion interne.

La valeur recouvrable d'une UGT est dérivée du plan d'affaires global à 5 ans de la société, en cohérence avec les orientations 2021 / 2024 communiquées au marché, et projetées jusqu'en 2027.

Sur la période de 5 ans, le taux de croissance annuel composé du chiffre d'affaires atteint 9,1% et l'amélioration de la marge d'EBO est évaluée à +440 points de base, représentant 25,8% du chiffre d'affaires en 2022 à 30,2% en 2027.

Ce plan d'affaires est établi pour chaque UGT, en tenant compte de la dynamique de chaque marché (croissance plus élevée pour les services aux commerçants, croissance à mi-chiffre pour les services financiers et les services de mobilité et d'e-transaction) ainsi que des synergies potentielles pour l'amélioration des marges.

La valeur terminale est calculée après la période de cinq ans, en utilisant un taux de croissance perpétuel estimé à 2,5%. Ce taux reflète les perspectives spécifiques du secteur des paiements.

Les taux d'actualisation sont appliqués par UGT sur la base du coût moyen pondéré du capital du Groupe et ajustés pour tenir compte des taux d'imposition spécifiques. Le Groupe considère que le coût moyen pondéré du capital doit être déterminé sur la base d'une prime de risque historique sur actions, afin de refléter les hypothèses à long terme prises en compte dans les tests de dépréciation.

Le taux d'actualisation de 8,70% est utilisé pour toutes les UGT (Services aux commerçants, Services financiers et Services de mobilité et d'e-transaction) car le Groupe opère principalement en Europe. Sur la base des tests de dépréciation effectués en fin d'année, aucune perte de valeur n'a été identifiée au 31 décembre 2022.

| (En %)                                  | Taux de croissance perpétuelle |                  | CMPC             |                  |
|---|--------------------------------|------------------|------------------|------------------|
|   | 31 décembre 2022               | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
| Services Commerçants                    | 2,50%                          | 2,50%            | 8,70%            | 8,15%            |
| Services Financiers                     | 2,50%                          | 2,50%            | 8,70%            | 8,15%            |
| Mobilité & Services Web Transactionnels | 2,50%                          | 2,50%            | 8,70%            | 8,15%            |

La modification des paramètres clés a les impacts suivants sur la valeur recouvrable :

| (En millions d'euros)                   | Augmentation du CMPC<br>+0.75 pt | Diminution du taux de<br>croissance perpétuelle de<br>-0.75 pt | Augmentation du CMPC et<br>diminution du taux de<br>croissance perpétuelle de<br>0.75 pt |
|---|----------------------------------|--|--|
| Services Commerçants                    | (1 637)                          | (1 307)  | (2 661)  |
| Services Financiers                     | (365)                            | (290)  | (592)  |
| Mobilité & Services Web Transactionnels | (66)                             | (53)   | (107)  |
| <b>Total</b>                            | <b>(2 068)</b>                   | <b>(1 649)</b>   | <b>(3 360)</b>   |

Une variation de plus ou moins 75 points de base sur les paramètres clés (taux d'actualisation et croissance à

l'infini) n'a pas révélé l'existence de risque de dépréciation sur l'ensemble des UGT du Groupe.

## 9.2. Immobilisations incorporelles

### Conventions/principes comptables

Les immobilisations incorporelles autres que le goodwill sont principalement constituées de logiciels et de licences d'utilisation acquis directement par le Groupe, des coûts internes de développement de solutions informatiques ainsi que de logiciels et de relations clients acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

Pour évaluer si une immobilisation incorporelle générée en interne répond aux critères de comptabilisation, le Groupe classe la génération de l'actif entre phase de recherche et phase de développement. Aucune immobilisation incorporelle résultant de travaux de recherche (ou d'une phase de recherche sur un projet interne) n'est reconnue. De telles dépenses sont reconnues en charges lorsqu'elles sont encourues.

Une immobilisation incorporelle résultant de travaux de développement (ou d'une phase de développement sur projet interne) peut être reconnue si et seulement si une entité peut démontrer l'ensemble des éléments suivants :

- La capacité technique à réaliser l'immobilisation incorporelle pour l'utiliser ou la vendre ;
- L'intention et la capacité d'achever le développement du logiciel et de l'utiliser ou de le vendre ;
- La capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La probabilité que des avantages économiques futurs résulteront de l'utilisation de cette immobilisation incorporelle ;
- La disponibilité de ressources techniques, financières ou autres adéquates à la réalisation de l'immobilisation incorporelle ; et
- La capacité de mesurer de manière fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle durant sa phase de développement.

Les frais de développement immobilisés correspondent à des actifs développés pour l'utilisation propre du Groupe, à des projets d'application spécifique pour des clients ou à des solutions technologiques innovantes mises à la disposition d'un groupe de clients. Ces projets font l'objet d'une analyse au cas par cas pour s'assurer qu'ils répondent bien aux critères de capitalisation. Ne sont capitalisés que les coûts de développement directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la Direction.

Les dépenses de développement portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Elles sont amorties selon la méthode linéaire sur une durée comprise entre 3 et 12 ans pouvant se décomposer en 2 catégories :

- Pour les développements relatifs à des activités à cycle court ou liés à des contrats à courte durée, la période d'amortissement se situe entre 3 et 7 ans ;
- Pour les développements basés sur des technologies à lente obsolescence et utilisés sur des activités à cycle long et des contrats de longue durée, la durée d'amortissement est de 5 à 12 ans avec un scénario standard de 7 ans. C'est le cas notamment des plateformes de paiement mutualisées.

Une immobilisation incorporelle liée aux relations clients et au carnet de commandes générés lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisée en tant que relations clients. La valeur de cet actif repose sur des hypothèses de conditions contractuelles de renouvellement et sur les flux actualisés de ces contrats. Cet actif est amorti sur une estimation de sa durée de vie moyenne.

La valeur de la technologie développée acquise est issue d'une approche par les revenus basée sur la méthode de l'allégement de la redevance. Cette méthode repose sur (i) des hypothèses sur la courbe d'obsolescence de la technologie et (ii) sur le taux de redevance théorique applicable à des technologies similaires, afin de déterminer les flux de trésorerie actualisés que cette technologie devrait générer sur leur durée de vie utile restante prévue. La technologie développée est amortie sur une estimation de sa durée de vie moyenne. La méthode des coûts peut également être mise en œuvre en tant que méthode secondaire pour obtenir une valeur indicative à des fins de cohérence. Cette méthode repose sur des hypothèses de coûts qui devraient être engagées pour reproduire un nouvel élément similaire ayant la plus grande utilité équivalente à l'actif évalué. Au contraire, si la technologie est considérée comme le moteur le plus important pour l'entreprise, une méthode de rémunération excédentaire pourrait également être mise en œuvre.

Les immobilisations incorporelles sont amorties de manière linéaire sur leur durée de vie utile prévue, pour les solutions informatiques développées en interne, en marge d'exploitation. Les relations clients, brevets, technologies et marques acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile prévue, n'excédant généralement pas 19 ans ; toute dépréciation connexe est comptabilisée dans les autres charges opérationnelles.

### Pertes de valeur des actifs autres que le goodwill

A la fin de chaque période de présentation de l'information financière, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs aient subi une perte de valeur.

Cette approche est également appliquée aux coûts de R&D capitalisés pour lesquels le Groupe considère comme indicateur de perte de valeur (i) l'utilisation de la technologie, (ii) les volumes traités et (iii) l'effet potentiel d'un décommissionnement suite à une migration vers d'autres technologies, et aux relations clients pour lesquelles le Groupe considère comme indicateur de perte de valeur (i) la perte de clients historiques représentant au moins 5% du chiffre d'affaires, (ii) la croissance du chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente et (iii) la rentabilité de l'année en cours.

S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, le Groupe évalue la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle l'actif appartient. Si un mode d'affectation raisonnable et cohérent peut être déterminé, les actifs de support sont aussi affectés à des Unités Génératrices de Trésorerie prises individuellement ; sinon, ils sont affectés au plus petit groupe d'Unités Génératrices de Trésorerie pour lequel un mode d'affectation raisonnable et cohérent peut être déterminé.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actualisée par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif (ou d'une Unité Génératrice de Trésorerie) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'Unité Génératrice de Trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable.

| (En millions d'euros)                  | Logiciels et<br>licences<br>d'utilisation | Relations<br>clients / brevets | Autres<br>immobilisations | Total            |
|--|---|--------------------------------|---------------------------|------------------|
| <b>Valeur brute</b>                    |   |                                |                           |                  |
| <b>Au 1er janvier 2022</b>             | <b>1 471,0</b>                            | <b>1 737,0</b>                 | <b>59,4</b>               | <b>3 267,4</b>   |
| Acquisitions                           | 70,1                                      | -                              | 15,9                      | 86,0             |
| Coûts de développement capitalisés     | 175,7                                     | -                              | -                         | 175,7            |
| Impact des regroupements d'entreprises | 7,6                                       | 252,4                          | 13,9                      | 273,9            |
| Cessions                               | (63,3)                                    | -                              | (6,9)                     | (70,2)           |
| Différences de change                  | 0,8                                       | (8,4)                          | 5,3                       | (2,2)            |
| Sortie de périmètre                    | (12,8)                                    | (0,1)                          | (3,2)                     | (16,1)           |
| Autres                                 | (2,8)                                     | (54,9)                         | 39,8                      | (18,0)           |
| <b>Au 31 décembre 2022</b>             | <b>1 646,3</b>                            | <b>1 926,0</b>                 | <b>124,1</b>              | <b>3 696,4</b>   |
| <b>Amortissements cumulés</b>          |   |                                |                           |                  |
| <b>Au 1er janvier 2022</b>             | <b>(550,9)</b>                            | <b>(372,2)</b>                 | <b>(38,9)</b>             | <b>(961,9)</b>   |
| Amortissements de l'exercice           | (114,1)                                   | (162,3)                        | (68,9)                    | (345,3)          |
| Impact des regroupements d'entreprises | -   | -                              | (0,0)                     | (0,0)            |
| Cessions                               | 49,1                                      | -                              | 7,1                       | 56,2             |
| Différences de change                  | (2,4)                                     | (0,5)                          | (1,8)                     | (4,7)            |
| Sortie de périmètre                    | 8,7                                       | 0,1                            | 0,1                       | 8,8              |
| Autres                                 | 16,5                                      | 10,7                           | (9,4)                     | 17,8             |
| <b>Au 31 décembre 2022</b>             | <b>(593,1)</b>                            | <b>(524,2)</b>                 | <b>(111,8)</b>            | <b>(1 229,0)</b> |
| <b>Valeur nette</b>                    |   |                                |                           |                  |
| <b>Au 1er janvier 2022</b>             | <b>920,2</b>                              | <b>1 364,8</b>                 | <b>20,5</b>               | <b>2 305,4</b>   |
| <b>Au 31 décembre 2022</b>             | <b>1 053,2</b>                            | <b>1 401,8</b>                 | <b>12,3</b>               | <b>2 467,3</b>   |

| (En millions d'euros)                             | Logiciels et<br>licences<br>d'utilisation | Relations<br>clients / brevets | Autres<br>immobilisations | Total          |
|---|---|--------------------------------|---------------------------|----------------|
| <b>Valeur brute</b>                               |   |                                |                           |                |
| <b>Au 1er janvier 2021</b>                        | <b>1 639,7</b>                            | <b>2 143,9</b>                 | <b>75,4</b>               | <b>3 859,1</b> |
| Acquisitions                                      | 38,2                                      | 0,0                            | 35,1                      | 73,3           |
| Coûts de développement capitalisés                | 113,2                                     | 0,0                            | 0,0                       | 113,2          |
| Impact regroupement d'entreprises                 | 5,8                                       | 240,6                          | 1,7                       | 248,1          |
| Cessions  | (10,8)                                    | (96,8)                         | (3,2)                     | (110,8)        |
| Différences de change                             | 8,3                                       | 32,0                           | 17,5                      | 57,8           |
| Autres  | 105,5                                     | 47,2                           | (48,7)                    | 104,0          |
| IFRS 5 - TSS reclassé en actif destiné à la vente | (428,9)                                   | (630,0)                        | (18,4)                    | (1 077,3)      |
| <b>Au 31 décembre 2021</b>                        | <b>1 471,0</b>                            | <b>1 737,0</b>                 | <b>59,4</b>               | <b>3 267,4</b> |
| <b>Amortissements cumulés</b>                     |   |                                |                           |                |
| <b>Au 1er janvier 2021</b>                        | <b>(348,1)</b>                            | <b>(247,6)</b>                 | <b>(31,6)</b>             | <b>(627,3)</b> |
| Amortissements de l'exercice                      | (174,1)                                   | (198,8)                        | (15,4)                    | (388,4)        |
| Impact regroupement d'entreprises                 | (3,9)                                     | 0,0                            | 0,0                       | (3,9)          |
| Cessions  | 10,7                                      | 10,9                           | 0,2                       | 21,8           |
| Différences de change                             | (6,2)                                     | (5,0)                          | (4,0)                     | (15,1)         |
| Autres  | (103,8)                                   | (9,5)                          | 7,1                       | (106,2)        |
| IFRS 5 - TSS reclassé en actif destiné à la vente | 74,4                                      | 77,9                           | 4,8                       | 157,1          |
| <b>Au 31 décembre 2021</b>                        | <b>(550,9)</b>                            | <b>(372,2)</b>                 | <b>(38,9)</b>             | <b>(961,9)</b> |
| <b>Valeur nette</b>                               |   |                                |                           |                |
| <b>Au 1er janvier 2021</b>                        | <b>1 291,7</b>                            | <b>1 896,3</b>                 | <b>43,7</b>               | <b>3 231,8</b> |
| IFRS 5 - TSS reclassé en actif destiné à la vente | (354,5)                                   | (552,2)                        | (13,6)                    | (920,2)        |
| <b>Au 31 décembre 2021</b>                        | <b>920,2</b>                              | <b>1 364,8</b>                 | <b>20,5</b>               | <b>2 305,4</b> |

La capitalisation de coûts de développement est principalement liée à la modernisation des plateformes technologiques.

En 2022, les frais de R&D ont atteint 344,4 millions d'euros, dont 175,7 millions d'euros capitalisés et 168,7

millions d'euros comptabilisés en charges. Les autres flux sont liés au reclassement entre les autres immobilisations incorporelles et les relations clients. Le détail des variations de périmètre est présenté en Note 1 « Variation de périmètre ».

### 9.3. Immobilisations corporelles

#### Conventions/principes comptables

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées initialement à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement sur les durées d'utilité attendues suivantes :

- Constructions : 20 ans ;
- Agencements et installations : 3 à 20 ans ;
- Equipement informatique :
  - Matériel informatique : 3 à 5 ans ;
  - Terminaux : 4 à 5 ans ;
- Autres immobilisations :
  - Véhicules : 4 à 5 ans ;
  - Matériel et mobilier de bureau : 3 à 10 ans.

| (En millions d'euros)             | Terrains et constructions | Matériel informatique | Autres immobilisations | Total          |
|-----------------------------------|---------------------------|-----------------------|------------------------|----------------|
| <b>Valeur brute</b>               |                           |                       |                        |                |
| <b>Au 1er janvier 2022</b>        | <b>151,6</b>              | <b>443,8</b>          | <b>45,2</b>            | <b>640,6</b>   |
| Acquisitions                      | 13,5                      | 59,3                  | 21,1                   | 94,0           |
| Impact regroupement d'entreprises | -                         | 25,9                  | 0,0                    | 26,0           |
| Cessions                          | (27,3)                    | (38,2)                | (12,3)                 | (77,8)         |
| Différences de change             | (0,3)                     | (4,5)                 | 0,1                    | (4,7)          |
| Sortie de périmètre               | (1,8)                     | (1,6)                 | (4,7)                  | (8,1)          |
| Autres                            | (9,7)                     | 31,5                  | (14,4)                 | 7,5            |
| <b>Au 31 décembre 2022</b>        | <b>126,0</b>              | <b>516,2</b>          | <b>35,1</b>            | <b>677,4</b>   |
| <b>Amortissements cumulés</b>     |                           |                       |                        |                |
| <b>Au 1er janvier 2022</b>        | <b>(101,9)</b>            | <b>(315,9)</b>        | <b>(28,8)</b>          | <b>(446,5)</b> |
| Amortissements de l'exercice      | (10,0)                    | (65,6)                | (2,9)                  | (78,6)         |
| Impact regroupement d'entreprises | -                         | -                     | -                      | -              |
| Cessions                          | 27,1                      | 28,9                  | 11,2                   | 67,2           |
| Différences de change             | 0,2                       | 2,7                   | (0,3)                  | 2,6            |
| Sortie de périmètre               | 1,4                       | 1,0                   | 0,8                    | 3,2            |
| Autres                            | 3,9                       | (4,1)                 | 2,0                    | 1,7            |
| <b>Au 31 décembre 2022</b>        | <b>(79,4)</b>             | <b>(353,0)</b>        | <b>(18,0)</b>          | <b>(450,3)</b> |
| <b>Valeur nette</b>               |                           |                       |                        |                |
| <b>Au 1er janvier 2022</b>        | <b>49,7</b>               | <b>128,0</b>          | <b>16,4</b>            | <b>194,1</b>   |
| <b>Au 31 décembre 2022</b>        | <b>46,6</b>               | <b>163,2</b>          | <b>17,2</b>            | <b>227,0</b>   |

| (En millions d'euros)                             | Terrains et constructions | Matériel informatique | Autres immobilisations | Total          |
|---|---------------------------|-----------------------|------------------------|----------------|
| <b>Valeur brute</b>                               |                           |                       |                        |                |
| <b>Au 1er janvier 2021</b>                        | <b>166,8</b>              | <b>587,7</b>          | <b>37,8</b>            | <b>792,3</b>   |
| Acquisitions                                      | 9,1                       | 49,1                  | 34,5                   | 92,8           |
| Impact regroupement d'entreprises                 | (3,3)                     | 23,1                  | 0,3                    | 20,1           |
| Cessions  | (7,8)                     | (94,4)                | (10,1)                 | (112,3)        |
| Différences de change                             | 2,2                       | 5,9                   | 0,5                    | 8,5            |
| Autres  | 9,1                       | (20,4)                | (13,8)                 | (25,1)         |
| IFRS 5 - TSS reclassé en actif destiné à la vente | (24,5)                    | (107,1)               | (4,1)                  | (135,7)        |
| <b>Au 31 décembre 2021</b>                        | <b>151,6</b>              | <b>443,8</b>          | <b>45,2</b>            | <b>640,6</b>   |
| <b>Amortissements cumulés</b>                     |                           |                       |                        |                |
| <b>Au 1er janvier 2021</b>                        | <b>(114,6)</b>            | <b>(415,6)</b>        | <b>(25,7)</b>          | <b>(555,9)</b> |
| Amortissements de l'exercice                      | (11,8)                    | (65,9)                | (6,3)                  | (84,0)         |
| Impact regroupement d'entreprises                 | 1,7                       | (21,6)                | (0,2)                  | (20,1)         |
| Cessions  | 6,2                       | 80,8                  | 1,9                    | 88,9           |
| Différences de change                             | (1,6)                     | (4,8)                 | (0,3)                  | (6,7)          |
| Autres  | 0,6                       | 21,5                  | 0,6                    | 22,7           |
| IFRS 5 - TSS reclassé en actif destiné à la vente | 17,6                      | 89,8                  | 1,2                    | 108,5          |
| <b>Au 31 décembre 2021</b>                        | <b>(101,9)</b>            | <b>(315,9)</b>        | <b>(28,8)</b>          | <b>(446,5)</b> |
| <b>Valeur nette</b>                               |                           |                       |                        |                |
| <b>Au 1er janvier 2021</b>                        | <b>52,2</b>               | <b>172,0</b>          | <b>12,1</b>            | <b>236,4</b>   |
| IFRS 5 - TSS reclassé en actif destiné à la vente | (6,9)                     | (17,3)                | (2,9)                  | (27,2)         |
| <b>Au 31 décembre 2021</b>                        | <b>49,7</b>               | <b>128,0</b>          | <b>16,4</b>            | <b>194,1</b>   |

Les immobilisations corporelles du Groupe incluent principalement les équipements informatiques utilisés dans les centres de production, et plus particulièrement au sein des centres de traitement, ainsi que des

terminaux de paiement loués aux commerçants. Les terrains et constructions sont essentiellement composés des infrastructures techniques des centres de données.

## Note 10 Droits d'usage et dettes de locations

### 10.1. Droits d'usage sous IFRS 16

#### Conventions/principes comptables

Le Groupe classe les droits d'utilisation et les dettes locatives en trois sous catégories, terrains et constructions, matériel informatique et autres.

Le Groupe évalue si un contrat est ou contient un contrat de location à la date d'entrée en vigueur dudit contrat. Cette évaluation requiert d'exercer un certain jugement sur la durée d'utilisation retenue.

Le Groupe comptabilise un droit d'utilisation et une dette locative dès la date de commencement du contrat à l'exception des cas suivants qui sont comptabilisés linéairement dans le compte de résultat pendant la durée du contrat :

- Contrats de location de courte durée relatifs aux autres droits d'utilisation ;
- Contrats portant sur des biens de faible valeur.

Le passif locatif est évalué initialement à la valeur actualisée du montant des loyers non encore versés en utilisant le taux d'emprunt marginal du Groupe. Ces taux ont été déterminés pour toutes les devises et zones géographiques du Groupe et par échéance. Les taux d'emprunt marginaux ont été calculés en prenant pour chaque monnaie une cotation de référence par échéance (taux in fine) et en ajoutant un spread correspondant au coût du financement de l'entité.

La dette locative est réévaluée lorsqu'un changement dans les loyers futurs résulte d'un changement d'indice ou de taux, d'un changement dans l'estimation du montant susceptible d'être payé au titre d'une garantie à valeur résiduelle, ou d'un changement dans l'évaluation de la possibilité d'une option de prolongation est raisonnablement certaine d'être exercée ou une option de résiliation est raisonnablement certaine d'être exercée.

Le Groupe a arbitré pour déterminer la durée de certains contrats de location de biens immobiliers dans lesquels il est locataire et qui incluent des options de renouvellement ou de résiliation anticipée, analysant si ces sites, principalement des bureaux, étaient stratégiques ou non. Dans la plupart des cas, le Groupe a retenu la date de fin contractuelle.

Conformément à l'avis de l'*IFRS Interpretation Committee*, le Groupe ne fait pas apparaître d'écart majeur entre la durée du bail et la durée de vie résiduelle des agencements sous-jacents.

Les droits d'usage sont ventilés comme suit :

| (En millions d'euros)             | Terrains et constructions | Matériel informatique | Autres immobilisations | Total          |
|-----------------------------------|---------------------------|-----------------------|------------------------|----------------|
| <b>Valeur brute</b>               |                           |                       |                        |                |
| <b>Au 1er janvier 2022</b>        | <b>372,0</b>              | <b>42,2</b>           | <b>32,3</b>            | <b>446,5</b>   |
| Acquisitions                      | 26,4                      | 40,6                  | 10,7                   | 77,7           |
| Impact regroupement d'entreprises | 1,1                       | -                     | 11,0                   | 12,1           |
| Diminutions                       | (23,7)                    | (1,2)                 | (8,9)                  | (33,9)         |
| Différences de change             | 0,6                       | 0,1                   | (0,1)                  | 0,6            |
| Autres                            | (1,2)                     | -                     | (0,4)                  | (1,6)          |
| <b>Au 31 décembre 2022</b>        | <b>375,1</b>              | <b>81,7</b>           | <b>44,6</b>            | <b>501,4</b>   |
| <b>Amortissements cumulés</b>     |                           |                       |                        |                |
| <b>Au 1er janvier 2022</b>        | <b>(139,9)</b>            | <b>(12,0)</b>         | <b>(14,5)</b>          | <b>(166,4)</b> |
| Amortissements de l'exercice      | (46,3)                    | (14,7)                | (11,6)                 | (72,6)         |
| Impact regroupement d'entreprises | (0,8)                     | -                     | (0,3)                  | (1,1)          |
| Sorties de périmètre              | 23,8                      | 1,2                   | 6,2                    | 31,2           |
| Différences de change             | (0,4)                     | 0,0                   | 0,0                    | (0,4)          |
| Autres                            | 1,2                       | (0,0)                 | 0,3                    | 1,6            |
| <b>Au 31 décembre 2022</b>        | <b>(162,5)</b>            | <b>(25,5)</b>         | <b>(19,8)</b>          | <b>(207,7)</b> |
| <b>Valeur nette</b>               |                           |                       |                        |                |
| <b>Au 1er janvier 2022</b>        | <b>232,1</b>              | <b>30,2</b>           | <b>17,9</b>            | <b>280,1</b>   |
| <b>Au 31 décembre 2022</b>        | <b>212,7</b>              | <b>56,2</b>           | <b>24,8</b>            | <b>293,7</b>   |



| (En millions d'euros)                             | Terrains et constructions | Matériel informatique | Autres immobilisations | Total          |
|---|---------------------------|-----------------------|------------------------|----------------|
| <b>Valeur brute</b>                               |                           |                       |                        |                |
| <b>Au 1er janvier 2021</b>                        | <b>432,9</b>              | <b>19,7</b>           | <b>34,0</b>            | <b>486,6</b>   |
| Acquisitions                                      | 90,3                      | 29,1                  | 8,7                    | 128,0          |
| Impact regroupement d'entreprises                 | (1,0)                     | 0,0                   | 0,2                    | (0,8)          |
| Cessions  | (74,7)                    | (4,3)                 | (7,5)                  | (86,5)         |
| Différences de change                             | 5,6                       | 0,2                   | (0,1)                  | 5,7            |
| Autres  | (22,8)                    | (1,1)                 | (0,9)                  | (24,8)         |
| IFRS 5 - TSS reclassé en actif destiné à la vente | (58,3)                    | (1,3)                 | (2,1)                  | (61,6)         |
| <b>Au 31 décembre 2021</b>                        | <b>372,0</b>              | <b>42,2</b>           | <b>32,3</b>            | <b>446,5</b>   |
| <b>Amortissements cumulés</b>                     |                           |                       |                        |                |
| <b>Au 1er janvier 2021</b>                        | <b>(170,1)</b>            | <b>(9,8)</b>          | <b>(13,8)</b>          | <b>(193,7)</b> |
| Amortissements de l'exercice                      | (73,6)                    | (8,0)                 | (9,6)                  | (91,2)         |
| Impact regroupement d'entreprises                 | (3,2)                     | (0,1)                 | (0,1)                  | (3,4)          |
| Sorties de périmètre                              | 73,8                      | 5,2                   | 7,3                    | 86,3           |
| Différences de change                             | (2,5)                     | (0,1)                 | 0,1                    | (2,5)          |
| Autres  | 10,8                      | 0,0                   | 0,6                    | 11,4           |
| IFRS 5 - TSS reclassé en actif destiné à la vente | 24,9                      | 0,8                   | 1,1                    | 26,7           |
| <b>Au 31 décembre 2021</b>                        | <b>(139,9)</b>            | <b>(12,0)</b>         | <b>(14,5)</b>          | <b>(166,4)</b> |
| <b>Valeur nette</b>                               |                           |                       |                        |                |
| <b>Au 1er janvier 2021</b>                        | <b>262,8</b>              | <b>9,8</b>            | <b>20,2</b>            | <b>292,8</b>   |
| <b>Au 31 décembre 2021</b>                        | <b>232,1</b>              | <b>30,2</b>           | <b>17,9</b>            | <b>280,1</b>   |

## 10.2. Dettes de location

Les dettes de loyers sont ventilées comme suit :

| (En millions d'euros)                             | Total        |
|---|--------------|
| <b>Valeur brute</b>                               |              |
| <b>Au 1er Janvier 2021</b>                        | <b>300,1</b> |
| Acquisitions                                      | 132,9        |
| Impact regroupement d'entreprises                 | (0,6)        |
| Diminutions                                       | (83,2)       |
| Différences de change                             | 3,3          |
| Autres  | (9,0)        |
| IFRS 5 - TSS reclassé en actif destiné à la vente | (33,8)       |
| <b>Au 31 décembre 2021</b>                        | <b>309,6</b> |
| Acquisitions                                      | 78,6         |
| Impact regroupement d'entreprises                 | 11,2         |
| Diminutions                                       | (73,1)       |
| Différences de change                             | 0,3          |
| Autres  | (0,3)        |
| <b>Au 31 décembre 2022</b>                        | <b>326,4</b> |

## 10.3. Échéancier des dettes de location

| (En millions d'euros)            | <1an        | De 1 à 5ans  | >5ans       | TOTAL        |
|----------------------------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| <b>TOTAL au 31 décembre 2022</b> | <b>73,0</b> | <b>192,6</b> | <b>60,8</b> | <b>326,4</b> |

## Note 11 Régimes de retraites et autres avantages à long terme

### Conventions/principes comptables

Les régimes d'avantages sociaux octroyés par le Groupe comportent des plans à cotisations définies et des plans à prestations définies. Les charges liées aux régimes à cotisations définies sont constatées au compte de résultat du Groupe sur la base des cotisations versées ou dues au titre de l'exercice où les services afférents ont été rendus par les bénéficiaires.

L'évaluation des engagements du Groupe au titre des régimes à prestations définies s'effectue sur la base d'une méthode actuarielle unique dite des unités de crédit projetées. Cette méthode repose sur des hypothèses spécifiques qui sont périodiquement mises à jour, en liaison étroite avec les actuaires externes du Groupe.

Les actifs du régime généralement constitués au sein d'entités légales séparées sont évalués à leur juste valeur, mesurée en date de clôture. Leur juste valeur est déterminée sur la base d'évaluations externes fournies par les dépositaires et gestionnaires de fonds de retraite et sujettes à d'autres vérifications complémentaires lorsque le Groupe le juge nécessaire.

D'un exercice à l'autre, les différences entre d'une part les passifs anticipés et leurs montants réestimés, d'autre part le niveau attendu des actifs dédiés et leur niveau réel, constituent les écarts actuariels. Ces écarts peuvent provenir de changements d'hypothèses actuarielles ou d'écarts d'expérience créés par la non-réalisation, au cours de l'exercice, des hypothèses retenues à la fin de l'exercice précédent. Tous les écarts actuariels générés sur la période sont comptabilisés en « Autres éléments du résultat global ».

Le coût des régimes de retraite et des autres avantages à long terme est reconnu en « Marge opérationnelle », à l'exception de la charge d'intérêt sur les engagements nets qui est comptabilisée en « Autres produits et charges financiers ».

La provision nette du Groupe au titre des engagements de retraite et autres avantages à long terme s'élève à 137,5 millions d'euros au 31 décembre 2022 (227,2 millions d'euros au 31 décembre 2021). Ce passif total net est la différence entre une obligation totale au titre des prestations définies de 649,2 millions d'euros et une juste valeur totale des actifs du régime de 551,9 millions d'euros, avec un plafonnement des actifs de 40,2 millions d'euros.

Les engagements du Groupe se situent principalement en Suisse (46% de l'engagement total), Allemagne (20%), Belgique (15%), au Royaume-Uni (9%), et en France (8%).

Le montant comptabilisé en charges au titre des régimes à contributions définies s'élève à 20,1 millions d'euros pour l'exercice 2022 (2021 : 19,3 millions d'euros).

### 11.1 Caractéristiques des principaux plans et risques associés

**En Suisse**, les obligations découlent d'un régime à prestations définies, dépassant la prestation de retraite obligatoire minimale requise par la loi suisse (BVG). Les cotisations de retraite sont payées à la fois par les employés et par l'employeur et sont calculées en pourcentage du salaire couvert. Le taux de cotisation dépend de l'âge du salarié. Au départ à la retraite, l'épargne individuelle des salariés est multipliée par le taux de conversion, tel que défini par le règlement de la caisse de pension, et peut être versée soit sous forme de rente viagère, soit sous forme de capital. En cas d'invalidité, le régime de pension verse une rente d'invalidité jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite. En cas de décès avant la retraite, le régime de retraite verse une rente de conjoint à vie.

**En Allemagne**, la majorité des obligations proviennent d'un régime à prestations définies fermé aux nouveaux entrants. Ce régime est soumis aux obligations locales, qui n'imposent pas de niveau de financement et exigent la souscription d'une assurance mutualisée entre employeurs pour garantir les droits en cas de défaut d'un employeur (PSV). Le régime est partiellement financé par un contrat d'assurance, soit par un contrat de fiducie contractuel (CTA). La stratégie d'investissement est déterminée par la compagnie d'assurance. La souscription de l'assurance mutualisée est gérée par un professionnel indépendant tierce partie. Le CTA est régi par un tiers professionnel indépendant. La stratégie d'investissement est définie par le comité d'investissement composé de représentant des employeurs.

**En Belgique**, la majorité des engagements proviennent d'un régime à prestations définies, fermé aux nouveaux entrants et des régimes à cotisations définies avec une obligation de l'entreprise de garantir un rendement minimum sur l'ensemble des cotisations salariales et patronales, ouvert aux nouveaux entrants.

Le régime à prestations définies est soumis aux règles de solvabilité locales qui reposent sur un taux d'actualisation de 6,0% et une table de mortalité officielle. En cas de déficit, un comblement doit intervenir immédiatement. Le régime est assuré auprès d'une compagnie d'assurance spécialisée, qui détermine la stratégie d'investissement.

Les régimes à cotisations définies avec rendement garanti sont soumis aux règles de solvabilités locales. En cas de sous-financement au moment du départ en retraite du salarié, le déficit doit être comblé. Le régime est assuré auprès d'une compagnie d'assurance spécialisée, qui garantit un rendement technique (fixé par l'assureur à un niveau inférieur au rendement minimum légal) ainsi qu'une éventuelle participation aux bénéfices. La compagnie d'assurance détermine la stratégie d'investissement.

Les engagements du Groupe proviennent également d'anciens plans à prestations définies au Royaume Uni (fermés aux nouveaux entrants), et en France (ouverts aux nouveaux entrants), et dans une moindre mesure, de régimes légaux ou contractuels d'indemnités de fin de carrière ou d'avantages à long terme de type médailles du travail.

Ces régimes n'exposent pas le Groupe Worldline à des risques particuliers au-delà des risques traditionnels liés aux régimes à prestations définies, qui incluent notamment les risques d'augmentation de l'inflation, de la longévité, ou encore la baisse des taux d'actualisation ou des rendements financiers.

Worldline reconnaît l'ensemble des gains et pertes actuarielles ainsi que les effets des limitations d'actifs générés au cours de la période en « autres éléments du résultat global » pour les plans de retraite, et en charge pour les autres avantages long-terme.

## 11.2 Evènements en 2022

Les marchés des taux d'intérêt des obligations d'entreprises pour toutes les grandes zones/pays ont été particulièrement volatils cette année. Les taux d'actualisation au 31 décembre 2022 ont augmenté significativement depuis le 31 décembre 2021. Cela a conduit à une diminution de l'obligation d'environ 228 millions d'euros partiellement compensée par l'autre perte actuarielle due principalement à l'augmentation du taux d'inflation, du taux d'augmentation des pensions, de la sous-performance des actifs qui a généré une perte de 69 millions d'euros et de l'excédent irrécupérable de 40 millions d'euros en Suisse.

En raison des conditions de marché au 31 décembre 2022, les principaux plans de retraite en Suisse et au Royaume-Uni sont en situation de surplus selon IAS 19. Le surplus du plan de retraite suisse n'a pas été entièrement reconnu au bilan par application des limitations IAS 19 ce qui s'est traduit par une charge de 40,2 millions comptabilisée en autres éléments du résultat global. Le surplus reconnu au titre de ce plan s'élève donc à 6,9 millions d'euros. Le surplus de 14,5 millions d'euros au titre du plan britannique a été entièrement reconnu si bien que les charges payées d'avance au titre des plans de retraite s'élèvent à 21,5 millions d'euros.

## 11.3 Montants reconnus dans les états financiers

Les montants reconnus au bilan au 31 décembre 2022, déterminés régime par régime, se décomposent comme suit :

| (En millions d'euros)   | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| <b>Montant reconnu dans les états financiers</b>  |                  |                  |
| Charges payées d'avance - régimes postérieurs à l'emploi  | 21,5             | 14,6             |
| Charges à payer - régimes postérieurs à l'emploi  | (154,3)          | (236,5)          |
| Charges à payer - autres régimes à long terme   | (4,7)            | (5,3)            |
| <b>Montant total reconnu au bilan</b>   | <b>(137,5)</b>   | <b>(227,2)</b>   |
| <b>Décomposition de la charge périodique</b>  |                  |                  |
| Coût des services rendus (net des cotisations des salariés)   | 31,4             | 32,0             |
| Coût des services passés, liquidation   | -                | (2,1)            |
| (Gains) / pertes liés sur autres régimes à long terme   | (0,7)            | 0,1              |
| <b>Charge opérationnelle</b>  | <b>30,6</b>      | <b>30,0</b>      |
| Coût de l'actualisation   | 6,7              | 5,5              |
| Revenus d'intérêt   | (4,2)            | (3,5)            |
| Charge d'intérêt sur l'effet du plafond de l'actif  | -                | 0,1              |
| <b>Charge financière nette</b>  | <b>2,5</b>       | <b>2,1</b>       |
| <b>Charge nette périodique totale</b>   | <b>33,2</b>      | <b>32,1</b>      |
| <i>Dont charge nette périodique liée aux régimes postérieurs à l'emploi</i>                             | <i>33,5</i>      | <i>31,4</i>      |
| <i>Dont charge nette périodique liée aux autres régimes à long terme</i>                                | <i>(0,3)</i>     | <i>0,7</i>       |
| <b>Variation des engagements au titre des régimes à prestations définies</b>                            |                  |                  |
| Engagements au titre des régimes à prestations définies au 1er janvier - régimes postérieurs à l'emploi | 819,0            | 802,6            |
| Engagements au titre des régimes à prestations définies au 1er janvier - autres régimes à long terme    | 5,3              | 6,1              |
| <b>Total des engagements au titre des régimes à prestations définies au 1er janvier</b>                 | <b>824,3</b>     | <b>808,7</b>     |
| Effets de change  | 14,7             | 22,4             |
| Coût des services rendus (net des cotisations des salariés)   | 31,4             | 32,0             |
| Coût de l'actualisation   | 6,7              | 5,5              |
| Cotisations des salariés  | 8,7              | 7,4              |
| Effet des modifications de régimes, liquidation   | -                | (2,1)            |
| Regroupement d'entreprises / (cessions)   | (3,7)            | 0,9              |
| Prestations payées  | (27,7)           | (22,6)           |
| (Gains) / pertes actuariels - changements d'hypothèses financières                                      | (212,6)          | 7,1              |
| (Gains) / pertes actuariels - changements d'hypothèses démographiques                                   | 2,4              | (11,1)           |
| (Gains) / pertes actuariels - effets d'expérience   | 4,9              | 25,0             |
| IFRS 5  | -                | (48,8)           |
| <b>Engagements au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre</b>                           | <b>649,2</b>     | <b>824,3</b>     |

La maturité moyenne des engagements est de 9,3 années.

| (En millions d'euros)  | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| <b>Variation de la juste valeur des actifs de régime</b>                                 |                  |                  |
| <b>Juste valeur des actifs de régime au 1er janvier</b>                                  | <b>597,1</b>     | <b>566,8</b>     |
| Effets de change   | 14,6             | 21,7             |
| Rendement financier réel des actifs de régime  | (64,3)           | 42,9             |
| Cotisations employeur  | 17,0             | 15,5             |
| Cotisations des salariés   | 8,7              | 7,4              |
| Prestations payées par les fonds externes  | (21,9)           | (15,6)           |
| Regroupement d'entreprises / (cessions)  | 0,6              | -                |
| IFRS 5   | -                | (41,6)           |
| <b>Juste valeur des actifs de régime au 31 décembre</b>                                  | <b>551,9</b>     | <b>597,1</b>     |
| <b>Rapprochement avec les montants reconnus dans les états financiers (tous régimes)</b> |                  |                  |
| Situation financière nette - régimes postérieurs à l'emploi                              | (92,6)           | (221,9)          |
| Situation financière nette - autres régimes à long terme                                 | (4,7)            | (5,3)            |
| Autres éléments non reconnus   | (40,2)           | -                |
| <b>Charges (à payer) / payées d'avance (tous régimes)</b>                                | <b>(137,5)</b>   | <b>(227,2)</b>   |
| <b>Variation du montant reconnu dans les états financiers (tous régimes)</b>             |                  |                  |
| <b>Montant reconnu à l'ouverture</b>   | <b>(227,2)</b>   | <b>(247,3)</b>   |
| Charge nette périodique  | (33,2)           | (32,1)           |
| Prestations payées par l'employeur   | 5,8              | 7,0              |
| Cotisations versées par l'employeur  | 17,0             | 15,5             |
| Regroupement d'entreprises / (cessions)  | 4,3              | (0,9)            |
| Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global                             | 95,8             | 24,0             |
| Effets de change   | (0,1)            | (0,7)            |
| IFRS 5   | -                | 7,3              |
| <b>Montant reconnu à la clôture</b>  | <b>(137,5)</b>   | <b>(227,2)</b>   |

#### 11.4 Hypothèses actuarielles

Les engagements du Groupe Worldline ont été évalués par des actuaires indépendants sur la base des

hypothèses qui sont mises à jour périodiquement. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

|   | Royaume-Uni |       | Zone euro        |                  | Suisse |       |
|---|-------------|-------|------------------|------------------|--------|-------|
|   | 2022        | 2021  | 2022             | 2021             | 2022   | 2021  |
| Taux d'actualisation au 31 décembre                         | 4,85%       | 1,80% | 3.15% ~<br>3.75% | 0.90% ~<br>1.05% | 2,25%  | 0.35% |
| Hypothèse d'augmentation future des salaires au 31 décembre | 3,40%       | 3,30% | 2,10%            | 1,80%            | 1,50%  | 1,00% |

L'hypothèse d'inflation est utilisée pour déterminer l'impact de l'indexation des retraites en cours de paiement ou des augmentations de salaires selon les règles propres à chaque plan.

Sensibilité des engagements à prestations définies des principaux plans aux hypothèses de taux d'actualisation et d'inflation :

|                                   | Taux d'actualisation<br>+25 pb | Taux d'inflation<br>+25 pb |
|-----------------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| Principaux régimes au Royaume-Uni | -3,6%                          | 3,4%                       |
| Principaux régimes en Suisse      | -0,8%                          | 0,1%                       |
| Principaux régimes en Allemagne   | -4,5%                          | 3,1%                       |
| Principaux régimes en Belgique    | -2,3%                          | 1,2%                       |
| Principaux régimes en France      | -3,4%                          | 0,0%                       |

Ces sensibilités sont fondées sur des calculs effectués par des actuaires indépendants et n'incluent pas les effets croisés des diverses hypothèses, mais elles

comprennent les effets que l'hypothèse de l'inflation aurait sur les hypothèses d'augmentation salariale, d'augmentation des pensions et d'autres hypothèses.

## 11.5 Actifs de régime

Les actifs de régimes sont investis comme suit :

|                         | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|-------------------------|------------------|------------------|
| Actions                 | 32,0%            | 36,0%            |
| Obligations             | 14,0%            | 16,0%            |
| Immobilier              | 20,7%            | 14,0%            |
| Liquidités et assimilés | 15,8%            | 19,0%            |
| Autres                  | 17,5%            | 15,0%            |

## 11.6 Synthèse des impacts nets sur le compte de résultat et les flux de trésorerie

L'impact net des régimes à prestation définies sur les états financiers du groupe est le suivant :

### Compte de résultat

| (En millions d'euros)                         | Exercice 2022         |                             |               | Exercice 2021         |                             |               |
|---|-----------------------|-----------------------------|---------------|-----------------------|-----------------------------|---------------|
|   | Postérieur à l'emploi | Autres régimes à long terme | Total         | Postérieur à l'emploi | Autres régimes à long terme | Total         |
| Marge opérationnelle                          | (31,0)                | 0,4                         | <b>(30,6)</b> | (29,3)                | (0,7)                       | <b>(30,0)</b> |
| Résultat financier                            | (2,5)                 | (0,0)                       | <b>(2,5)</b>  | (2,1)                 | 0,0                         | <b>(2,1)</b>  |
| <b>Impact total sur le compte de résultat</b> | <b>(33,5)</b>         | <b>0,3</b>                  | <b>(33,2)</b> | <b>(31,4)</b>         | <b>(0,7)</b>                | <b>(32,1)</b> |

### Impact sur les flux de trésorerie

L'impact en trésorerie des retraites en 2022 a été principalement composé de contributions en espèces à des fonds de pension ou d'assurance pour 17,0 millions d'euros, la partie restante de 5,8 millions d'euros étant

constituée de paiements de prestations directement effectués par le Groupe aux bénéficiaires.

Les cotisations aux fonds de pension ou d'assurance en 2023 devraient s'élever à 17,0 millions d'euros.

## Note 12 Provisions

### Conventions/principes comptables

Le Groupe utilise des hypothèses et des méthodes actuarielles pour mesurer les provisions. Les dispositions sont reconnues lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le Groupe a une obligation actuelle (juridique, réglementaire, contractuelle ou implicite) résultant d'événements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources comportant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Le montant peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet valeur temps est significatif. Les variations des effets d'actualisation à chaque période comptable sont comptabilisées dans les charges financières.

### Litiges et réclamations

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de réclamations et de procédures judiciaires et arbitrales qui sont survenues dans le cours normal de ses activités. Ces réclamations et procédures sont régulièrement examinées par la Direction juridique et font l'objet de provisions si le Groupe estime qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour couvrir le risque encouru et que cette sortie peut être estimée de manière fiable, étant entendu que les événements qui surviennent au cours de la procédure peuvent nécessiter une réévaluation du risque. Les reprises de montants non utilisés reflètent principalement la résolution de tels litiges qui ont été réglés en faveur du Groupe, ou dans lesquels le montant des dommages et intérêts accordés s'est avéré inférieur à l'estimation initiale.

### Risques liés à la qualité des produits

Une provision pour risques liés à la qualité des produits est comptabilisée dès lors que ce risque n'est pas couvert par la provision pour garantie.

| (En millions d'euros)          | 31 décembre<br>2021 | Dotations   | Reprises<br>utilisées | Reprises<br>non<br>utilisées | Regroupement<br>d'entreprises | Autres<br>(*) | Reclassement de<br>l'activité TSS sous<br>IFRS 5 | 31 décembre<br>2022 | Courantes   | Non<br>courantes |
|--------------------------------|---------------------|-------------|-----------------------|------------------------------|-------------------------------|---------------|--|---------------------|-------------|------------------|
| Engagements liés à des projets | 2,5                 | 0,3         | (0,1)                 | -                            | -                             | (0,4)         | -  | 2,3                 | 1,6         | 0,7              |
| Risques et litiges             | 61,5                | 57,9        | (1,7)                 | (12,0)                       | 0,5                           | (5,9)         | -  | 100,2               | 9,8         | 90,4             |
| Autre                          | 5,7                 | 1,4         | (3,2)                 | 0,3                          | -                             | 0,7           | -  | 4,9                 | 3,1         | 1,7              |
| <b>Total provisions</b>        | <b>69,7</b>         | <b>59,6</b> | <b>(5,1)</b>          | <b>(11,8)</b>                | <b>0,5</b>                    | <b>(5,5)</b>  | <b>-</b>   | <b>107,4</b>        | <b>14,5</b> | <b>92,8</b>      |

| (En millions d'euros)          | 31 décembre<br>2020 | Dotations   | Reprises<br>utilisées | Reprises<br>non<br>utilisées | Regroupement<br>d'entreprises | Autres<br>(*) | Reclassement de<br>l'activité TSS sous<br>IFRS 5 | 31 décembre<br>2021 | Courantes   | Non<br>courantes |
|--------------------------------|---------------------|-------------|-----------------------|------------------------------|-------------------------------|---------------|--|---------------------|-------------|------------------|
| Engagements liés à des projets | 1,7                 | 0,9         | (0,1)                 | -                            | -                             | (0,0)         | -  | 2,5                 | 1,4         | 1,1              |
| Risques et litiges             | 92,5                | 9,3         | (7,5)                 | (3,3)                        | (0,1)                         | (3,5)         | (25,9)   | 61,5                | 13,8        | 47,7             |
| Autre                          | 18,6                | 9,6         | (13,2)                | (1,3)                        | 0,8                           | 5,0           | (13,8)   | 5,7                 | 3,9         | 1,8              |
| <b>Total provisions</b>        | <b>112,8</b>        | <b>19,8</b> | <b>(20,8)</b>         | <b>(4,6)</b>                 | <b>0,7</b>                    | <b>1,5</b>    | <b>(39,8)</b>                                    | <b>69,7</b>         | <b>19,1</b> | <b>50,5</b>      |

\* Le mouvement Autre correspond principalement à des ajustements de conversion des devises.

Les provisions pour risques et litiges de 100,2 millions d'euros, incluent notamment plusieurs litiges tels que des contentieux fiscaux et sociaux, des litiges sur des garanties données sur cessions, et autres conflits avec des clients et des fournisseurs.

La Direction juridique et les avocats du Groupe, ainsi que les fonctions connexes (telles que les Directions des ressources humaines et fiscale) gèrent attentivement

ces cas avec pour objectifs de réduire au maximum le passif final.

En 2022, l'augmentation de 57,9 millions d'euros des risques et litiges est principalement liée aux garanties envers Apollo, selon des termes et conditions spécifiques, en relation avec la cession de TSS. Ces garanties sont incluses dans l'accord de cession et ont été enregistrées dans le résultat net des activités non poursuivies.

## Note 13 Capitaux propres

### 13.1. Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère

#### Conventions/principes comptables

##### Actions propres

Les actions Worldline détenues par la société mère sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en déduction des capitaux propres consolidés. En cas de cession, le profit ou la perte et l'incidence fiscale correspondante sont comptabilisés en tant que variation des capitaux propres consolidés.

Au cours de l'exercice 2022, 1 285 023 actions nouvelles ont été créées à la suite de l'exercice du :

- Plan d'actionnariat salarié Boost 2020 (307 320 actions) ;
- Plan d'options d'achat d'actions (150 646 actions) ; et
- Plan d'attribution gratuite d'actions (827 057 actions).

Fin décembre 2022, le nombre total d'actions atteignait 281 769 840, ayant chacune une valeur nominale de 0,68 euros. Le capital social de Worldline S.A. est passé de 190 729 675,56 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2022 à 191 603 491,20 euros à fin décembre 2022.

### 13.2. Participations ne donnant pas le contrôle

#### Conventions/principes comptables

La quote-part dans les résultats revenant aux actionnaires minoritaires est reconnue dans les capitaux propres - participations ne donnant pas le contrôle. De même, la quote-part dans les dividendes à verser est imputée dans les capitaux propres – participations ne donnant pas le contrôle.

| (En millions d'euros) | 31 décembre 2021 | Résultat 2022 | Augmentation de capital | Dividendes    | Regroupement d'entreprises | Autres        | 31 décembre 2022 |
|-----------------------|------------------|---------------|-------------------------|---------------|----------------------------|---------------|------------------|
| GoPay                 | 1,9              | 0,6           | -                       | -             | (2,5)                      | -             | -                |
| Payone                | 868,8            | 25,3          | -                       | (12,4)        | 1,8                        | (2,3)         | 881,2            |
| ANZ                   | -                | (20,1)        | -                       | -             | 316,0                      | (22,7)        | 273,2            |
| Autres                | 0,3              | (1,7)         | -                       | (0,8)         | (6,0)                      | 8,6           | 0,3              |
| <b>Total</b>          | <b>871,0</b>     | <b>4,1</b>    | <b>-</b>                | <b>(13,2)</b> | <b>309,3</b>               | <b>(17,0)</b> | <b>1 154,7</b>   |

Les participations ne donnant pas le contrôle à fin décembre 2022 s'élevaient à 1 154,7 millions d'euros correspondant principalement aux participations dans ANZ et Payone. Les changements de périmètre sont principalement dus à l'acquisition d'une participation majoritaire dans ANZ et à la création d'une joint-venture

51%-49% contrôlée par Worldline pour exploiter et développer des services aux marchands en Australie avec ANZ Bank, l'une des plus grandes banques d'Asie-Pacifique et le troisième plus grand acquéreur d'Australie.

### 13.3. Résultat net par action

#### Conventions/principes comptables

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat net (attribuable aux propriétaires de la société mère) par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Les actions propres ne sont pas prises en compte pour le calcul du résultat par action de base ou dilué.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net (attribuable aux propriétaires de la société mère), ajusté du coût financier (net d'impôt) des instruments de dette dilutifs éventuels, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, majoré du nombre moyen d'actions qui, selon la méthode du rachat d'actions, auraient été émises si des instruments dilutifs éventuels avaient été convertis.

Le nombre moyen pondéré d'actions s'élève à 281 179 484 actions pour la période. A fin décembre 2022, les instruments dilutifs sont constitués

d'options de souscription d'actions (représentant 457 917 actions) et les effets potentiellement dilutifs des OCEANes (représentant 12 775 380 actions).

| (En millions d'euros)   | Exercice 2022 | %            | Exercice 2021  | %             |
|---|---------------|--------------|----------------|---------------|
| Résultat net des activités continues                            | 210,7         |              | 191,1          |               |
| Résultat net des activités discontinues                         | 88,5          |              | (942,5)        |               |
| <b>Résultat net [a]</b>   | <b>299,2</b>  | <b>5,6%</b>  | <b>(751,4)</b> | <b>-15,3%</b> |
| Résultat net dilué des activités continues                      | 219,2         |              | 199,2          |               |
| Résultat net dilué des activités discontinues                   | 88,5          |              | (942,5)        |               |
| <b>Résultat net dilué [b]</b>                                   | <b>307,7</b>  | <b>5,7%</b>  | <b>(743,3)</b> | <b>-15,2%</b> |
| Résultat net normalisé des activités continues                  | 544,9         |              | 440,0          |               |
| Résultat net normalisé des activités discontinues               | 198,0         |              | 204,7          |               |
| <b>Résultat net normalisé [c]</b>                               | <b>742,9</b>  | <b>13,9%</b> | <b>644,6</b>   | <b>13,2%</b>  |
| Résultat net dilué normalisé des activités continues            | 553,3         |              | 448,1          |               |
| Résultat net dilué normalisé des activités discontinues         | 198,0         |              | 204,7          |               |
| <b>Résultat net dilué normalisé [d]</b>                         | <b>751,3</b>  | <b>14,0%</b> | <b>652,7</b>   | <b>13,3%</b>  |
| Nombre moyen d'actions [e]                                      | 281 179 484   |              | 279 668 350    |               |
| Impact des instruments dilutifs                                 | 13 233 297    |              | 13 668 623     |               |
| Nombre moyen d'actions diluées [f]                              | 294 412 781   |              | 293 336 973    |               |
| (En euros)  |               |              |                |               |
| <b>Résultat Net Par Action (RNPA) [a] / [e]</b>                 | 1,06          |              | (2,69)         |               |
| <b>Résultat Net Par Action (RNPA) dilué [b] / [f]</b>           | 1,05          |              | (2,53)         |               |
| <b>Résultat Net Par Action (RNPA) normalisé [c] / [e]</b>       | 2,64          |              | 2,30           |               |
| <b>Résultat Net Par Action (RNPA) dilué normalisé [d] / [f]</b> | 2,55          |              | 2,23           |               |

## Note 14 Engagements hors bilan

### 14.1 Engagements contractuels

Le tableau ci-dessous présente les paiements minima futurs pour les exercices à venir au titre d'obligations et d'engagements fermes.

| (En millions d'euros)                             | Exercice 2022 | Échéances   |              |             | Exercice 2021 |
|---|---------------|-------------|--------------|-------------|---------------|
|   |               | < à 1 an    | 1 à 5 ans    | > à 5 ans   |               |
| Contrats de location simple matériel informatique | 9,7           | 4,3         | 5,4          |             | 16,0          |
| Obligations d'achat irrévocables                  | 233,6         | 39,5        | 157,9        | 36,2        | 296,5         |
| <b>Engagements totaux</b>                         | <b>243,2</b>  | <b>43,8</b> | <b>163,3</b> | <b>36,2</b> | <b>312,5</b>  |

Les obligations d'achat irrévocables concernent principalement les engagements envers SIX Group AG (voir Note 15 « Parties liées »).

En complément des informations présentées ci-dessus, dans le contexte de la cession de TSS, Worldline s'est engagé à acheter auprès de TSS un certain pourcentage de ses achats annuels de terminaux.

### 14.2 Garanties commerciales

| (En millions d'euros)                         | Exercice 2022  | Exercice 2021 |
|---|----------------|---------------|
| <b>Garanties bancaires</b>                    | <b>67,1</b>    | <b>57,7</b>   |
| - Opérationnelles - Performance               | 29,6           | 26,6          |
| - Opérationnelles - Appels d'offres           | 0,4            | 0,6           |
| - Opérationnelles - Avances sur paiement      | 0,0            | 0,2           |
| - Financières ou autres                       | 37,1           | 30,3          |
| <b>Garanties parentales</b>                   | <b>951,9</b>   | <b>797,8</b>  |
| - Opérationnelles - Performance               | 574,4          | 624,3         |
| - Opérationnelles - Orientées autres business | 22,9           | 13,3          |
| - Financières ou autres                       | 354,7          | 160,2         |
| <b>Nantissements</b>                          | <b>23,6</b>    | <b>22,3</b>   |
| <b>Total</b>                                  | <b>1 042,6</b> | <b>877,7</b>  |

Pour divers contrats à long terme, le Groupe a émis des garanties parentales à ses clients. Le Groupe a mis en nantissement un compte bancaire afin de garantir de futures sorties de trésorerie à destination de tiers au

groupe. Ce nantissement peut être substitué à tout moment par une garantie bancaire.



### 14.3 Autres garanties

#### Garanties reçues

| (En millions d'euros)                                | Au 31 décembre 2022 | Au 31 décembre 2021 |
|--|---------------------|---------------------|
| Garanties reçues lors de l'acquisition d'entreprises | 1 969,5             | 1 891,0             |
| Autres engagements reçus                             | 0,0                 | 0,0                 |
| <b>Total</b>   | <b>1 969,5</b>      | <b>1 891,0</b>      |

#### Garanties données

| (En millions d'euros)                              | Au 31 décembre 2022 | Au 31 décembre 2021 |
|--|---------------------|---------------------|
| Garanties données lors de la cession d'entreprises | 2 103,1             | 2 066,1             |
| Autres engagements donnés                          | 2,8                 | 3,6                 |
| <b>Total</b>                                       | <b>2 105,9</b>      | <b>2 069,7</b>      |

Les augmentations en 2022 des engagements reçus/donnés sur acquisitions/cessions de sociétés sont principalement relatives aux opérations d'acquisition d'Axepta et de cession de TSS.

### Note 15 Parties liées

#### Conventions/principes comptables

Les parties liées incluent :

- SIX Group AG (et ses filiales qui ne sont pas dans le périmètre de consolidation du Groupe) en tant qu'actionnaire de référence sur la période ;
- Les entités qui sont contrôlées par le Groupe, les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, les entités qui offrent un régime d'avantages postérieurs à l'emploi au profit des employés du Groupe ou celles qui sont contrôlées ou détenues conjointement par l'un des dirigeants du Groupe ; et
- La Direction du Groupe définie comme les personnes qui ont l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler l'activité du Groupe, notamment les membres du Conseil d'Administration incluant le Président, ainsi que le Directeur Général et le Directeur Général Délégué.

Les principales transactions avec les parties liées regroupent :

- Les refacturations de loyer ;
- La facturation de services de sous-traitance comme des coûts de personnel ou d'utilisation d'infrastructure ;
- Les facturations de services administratifs ;
- Les intérêts associés aux éléments financiers ;

Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

Les transactions avec les parties liées sont détaillées comme suit :

#### Avec SIX Group AG

| (En millions d'euros)             | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|
| Chiffre d'affaires                | 38,3          | 35,7          |
| Produits et charges opérationnels | (48,7)        | (46,7)        |

Les créances et dettes inscrites au bilan, relatives aux parties liées sont détaillées comme suit :

| (En millions d'euros)             | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|-----------------------------------|------------------|------------------|
| Créances clients nettes           | 121,9            | 133,9            |
| Autres actifs courants            | 0,1              | -                |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 9,7              | 3,5              |
| Autres passifs courants           | -                | 0,2              |

Les engagements hors bilan relatifs aux parties liées se détaillent comme suit :

| (En millions d'euros)     | 31 décembre 2022 | Échéances   |              |             | 31 décembre 2021 |
|---------------------------|------------------|-------------|--------------|-------------|------------------|
|                           |                  | < à 1 an    | 1 à 5 ans    | > à 5 ans   |                  |
| Engagements contractuels  | 233,6            | 39,5        | 157,9        | 36,2        | 259,0            |
| <b>Engagements totaux</b> | <b>233,6</b>     | <b>39,5</b> | <b>157,9</b> | <b>36,2</b> | <b>259,0</b>     |

Les engagements contractuels sont principalement liés à la LTIA (*Long Term Infrastructure Agreement*).

#### Coûts relatifs aux principaux dirigeants du Groupe

En 2022, les coûts des principaux dirigeants de Worldline incluent :

- Les coûts du Directeur Général ;
- Les coûts du Directeur Général Délégué ;

La répartition de la charge enregistrée dans les comptes du Groupe pour ses principaux dirigeants est la suivante :

- Les coûts relatifs aux membres du Conseil d'Administration correspondant aux jetons de présence de 2022 ; et
- La rémunération du Président du Conseil d'Administration.

| (En millions d'euros)                                     | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---------------|---------------|
| Avantages court terme                                     | 3,9           | 3,2           |
| Cotisations versées par l'employeur et autres taxes (*)   | 1,6           | 1,5           |
| Plans d'actions gratuites et options de souscription (**) | 3,5           | 3,7           |
| <b>Total</b>  | <b>9,0</b>    | <b>8,4</b>    |

\* les contributions employeurs dues sur les salaires et les bonus des principaux dirigeants de Worldline ainsi que sur l'attribution du plan de stock-options de Worldline aux principaux dirigeants de Worldline le 9 juin 2022 et sur l'attribution du plan d'actions gratuites Worldline 2019 aux principaux dirigeants de Worldline le 24 juillet 2022.

\*\* comptabilisation IFRS 2 2022 pour les plans d'actions de performance Worldline dont bénéficient les principaux dirigeants de Worldline qui ont été émis les 24 juillet 2019, 9 juin 2020, 27 mai 2021 et 9 juin 2022 ainsi que pour les plans de stock-options dont bénéficient les principaux dirigeants de Worldline les 24 juillet 2019, 9 juin 2020, 27 mai 2021 et 9 juin 2022.

## Note 16 Principales entités entrant dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2022

| Worldline SA                           | Société mère | Holding             | France           |
|--|--------------|---------------------|------------------|
| equensWorldline GMBH                   | 100          | Intégration globale | Allemagne        |
| Worldline NV/SA                        | 100          | Intégration globale | Belgique         |
| Worldline France SAS                   | 100          | Intégration globale | France           |
| equensWorldline SE                     | 100          | Intégration globale | Pays-bas         |
| equensWorldline Belgium                | 100          | Intégration globale | Belgique         |
| SIX Payment Services Ltd               | 100          | Intégration globale | Suisse           |
| WL Services Australia Pty              | 100          | Intégration globale | Australie        |
| Worldline e-Commerce Solutions BV/SRL  | 100          | Intégration globale | Belgique         |
| Worldline PAYONE Holding GmbH          | 60           | Intégration globale | Allemagne        |
| PAYONE GmbH                            | 60           | Intégration globale | Allemagne        |
| PAYONE GmbH - Austria                  | 60           | Intégration globale | Autriche         |
| Retail International Holding S.A.S.    | 100          | Intégration globale | Royaume-Uni      |
| Global Collect Services B.V.           | 100          | Intégration globale | Belgique         |
| Paymark Limited                        | 100          | Intégration globale | Nouvelle-Zélande |
| Bambora Top Holding AB                 | 100          | Intégration globale | Suède            |
| Bambora Group AB                       | 100          | Intégration globale | Suède            |
| Bambora AB                             | 100          | Intégration globale | Suède            |
| Worldline IGSA Group S.A.              | 100          | Intégration globale | France           |
| Global Collect B.V.                    | 100          | Intégration globale | Belgique         |
| Payment Acceptance Australia Pty. Ltd. | 51           | Intégration globale | Australie        |

### Information sur les filiales avec des intérêts minoritaires significatifs

| Entités                                | Pourcentage d'intérêts minoritaires | Total bilan*<br>(en millions d'euros) |
|--|-------------------------------------|---------------------------------------|
| Payone                                 | 40%                                 | 4 343                                 |
| Payment Acceptance Australia Pty. Ltd. | 49%                                 | 1 967                                 |

\*L'information financière résumée est présentée à 100% et avant élimination des transactions intra-groupes.

## Note 17 Honoraires des commissaires aux comptes

| (En milliers d'euros et en %)  | Deloitte            |             |                |             | Grant Thornton |             |                |             |
|--|---------------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|
|  | Deloitte & Associés |             | Réseau         |             | Grant Thornton |             | Réseau         |             |
|  | Honoraires          | %           | Honoraires     | %           | Honoraires     | %           | Honoraires     | %           |
| <b>Certification et examen limité annuel des comptes individuels et consolidés</b> |                     |             |                |             |                |             |                |             |
| Emetteur   | 433,0               | 49%         |                |             | 347,8          | 57%         |                |             |
| Filiales intégrées globalement   | 385,0               | 44%         | 1 637,0        | 94%         | 175,0          | 29%         | 1 559,6        | 100%        |
| <b>Sous total audit</b>  | <b>818,0</b>        | <b>93%</b>  | <b>1 637,0</b> | <b>94%</b>  | <b>522,8</b>   | <b>85%</b>  | <b>1 559,6</b> | <b>100%</b> |
| <b>Services autres que la certification des comptes</b>                            |                     |             |                |             |                |             |                |             |
| Emetteur   | 60,0                | 7%          |                |             | 91,1           | 15%         |                |             |
| Filiales intégrées globalement   |                     |             | 100,0          | 6%          |                |             | 3,7            | 0%          |
| <b>Sous total autres</b>   | <b>60,0</b>         | <b>7%</b>   | <b>100,0</b>   | <b>6%</b>   | <b>91,1</b>    | <b>15%</b>  | <b>3,7</b>     | <b>0%</b>   |
| <b>Total honoraires 2022</b>   | <b>878,0</b>        | <b>100%</b> | <b>1 737,0</b> | <b>100%</b> | <b>613,9</b>   | <b>100%</b> | <b>1 563,3</b> | <b>100%</b> |

En 2022, les services autres que la certification des comptes (SACC) couvrent des services fournis à la demande de l'entité, qui correspondent principalement à (i) l'émission du rapport de l'Organisme Tiers Indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales prévu par

l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, (ii) la réalisation de missions de due diligence d'acquisition, ainsi que (iii) la réalisation de services fiscaux dans des filiales étrangères, autorisés par la législation locale et (iv) le rapport d'assurance SOC2.

| (En milliers d'euros et en %)  | Deloitte            |             |                |             | Grant Thornton |             |                |             |
|--|---------------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|
|  | Deloitte & Associés |             | Réseau         |             | Grant Thornton |             | Réseau         |             |
|  | Honoraires          | %           | Honoraires     | %           | Honoraires     | %           | Honoraires     | %           |
| <b>Certification et examen limité annuel des comptes individuels et consolidés</b> |                     |             |                |             |                |             |                |             |
| Emetteur   | 390,0               | 37%         |                |             | 397,8          | 66%         |                |             |
| Filiales intégrées globalement   | 425,0               | 41%         | 1 680,0        | 87%         | 163,5          | 27%         | 1 681,9        | 98%         |
| <b>Sous total audit</b>  | <b>815,0</b>        | <b>78%</b>  | <b>1 680,0</b> | <b>87%</b>  | <b>561,3</b>   | <b>93%</b>  | <b>1 681,9</b> | <b>98%</b>  |
| <b>Services autres que la certification des comptes</b>                            |                     |             |                |             |                |             |                |             |
| Emetteur   | 170,0               | 16%         | 17,0           | 1%          | 42,5           | 7%          |                |             |
| Filiales intégrées globalement   | 60,0                | 6%          | 235,0          | 12%         |                |             | 27,0           | 2%          |
| <b>Sous total autres</b>   | <b>230,0</b>        | <b>22%</b>  | <b>252,0</b>   | <b>13%</b>  | <b>42,5</b>    | <b>7%</b>   | <b>27,0</b>    | <b>2%</b>   |
| <b>Total honoraires 2021</b>   | <b>1 045,0</b>      | <b>100%</b> | <b>1 932,0</b> | <b>100%</b> | <b>603,8</b>   | <b>100%</b> | <b>1 708,9</b> | <b>100%</b> |

En 2021, les services autres que la certification des comptes (SACC) couvrent des services fournis à la demande de l'entité, qui correspondent principalement à (i) l'émission du rapport de l'Organisme Tiers Indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales prévu par

l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, (ii) la réalisation de missions de due diligence d'acquisition, ainsi que (iii) la réalisation de services fiscaux dans des filiales étrangères, autorisés par la législation locale et (iv) le rapport d'assurance SOC2.

## Note 18 : Evènements postérieurs à la clôture

### TSS

Worldline a finalisé la cession des 15,04% de sa participation restante dans TSS.

Comme mentionné dans la Note 1 « Variation de périmètre », dans le cadre de la cession des 84,96% de sa filiale TSS (*Terminals, Solutions & Services*) à Apollo, Worldline avait pris l'engagement de céder les 15,04% restants en janvier 2023.

### OPP

En janvier 2023, Worldline a finalisé l'acquisition d'une participation de 40% de la société Online Payment Platform B.V.

Fondée en 2011, Online Payment Platform (OPP) est un prestataire de services de paiement en ligne néerlandais offrant une solution de paiement dédiée aux *marketplaces* et aux plateformes sur le segment C2C en particulier. Cette transaction enrichit le profil de croissance de Worldline et permet de réaliser des synergies pour les deux parties impliquées grâce à l'organisation commerciale de Worldline. Cette transaction est parfaitement en ligne avec la feuille de route stratégique de Worldline qui étend ainsi son exposition au e-commerce et apporte une brique technologique éprouvée avec une solution unique conçue de toutes pièces.

## C. ANNEXES

### C.1. Contacts

#### C.1.1. Siège social

Tour Voltaire  
1, Place des Degrés  
92800 Puteaux – France  
+ 33 (0)1 34 34 95 95

#### C.1.2. Lignes de Services

##### Services Commerçants

Niklaus Santschi

##### Services financiers

Alessandro Baroni

##### Mobilité & Services Web Transactionnels

Caroline Jéséquel

#### C.1.3. Fonctions Groupe

##### Directeur Général

Gilles Grapinet

##### Directeur Général Délégué

Marc-Henri Desportes

##### Directeur Financier

Grégory Lambertie

##### Secrétaire Général

##### Gestion juridique et contractuelle

Charles-Henri de Taffin

##### Performance opérationnelle

Lisa Coleman

##### Qualité, Risques & Sécurité

Eglantine Delmas

##### Directeur Technologie & Opérations

Christophe Duquenne

##### Ressources humaines

##### & Corporate Digital Accélération

Philippe Mareine

##### Communication, Marketing & Ventes

Pascal Mauzé

##### Fusions, acquisitions, et développement

Pierre-Emmanuel Degermann

##### Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)

Sébastien Mandron

##### Stratégie, affaires publiques et réglementaires

Wolf Kunisch

#### C.1.4. Relations Investisseurs

Les investisseurs institutionnels, les analystes financiers et les actionnaires individuels peuvent obtenir des renseignements auprès de :

##### Directeur des Relations Investisseurs

Laurent Marie

Tel : +33 (0)7 84 50 18 90

Mail : [laurent.marie@worldline.com](mailto:laurent.marie@worldline.com)

##### Directeur Adjoint des Relations Investisseurs

Benoit d'Amécourt

Tel : +33 (0)6 75 51 41 47

Mail : [benoit.damecourt@worldline.com](mailto:benoit.damecourt@worldline.com)

De plus amples informations concernant la Société, telles que l'information financière, l'information réglementée AMF, la gouvernance d'entreprise, la responsabilité d'entreprise et le développement durable, sont disponibles sur le site web de Worldline [worldline.com](http://worldline.com).

Les demandes d'information peuvent être envoyées par courrier électronique à [investor-relations@worldline.com](mailto:investor-relations@worldline.com).

### C.2. Agenda financier

- 26 avril 2023 : Chiffre d'affaires du premier trimestre 2023
- 8 juin 2023: Assemblée générale annuelle des actionnaires
- 26 juillet 2023 : Résultats du premier semestre 2023
- 25 octobre 2023 : Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2023

### A propos de Worldline

Worldline [Euronext : WLN] est un leader mondial des paiements et le partenaire technologique de choix des commerçants, des banques et des acquéreurs. Avec plus de 18 000 collaborateurs dans 40 pays, Worldline fournit à ses clients des solutions durables, fiables et innovantes qui contribuent à leur croissance. Worldline propose des solutions d'acquisition commerçant en magasin et en ligne, le traitement hautement sécurisé des transactions de paiement ainsi que de nombreux services numériques. Le chiffre d'affaires 2022 de Worldline s'est élevé à 4,4 milliards d'euros. [worldline.com](https://www.worldline.com)

La raison d'être de Worldline est de concevoir et exploiter des services de paiement et de transactions numériques pour contribuer à une croissance économique durable et renforcer la confiance et la sécurité dans nos sociétés. Worldline les rend respectueux de l'environnement, accessibles au plus grand nombre, tout en accompagnant les transformations sociétales.

### Suivez-nous

